Rapport annuel 1985

Commission de la Fonction publique du Canada

Public Service Commission of Canada

Canada

86-04469/

Un aperçu de ce rapport est disponible en braille et sur bande magnétique.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1986
Numéro de catalogue SC 1-1985
ISBN 0-662-54366-1
CFP 3X9D552

Rapport 85 annuel

L'honorable Benoît Bouchard, C.P.
Secrétaire d'État du Canada
Chambre des communes
Ottawa

Monsieur le Ministre,

Nous vous prions de bien vouloir déposer à la Chambre des communes le rapport de 1985 de la Commission de la Fonction publique du Canada.

Nous soumettons notre rapport au Parlement en conformité des dispositions de l'article 45 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* du chapitre 71 des *Statuts du Canada* de 1966-1967.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

La présidente,

Huguette Labelle

Le commissaire,

Trefflé Lacombe

Le commissaire,

Peter B. Lesaux

Rapport 85 annuel

Table des matières

Faits saillants 7

Survol de la Commission de la Fonction publique 9

Introduction 13

La réforme administrative 15

La dotation en personnel 19

Relevés

A. Bénéficiaires de priorités 21

B. Nominations des membres de la catégorie de la gestion 25

C. Programme des services aux personnes handicapées 27

D. Programme d'accès pour les personnes handicapées 28

E. Exclusions générales 30

F. Exclusions particulières 32

G. Délégation des pouvoirs de dotation 35

La vérification de la dotation en personnel 37

Les appels et les enquêtes 39

Relevés

H. Règlement des enquêtes 41

I. Enquêtes officielles selon le genre de plainte 41

La formation linguistique 43

La formation des fonctionnaires 45

Relevé

J. Cours offerts aux fonctionnaires 46

La gestion des ressources internes 49

Relevés

K. Années-personnes 50

L. Dépenses 50

M. Affectation des années-personnes et des fonds 51

N. Provenance des années-personnes et des fonds 51

O. Années-personnes et fonds reliés aux langues officielles 51

Les statistiques 53

Note technique 54

Relevés

Effectif en général 56

1. L'emploi dans l'Administration fédérale, décembre 1985
2. Modalité d'emploi
3. Âge, sexe et groupe linguistique
4. Les 10 principaux ministères et leur effectif

5. Lieu de travail (Canada et étranger), sexe et groupe linguistique
6. Principales villes de fonctionnaires, sexe et groupe linguistique
7. Lieu de travail, exigences linguistiques du poste et groupe linguistique
8. Ministère d'affectation, sexe et groupe linguistique
9. Traitement annuel en dollars courants et en dollars constants, sexe et groupe linguistique

Effectif et catégories professionnelles 66

10. Catégorie professionnelle, modalité d'emploi, sexe et groupe linguistique
11. Catégorie et groupe professionnels, sexe et groupe linguistique
12. Catégorie professionnelle et lieu de travail
13. Catégorie de la gestion et femmes, francophones et autochtones
14. Exigences linguistiques du poste, catégorie professionnelle et groupe linguistique
15. Catégorie de la gestion, sexe et groupe linguistique
16. Catégorie scientifique et professionnelle, sexe et groupe linguistique
17. Catégorie de l'administration et du service extérieur, sexe et groupe linguistique
18. Catégorie technique, sexe et groupe linguistique
19. Catégorie du soutien administratif, sexe et groupe linguistique
20. Catégorie de l'exploitation, sexe et groupe linguistique

Nominations 83

21. Nominations et modalité d'emploi
22. Nominations *à* la Fonction publique, lieu de travail, sexe et groupe linguistique
23. Nominations *au sein de* la Fonction publique, lieu de travail, sexe et groupe linguistique
24. Nominations et catégorie professionnelle
25. Nominations *à* la Fonction publique, catégorie professionelle, sexe et groupe linguistique
26. Promotions, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique
27. Mutations latérales ou déploiements, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique
28. Reconductions, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique
29. Mutations régressives, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique
30. Nominations et mobilité professionnelle
31. Nominations et mode de sélection
32. Nominations, catégorie professionnelle, exigences linguistiques du poste et groupe linguistique
33. Nominations et postes bilingues à dotation «impérative»

34. Nominations et postes bilingues à dotation «non impérative»

35. Candidats inscrits au Répertoire national de candidats, région et groupe sous-représenté

36. Nominations de diplômés d'université et région

37. Nominations de diplômés d'université et secteur professionnel

38. Nominations de diplômés de cégep et de collège communautaire, et secteur professionnel

39. Nominations, Programme d'emplois d'été axés sur la carrière et secteur professionnel

Cessations d'emploi 96

40. Mises en disponibilité, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

41. Cessations d'emploi et motif

42. Cessations d'emploi, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Appels 99

43. Appels et catégorie professionnelle

44. Appels et ministère

45. Méthodes de sélection, appels et catégorie professionnelle

46. Méthodes de sélection, appels et ministère

47. Appels, provenance des nominations et méthodes de sélection

Formation 104

48. Formation professionnelle et région des cours

49. Formation professionnelle et langue d'enseignement

50. Formation professionnelle et catégorie professionnelle

51. Formation linguistique et région

52. Formation linguistique (cours de base continus)

53. Formation linguistique (autres cours)

Lexique 109

Les bureaux de la Commission 115

Faits saillants

Effectif, nominations et départs

Stabilité de l'effectif de la Fonction publique (223 173 en 1985 par rapport à 224 026 en 1984)

Augmentation légère de 2,4 % des nominations *à* et *au sein de* la Fonction publique, soit 85 983 nominations en 1985

Augmentation importante du nombre de cessations d'emploi, y compris les mises en disponibilité, soit de 12,1 % (18 452 en 1984, 20 683 en 1985)

Augmentation importante des démissions et des retraites cette année, soit 15,7 % et 12,9 % respectivement

Augmentation du nombre de nominations sans concours depuis 1983 (54,3 % de toutes les nominations en 1985 par rapport à 44,7 % en 1983). Les reconductions d'une nomination pour une période déterminée comptent pour plus de la moitié de ces nominations

Diminution du nombre de promotions par voie de reclassification au cours de cette même période (20,6 % de toutes les nominations en 1985 comparativement à 22,6 % en 1983)

Freinage de l'augmentation de l'effectif de la catégorie de la gestion (2,8 % de plus qu'en 1984)

Augmentation du nombre de diplômés du postsecondaire nommés à la Fonction publique cette année (31,4 % de plus en provenance d'universités et 48,4 % de plus en provenance des collèges communautaires ou cégeps)

Groupes sous-représentés

Mise en place de mesures spéciales en faveur des minorités visibles

Augmentation graduelle de la proportion de femmes dans la Fonction publique au cours des dernières années (41,6 % de l'effectif en 1985 par rapport à 40,6 % en 1983)

Augmentation significative de la proportion de femmes dans la catégorie de la gestion (7,8 % en 1985 par rapport à 5,9 % en 1983)

Stabilisation de la proportion des francophones (27,8 % en 1985 et 27,7 % en 1984)

Succès modeste mais encourageant des programmes d'emploi des autochtones

Maintien de l'acquis pour le Programme d'emploi des Noirs

Succès du Programme d'aides techniques aux personnes handicapées

Réforme

Propositions de changements à la *Loi* et au *Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique* afin de simplifier le processus d'embauche des fonctionnaires

Révision interne des politiques de dotation afin de les rendre plus flexibles

Appels et enquêtes

Augmentation de 12,2 % du nombre des appels ayant trait à la sélection du personnel (2 764 en 1985 par rapport à 2 463 en 1984)

Transfert à la Commission des droits de la personne de la responsabilité d'instruire des plaintes d'employés pour des actes discriminatoires comme le prévoit la *Loi canadienne sur les droits de la personne*

Augmentation du nombre de plaintes pour harcèlement, injustice au travail et nominations de l'extérieur de la Fonction publique (1 486 en 1985 comparativement à 1 142 en 1984)

Vérification

Révision des pratiques de vérification de la dotation de la Commission

Formation

Évaluation très favorable du Programme d'orientation en gestion de la Commission destiné aux cadres de la Fonction publique

Succès des cours spécialisés sur des sujets d'actualité offerts par la Commission

Excédent de 1 362 111 $ au budget consacré à la formation

Popularité des cours de langue autres que continus: 48,8 % d'inscriptions de plus qu'en 1984, principalement aux cours donnés en dehors des heures de travail

Baisse du nombre d'inscriptions aux cours continus de formation linguistique — 17,9 % de moins qu'en 1984

Gestion interne

Intégration des programmes de dotation afin d'offrir un meilleur service aux ministères

Maintien des ressources financières et humaines de la Commission en deçà des niveaux autorisés

Mise sur pied d'un mécanisme de revue interne des programmes et politiques

Survol de la Commission de la Fonction publique

La Commission de la Fonction publique est un organisme responsable envers le Parlement de l'administration de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* qui régit la dotation des postes à la Fonction publique fédérale. Environ 223 000 employés y sont assujettis. La Commission est investie de pouvoirs exclusifs pour faire des nominations dans tous les ministères et organismes qui n'ont pas de pouvoirs de dotation prévus dans une loi particulière, et elle doit, en outre, s'assurer que toutes les nominations respectent le principe du mérite. Aux fins de la *Loi sur l'administration financière*, la Commission est considérée comme un ministère et elle fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du Secrétaire d'État.

Outre ses responsabilités afférentes aux activités de dotation, la Commission administre une procédure d'appel connexe, enquête sur les irrégularités commises dans le cadre de la dotation, étudie les allégations d'activités politiques de fonctionnaires et prend des décisions à leur égard, et approuve les demandes de congé d'employés qui désirent participer à des activités politiques.

En vertu de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, la Commission peut déléguer ses fonctions aux ministères et organismes, à l'exception toutefois de celles qui touchent les appels et enquêtes. C'est ainsi que 98 % environ des activités de dotation régies par cette loi ont été déléguées. La Commission oriente surtout ses efforts vers l'adaptation des pouvoirs délégués aux besoins des ministères, l'élaboration de politiques, le recrutement externe, les appels et les enquêtes, la dotation de la catégorie de la gestion, ainsi que vers la vérification des activités de dotation dans les ministères pour s'assurer qu'elles sont conformes à la *Loi*.

En plus de ses responsabilités statutaires exclusives, la Commission est investie de fonctions que lui a déléguées le Conseil du Trésor, notamment la formation en gestion et la formation spécialisée, la formation linguistique, la vérification de certaines fonctions du personnel, les activités liées à la participation des groupes sous-représentés et certains aspects de l'administration de la catégorie de la gestion.

La Commission se compose de trois commissaires – dont la présidente – nommés par le gouverneur en conseil pour dix ans. La présidente est fonctionnaire administrative en chef. La Commission se divise en six directions générales: programmes de dotation et de la catégorie de la gestion, perfectionnement, programme de la formation linguistique, appels et enquêtes, vérification, et services et systèmes de gestion. Outre les services de son administration centrale à Ottawa, la Commission possède des bureaux à St. John's, Charlottetown, Halifax, Moncton, Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Regina, Edmonton, Frobisher Bay, Vancouver, Yellowknife et Whitehorse.

Les commissaires

Les trois commissaires, dont la présidente, sont investis des pouvoirs que la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* confère à la Commission de la Fonction publique. Désignés par le gouverneur en conseil pour une période de 10 ans, ils ont tous trois statut de sous-chef de ministère. Ensemble, les commissaires établissent les politiques conformément à la *Loi*; les décisions se prennent à la majorité. La présidente est la fonctionnaire administrative en chef de la Commission.

Le Secrétariat exécutif

— assure la planification et la coordination des stratégies générales, des politiques et des activités courantes de la Commission. Il répond aux demandes de renseignements des parlementaires, est responsable de la préparation du rapport annuel de la Commission et remplit diverses fonctions prévues par la *Loi*.

Les Programmes de dotation et de la catégorie de la gestion

— établissent, conformément aux dispositions de la *Loi* et du *Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique* ainsi qu'aux politiques et directives de la Commission, les principes et les méthodes de dotation, les normes et les tests de sélection et les procédés administratifs touchant la dotation. Ils veillent au recrutement et à la sélection des membres de la catégorie de la gestion, sont responsables du recrutement et de la présentation des candidats de l'extérieur de la Fonction publique, de la dotation des postes qui n'ont pas fait l'objet d'une délégation de pouvoirs aux ministères et surveillent les activités de dotation ministérielle. Les Programmes de dotation et de la catégorie de la gestion s'occupent aussi de la planification des carrières et de la relève, fournissent des services d'orientation aux membres de la catégorie de la gestion et à ceux qui aspirent à le devenir, déterminent les normes linguistiques et évaluent la compétence linguistique des candidats aux postes bilingues et des titulaires de postes bilingues. Enfin, ils sont responsables d'Échanges Canada et des affectations internationales.

La Direction générale de la vérification

— vérifie périodiquement les activités de dotation déléguées aux sous-chefs par la Commission et les activités non déléguées afin de s'assurer qu'elles sont exercées en conformité de la *Loi*. Elle procède également à des examens spéciaux et à des vérifications de certains aspects du système de dotation. Les vérifications englobent aussi l'examen d'autres fonctions de gestion du personnel confié à la Commission par le Conseil du Trésor du Canada conformément aux ententes conclues entre les deux organismes concernant leurs rôles et responsabilités respectifs.

La Direction générale du perfectionnement

— offre des programmes de formation et de perfectionnement et les services de consultation et d'information connexes aux ministères et organismes, en vue d'accroître la compétence professionnelle des employés et de concourir à la mise en oeuvre de la politique de formation formulée par le Conseil du Trésor du Canada et des plans de formation de tous les ministères et organismes. Elle se finance grâce à l'opération d'un fonds renouvelable.

La Direction générale des services et systèmes de gestion

— est chargée de concevoir, de promouvoir, d'appliquer et de coordonner les systèmes de gestion de la Commission, de veiller à la compatibilité des politiques et systèmes internes de celle-ci avec les directives centrales, de diriger l'acquisition et la gestion des ressources et de fournir aux autres directions générales des services auxiliaires communs. Elle réunit les directions suivantes: administration, systèmes d'information et de gestion ministérielle, systèmes et analyse de gestion, finances, affaires publiques, personnel, vérification interne, services régionaux, et revue.

La Direction générale des appels et enquêtes

— établit des comités d'appel indépendants pour les cas de violation présumée de la *Loi* et du *Règlement* en matière de nomination, de promotion, de rétrogradation et de renvoi. Les décisions des comités lient les parties en cause ainsi que la Commission. Seule la Cour d'appel fédérale peut les rescinder. Cette direction assume le rôle d'ombudsman en s'occupant des plaintes des employés qui estiment avoir été victimes de harcèlement personnel ou de mesures administratives partiales. Elle se penche en outre sur les pratiques présumées douteuses qui lui sont signalées en matière de dotation.

La Direction générale du programme de la formation linguistique

— assure, en réponse aux besoins des ministères et organismes, la formation linguistique liée aux exigences des postes. Elle élabore et donne des cours spécialisés dans les deux langues officielles dans toutes les régions du pays. De plus, elle offre le Programme supérieur de formation linguistique. Enfin, elle fournit aide et conseils dans divers domaines liés à la formation linguistique: analyse des besoins, élaboration de cours et de programmes destinés à répondre à des besoins précis, évaluation de programmes, testing et orientation des fonctionnaires.

Introduction

Pour la soixante-dix-septième fois, la Commission de la Fonction publique (qui s'appelait Commission du service civil jusqu'en 1967) a le plaisir de présenter son rapport annuel au Parlement. C'est en effet en 1908 que le Parlement amorçait sa toute première réforme des pratiques de recrutement et de promotion en vigueur dans l'Administration fédérale avec l'intention d'établir une fonction publique où les employés seraient nommés d'après leurs qualités professionnelles et personnelles plutôt qu'en raison de leur appartenance politique ou des services rendus à un parti politique ou à un candidat à une charge politique. Cette réforme, qui s'est précisée au cours des ans avec l'adoption de diverses lois par le Parlement, a donné au Canada une fonction publique caractérisée par une impartialité politique et une excellence que nous envient de nombreux pays.

Le présent rapport étudie dans un chapitre intitulé «La réforme administrative» les activités accomplies par la Commission dans la seconde phase d'un vaste projet de réforme administrative entrepris à l'automne de 1984, et qui a trouvé son prolongement au cours de l'année suivante.

Les programmes et politiques de dotation qui répondent aux besoins de la Fonction publique fédérale et qui respectent le principe du mérite, sont énumérés dans une vue générale de «La dotation en personnel». Ce chapitre sur un volet important des activités de la Commission qui constitue le pivot de son mandat légal traite également des modifications que la Commission souhaiterait voir apporter à la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* à laquelle elle est assujettie depuis 1967.

Le chapitre ayant pour titre «Les appels et les enquêtes» explique pourquoi la concurrence accrue pour obtenir un emploi dans la Fonction publique en période de compressions budgétaires a entraîné une augmentation du nombre d'appels et d'enquêtes en 1985. D'autres chapitres se penchent sur la vérification, la formation des fonctionnaires, la formation linguistique et le contrôle des ressources internes.

À propos des réalisations décrites dans le présent rapport, nous tenons à exprimer notre gratitude aux employés de la Commission pour leur dévouement et leur compétence. Nous sommes également reconnaissants aux sous-ministres, au Secrétariat du Conseil du Trésor, aux gestionnaires ministériels, aux administrateurs du personnel et aux agents négociateurs de la Fonction publique pour leur collaboration au cours de l'année. Enfin, nous remercions sincèrement les députés pour l'appui et l'aide qu'ils nous ont accordés en attirant notre attention sur tout un éventail de questions intéressant la Fonction publique au plus haut point.

Un employé du ministère des Affaires des anciens combattants prête son assistance à un vétéran

Phase I

C'est en 1979 que la Commission a entamé la réforme administrative de la dotation en prévoyant une délégation des pouvoirs de dotation plus adaptée aux besoins des ministères. La Commission reconnaissait ainsi les particularités inhérentes à chaque organisme et offrait à chacun les pouvoirs lui permettant de prendre des mesures appropriées à sa situation. Vers la fin de 1984, elle concrétisait davantage ses intentions en mettant sur pied le projet de la *Réforme administrative*, phase II.

Phase II

En 1985, tout en veillant à ce que les candidats les plus qualifiés soient nommés, la Commission s'est engagée à poursuivre les objectifs de la réforme administrative:

- accélérer le processus de dotation;
- éliminer du processus de dotation toute documentation ou complexité inutiles;
- s'assurer que le processus de dotation dans les ministères est bien planifié et géré;
- déléguer aux gestionnaires organiques les pouvoirs de dotation, lorsque cela est possible.

Pour y parvenir, la Commission a joué sur trois tableaux.

D'abord, elle a entrepris dans six ministères, et avec leur collaboration, une étude sur l'efficacité du régime de dotation. Cette étude a permis, entre autres, d'identifier les diverses variables qui influent sur le temps nécessaire pour doter un poste et sur la productivité: le nombre de personnes qui se portent candidates, le ministère où le poste est à combler, la zone de concours, etc. La Commission a également suggéré aux autres ministères de mettre sur pied des études semblables.

La Commission a ensuite entrepris un examen des règlements, politiques, méthodes et autres principes de dotation en se basant strictement sur les dispositions et exigences de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* et sur les diverses interprétations qu'en ont données les tribunaux et comités d'appel. La Commission pourra ainsi élaguer et améliorer l'administration de la dotation.

Dans cet ordre d'idée, l'examen de la réforme administrative a permis de se pencher sur toutes les politiques de dotation en fonction de ce qu'exige la *Loi* ou de ce qui est jugé essentiel pour que le principe du mérite reste en vigueur dans la Fonction publique. C'est ainsi que toutes les politiques de dotation de la Commission furent réparties en trois groupes, soit celles à conserver, celles à modifier et celles à supprimer.

Dans le cadre de cette révision, la Commission a consulté un groupe d'experts composé de cadres supérieurs de ministères, le Comité mixte de consultation et le Comité consultatif sur la politique en matière de gestion du personnel. Les mesures à prendre à la suite de cet examen approfondi commencé au début de l'année 1985 seront introduites progressivement au cours de l'année 1986, et répondront dans la mesure du possible aux nombreuses recommandations des ministères participants (Agriculture, Justice, Consommation et Corporations).

Du reste, des changements ont déjà été apportés, ou le seront bientôt, à l'administration des pouvoirs délégués et non délégués. Citons, à titre d'exemple, la simplification du processus lors de la dotation des postes bilingues des catégories du soutien administratif et de l'exploitation; l'amendement du *Manuel de gestion du personnel* en ce qui a trait à une réduction de la documentation requise pour fins de dotation; le fait de ne plus considérer, dans certaines situations, comme une nomination au sens de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* l'affectation intérimaire d'une personne à un poste donné, mais d'en faire plutôt une situation qui relève de la *Loi sur l'administration financière*. On s'attend que les mesures adoptées respectent non seulement le principe du mérite mais soient suffisamment souples pour satisfaire aux besoins particuliers des ministères.

Enfin, la Commission a entrepris de concert avec certains ministères un examen de leur système de dotation. Cinq d'entre eux, Agriculture, Justice, Consommation et Corporations, Communications et Emploi et Immigration, ont accepté de participer à des projets et d'étudier avec elle leur propre régime de dotation afin d'en améliorer l'efficacité. En agissant ainsi, la Commission cherche à subdéléguer davantage de pouvoirs dans le domaine de la dotation aux gestionnaires ministériels, c'est-à-dire à ceux qui connaissent le mieux les exigences du poste à combler.

Trois équipes ont à ce jour terminé leur étude sur la réforme administrative et déposé leurs recommandations. Elles mentionnent notamment différents secteurs où les politiques générales devraient être revues dans l'optique de la réforme entreprise: détermination des zones de concours, nominations sans concours, documentation requise pour fins de dotation, normes de sélection, outils d'évaluation et de sélection. La Commission s'applique à étudier ces conclusions en regard de la revue interne qu'elle a entreprise.

Afin d'aider également les organismes intéressés à entreprendre leur revue interne, la Commission leur a communiqué des données sur le travail des équipes et sur les changements envisagés dans le domaine de la dotation. À cet effet, la Commission a d'une part commencé à publier un bulletin d'information, sous le titre de *La réforme administrative*, qui dresse périodiquement un bilan des études entreprises dans certains ministères. Elle a d'autre part rencontré les agents de dotation pour les renseigner sur les réformes amorcées.

En 1985, la Commission aura donc mis au point sa réforme administrative. Grâce à la réaction positive de l'ensemble de la Fonction publique et à la collaboration des ministères, la Commission prévoit, au cours de la prochaine année, des améliorations appréciables dans le domaine de l'administration générale de la dotation des postes.

En vertu des dispositions pertinentes de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* et de son *Règlement*, l'une des principales responsabilités légales de la Commission est de fournir les services nécessaires à la dotation des postes de la Fonction publique fédérale. En 1985, la Commission a tenu compte de quatre facteurs qui influencent la mise en oeuvre de ses responsabilités. En premier lieu, il faut de toute évidence un régime de dotation qui réponde aux besoins d'aujourd'hui. Deuxièmement, il incombe à la Commission de prendre les mesures qui s'imposent afin de donner suite à la politique de réaménagement de l'effectif du gouvernement. Troisièmement, il faut conserver et améliorer les programmes actuels de la Commission qui touchent la vie professionnelle de milliers de fonctionnaires. Enfin, la Commission doit assurer la représentation équitable des femmes, des autochtones, des handicapés et des membres des minorités visibles à la Fonction publique et prendre des mesures à cette fin.

Le respect de ces quatre facteurs a guidé cette année toutes les activités de dotation de la Commission.

Une méthode de dotation souple

Consciente des répercussions des restrictions imposées à la répartition et à la gestion des ressources du gouvernement sur l'administration du personnel, la Commission a continué en 1985 de se pencher sur les changements qui pourraient être apportés à la *Loi* et au *Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique*. Nombre des changements proposés visent à simplifier le processus de dotation, à le rendre plus accessible aux gestionnaires hiérarchiques tout en respectant les principes fondamentaux du mérite et de l'équité.

La Commission s'est également fixé comme objectif de revoir le *Règlement* existant. Elle a d'abord simplifié un aspect important du *Règlement*, pour ce qui est des nominations intérimaires en établissant de nouvelles procédures devant s'appliquer aux employés à qui l'on a demandé d'assumer temporairement les fonctions d'un autre poste. Après avoir consulté des représentants des agents négociateurs et des gestionnaires des ministères et discuté à fond de la question avec eux, la Commission a décidé d'éliminer, à compter du 1er avril 1986, l'article 25 du *Règlement* sur les nominations intérimaires. D'autres modifications seront également apportées au *Règlement* conformément aux jugements de la Cour fédérale sur le droit d'appel et la façon de procéder pour les avis de nomination.

Décrets d'exclusion

La *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* autorise la Commission à soustraire certains postes ou groupes de postes à l'application de toute la *Loi* ou de certaines de ses dispositions lorsqu'elle juge «qu'il n'est ni praticable ni dans les meilleurs intérêts de la Fonction publique d'appliquer la *Loi* ou l'une de ses dispositions». Après avoir consulté des représentants des agents négociateurs, la Commission a approuvé cette année un certain nombre de demandes ministérielles visant à renouveler des décrets d'exclusion ou à en obtenir de nouveaux. Certaines demandes de renouvellement de décrets visaient à permettre l'emploi de femmes à certains postes dans des établissements correctionnels pour hommes, l'emploi d'assistants à la recherche dans les trois collèges militaires du Canada administrés par le ministère de la Défense nationale, et à autoriser le ministère des Affaires extérieures à embaucher certaines personnes pour une période de moins de six mois. Une liste complète de toutes les exclusions d'employés et de groupes d'employés se trouve aux relevés E et F.

En 1985, la Commission a apporté d'importantes modifications aux lignes directrices en vertu desquelles les ministères demandent des décrets d'exclusion de ce genre. Ces modifications ont porté sur le niveau approprié de la consultation obligatoire entre les représentants de la direction et ceux des employés, et de la consultation officielle avec la Commission canadienne des droits de la personne dans

les cas de programmes touchant des groupes sous-représentés. Mentionnons également un autre changement important, soit la création d'un système de contrôle officiel afin d'assurer la bonne exécution des décrets d'exclusion. Il est complémentaire aux activités existantes de vérification de la dotation.

Délégation
La *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* prévoit la délégation aux sous-chefs du pouvoir de doter des postes *à* et *au sein de* la Fonction publique.

La Commission a délégué plus de 98 % de toutes les activités de nomination aux ministères, et a continué d'appliquer cette année le nouveau système-cadre de la délégation dont il a été question dans les rapports annuels précédents.

La Commission a pris de nouvelles dispositions en matière de délégation pour quatre ministères. Un de ces instruments de délégation, celui du ministère de la Santé et du Bien-être social, comprend maintenant des mesures particulières de recrutement pour le personnel des soins hospitaliers et communautaires et des dispositions spéciales pour le recrutement de personnel médical dans les Territoires du Nord-Ouest. Les instruments de délégation de trois autres ministères ont également été modifiés, ce qui leur accorde certains pouvoirs supplémentaires afin de répondre à des besoins particuliers. Aussi, quatre organismes — énumérés à la fin du relevé G — se sont vu accorder des pouvoirs de dotation pour la première fois.

Congés autorisés pour fins d'activités politiques
En vertu des dispositions de l'article 32 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, tout fonctionnaire désireux de se porter candidat à des élections fédérales, provinciales ou territoriales doit présenter à la Commission de la Fonction publique une demande de congé sans traitement. La Commission, ayant sollicité l'avis du sous-chef, accordera le congé si elle «est d'avis que, par rapport à la Fonction publique, l'efficacité de l'employé dans le poste qu'il occupe alors n'aura pas à souffrir du fait qu'il aura été candidat à une élection...».

En 1985, la Commission a été saisie de quinze demandes de congé en vertu de l'article 32 de la *Loi*, toutes en provenance de fonctionnaires désireux de se porter candidats à des élections provinciales ou territoriales. Sauf une, toutes ces demandes ont été agréées.

Révocations de nominations

La *Loi* prévoit la révocation de nominations dans trois circonstances :

- en vertu de l'article 6, lorsque la nomination est faite conformément à une délégation de pouvoirs et que la Commission estime que la personne nommée ne possède pas les qualités requises pour exercer les fonctions du poste ou lorsque la nomination contrevient aux conditions visées par la délégation. Cependant, la Commission ne peut révoquer une nomination faite au sein de la Fonction publique que sur la recommandation à cet effet d'un comité qu'elle a mis sur pied pour enquêter sur la nomination;
- en vertu de l'article 21, lorsqu'un appel interjeté au sujet d'une nomination est accueilli;
- en vertu de l'aticle 41, lorsqu'il ressort d'une enquête qu'un fonctionnaire a été mêlé à des pratiques frauduleuses.

En 1985, 8 nominations ont été révoquées dont 5 en vertu de l'article 6 et 3 en vertu de l'article 21.

Réaménagement de l'effectif

Faits saillants relatifs aux nominations et tendances observées
En 1985, 31 064 personnes ont présenté des demandes d'emploi. Ce nombre comprend les demandes reçues dans le cadre du recrutement postsecondaire et du service extérieur, mais non celles de la catégorie de la gestion.

Le nombre total de nominations a augmenté de 2,4 %, passant ainsi de 84 002 en 1984 à 85 983 en 1985. Les nominations de l'extérieur de la Fonction publique à des postes pour une période déterminée ou indéterminée ont légèrement augmenté: de 11 028 à 11 406, soit une augmentation de 3,4 %. Le nombre total de nominations pour une période indéterminée est passé quant à lui de 37 387 à 38 549, soit une hausse de 3,1 %. Les nominations à des postes pour une période déterminée ont augmenté de 1,8 %, passant de 46 595 à 47 430.

Le nombre de nominations sans concours est passé à 40 492, soit 47 % de toutes les nominations. Plus de la moitié de ce chiffre représente des reconductions d'employés nommés pour une période déterminée au même poste avant l'expiration de leur emploi. Un autre quart représente des mutations latérales, et moins de 10 % sont des reclassifications.

Répercussions sur la dotation
La politique du Conseil du Trésor sur le réaménagement des effectifs a donné lieu à une augmentation importante des activités associées au Système d'administration des priorités de la Commission. La *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* prévoit une *priorité statutaire* pour la nomination des personnes suivantes: les employés revenant d'un congé, certains membres du personnel de ministres et les employés mis en disponibilité. En vertu de cette priorité, les bénéficiaires se voient accorder la préférence pour une nomination sans concours à n'importe quel poste pour lequel la Commission les considère qualifiés.

La Commission a également établi une *priorité administrative* qui accorde des droits semblables à ceux mentionnés ci-dessus à des employés déclarés excédentaires. Un deuxième type de situation prioritaire est prévu pour les employés qui ont été rétrogradés ou qui ont dû déménager parce que leur conjoint a changé d'emploi. Les employés bénéficiaires d'une *priorité administrative* passent après ceux qui bénéficient d'une *priorité statutaire*. Le Système d'administration des priorités de la Commission a pour but d'assurer qu'avant d'amorcer le processus habi-

A Employés ayant droit à un statut prioritaire

Raison	Droit à un statut prioritaire		
	Exercé	Non exercé	**Total**
Congés: retour/remplacement	451	29	**480**
Personnel de ministre	2	1	**3**
Mises en disponibilité[a]			
• Réorganisation	270	113	**383**
• Privatisation	109	75	**184**
• Décentralisation	8	8	**16**
Employés excédentaires[b]			
• Réorganisation	1 688	281	**1 969**
• Privatisation	55	22	**77**
• Décentralisation	53	1	**54**
Formation linguistique non réussie	13	—	**13**
• Réintégration[c]	186	5	**191**
Réinstallation du conjoint	567	25	**592**
Total[d]	**3 402**	**560**	**3 962**

[a] Des 583 personnes mises en disponibilité, 184 ont reçu une offre d'emploi à la suite d'une privatisation et 89 employés ont demandé à être mis en disponibilité avant la date prévue.

[b] En 1985, 372 employés devenus bénéficiaires à titre d'employés excédentaires ont été mis en disponibilité pendant l'année et sont inclus parmi les bénéficiaires à titre de personnes mises en disponibilité.

[c] Sont placés sous cette rubrique les employés excédentaires ou mis en disponibilité qui ont accepté des mutations régressives et auxquels on accorde une priorité administrative d'un an pour leur permettre d'être considérés pour des postes à leurs anciens groupe et niveau.

[d] Les membres de la catégorie de la gestion qui étaient bénéficiaires de priorités au cours de l'année 1985 ne sont pas inclus.

tuel de dotation, les ministères tiennent compte des employés bénéficiaires d'une priorité qui, d'après la Commission, répondent aux exigences fondamentales du poste à combler ou qui, s'il s'agit d'employés déclarés excédentaires et d'employés mis à pied, peuvent se recycler.

Pour donner une idée de l'importance des activités de la Commission et du nombre d'employés visés, précisons que le nombre des employés déclarés excédentaires inclus dans le Système d'administration des priorités a augmenté de 42 % par rapport à l'année dernière. Des 3 962 employés qui sont entrés dans le système avec un statut de bénéficiaires de priorité en 1985, 2 472 étaient bénéficiaires d'une priorité administrative à titre d'employés déclarés excédentaires. Environ 1 189 des 3 962 employés avaient été nommés à de nouveaux postes au 31 décembre 1985, tandis que 560 d'entre eux choisissaient de ne pas exercer leur droit. Les autres sont toujours considérés pour des emplois dans la Fonction publique tant que dure leur droit à un statut prioritaire (voir relevé A). À la suite de consultations entre des représentants du Secrétariat du Conseil du Trésor et des agents de négociation collective, la période d'avis donnée aux employés déclarés excédentaires dans les cas de réaménagement de l'effectif, a été prolongée afin de donner plus de temps pour essayer de trouver un emploi aux bénéficiaires de priorité.

La Commission est également chargée, d'une part, de faire des démarches auprès des ministères afin de les encourager à prendre à leur service tous les employés bénéficiaires de priorité et, d'autre part, de fournir un service d'orientation aux employés déclarés excédentaires et à ceux qui sont mis en disponibilité. Elle aide également les ministères à mettre au point des méthodes de redéploiement interne et à s'assurer que la politique de réaménagement de l'effectif est bien respectée dans leur organisation pour tout ce qui touche les nominations. Le Système d'administration des priorités est administré par chacun des bureaux régionaux de la Commission, et l'administration centrale est chargée d'assurer l'efficacité et l'efficience du système.

Pour aider à placer les employés déclarés excédentaires et ceux qui ont été mis en disponibilité, la Commission, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, a organisé des séances d'information à l'intention des gestionnaires hiérarchiques de même que des administrateurs supérieurs du personnel dans tous les principaux centres du pays, avec pour thème la politique révisée du Conseil du Trésor sur le réaménagement des effectifs. Elle a en outre publié une brochure pour les employés déclarés excédentaires et les employés mis en disponibilité, qui répond à leurs questions concernant leurs possibilités d'emploi, leur situation financière et la meilleure façon de se préparer à une entrevue. La Commission a par ailleurs mis au point pour les gestionnaires et les administrateurs de personnel un cours d'orientation qui porte précisément sur les besoins des personnes touchées par le réaménagement des effectifs. Enfin, les représentants de la Commission et du Secrétariat du Conseil du Trésor ont préparé un «séminaire sur le réaménagement des effectifs» à l'intention des gestionnaires, afin de leur expliquer, d'une part, les diverses solutions auxquelles ils peuvent avoir recours pour éviter les mises en disponibilité et, d'autre part, comment procéder le plus équitablement possible à celles qu'ils doivent faire.

Activités en 1985

Le principal travail de la Commission en 1985 a été de s'acquitter de ses fonctions de dotation avec efficience et efficacité. Comme il est précisé plus haut, cela supposait le maintien de la qualité et même l'amélioration de certains programmes permanents qui ont des répercussions directes sur le milieu de travail, le moral et la productivité de milliers de fonctionnaires. L'administration de ces programmes représente une partie importante du mandat de la Commission et les activités qui y sont reliées sont décrites dans les six paragraphes suivants: fusionnement de deux directions générales, recrutement postsecondaire et emploi, normes de sélection et administration de tests, planification des ressources humaines, dotation des postes bilingues et programmes de la catégorie de la gestion.

Fusionnement de deux directions générales

En 1985, les fonctions de dotation dont s'occupaient jusqu'alors la Direction générale des programmes de la catégorie de la gestion et la Direction générale des programmes de dotation ont été intégrées et confiées à une seule direction générale. Par conséquent, les responsabilités de la fonction de dotation, dont celles qui touchent le ressourcement de la catégorie de la gestion, incombent maintenant à une seule organisation. Cette intégration n'est toutefois pas qu'une mesure interne, car elle permet d'améliorer la coordination de la prestation des services de dotation fournis à tous les clients de la Commission.

Depuis quelques années déjà, la Commission reconnaît le rôle important que doivent jouer la direction des ministères et les représentants des agents de négociation collective dans le respect du principe du mérite. L'intégration des programmes de dotation et de la catégorie de la gestion garantira des consultations plus fructueuses entre les représentants du personnel et de la direction du Comité mixte de consultation[1], ainsi qu'entre les représentants de la direction des ministères et ceux du Secrétariat du Conseil du Trésor, qui siègent au Conseil consultatif de la politique du personnel[2].

Recrutement postsecondaire et emploi

Même en période de restrictions, la Fonction publique doit continuer à attirer de nouveaux employés. Bien que les possibilités d'emploi soient proportionnellement moindres qu'il y a dix ans, les jeunes Canadiens continuent de faire des démarches pour obtenir de l'emploi. Les programmes de recrutement postsecondaire de la Commission jouent un rôle important à cet égard. Cette année, il y a eu augmentation du nombre total de nominations faites dans le cadre des programmes de recrutement postsecondaire par rapport à 1984, en dépit des baisses notées dans le cadre du Programme d'emplois d'été axés sur la carrière (PEÉAC) et du Programme des stagiaires en administration.

En 1985, 994 diplômés d'université ont été nommés à la Fonction publique, soit 31,4 % de plus qu'en 1984. Par ailleurs, 282 diplômés de collèges communautaires et de cégeps ont été nommés, soit une augmentation de 48,4 %.

---

[1] Représentants des agents négociateurs certifiés de la Fonction publique et représentants de la gestion ministérielle

[2] Représentants de la gestion ministérielle et des organismes centraux

En 1985, 6 434 étudiants ont été embauchés dans le cadre du Programme d'emplois d'été axés sur la carrière (PEÉAC), soit une diminution de 14,6 % par rapport à 1984. C'est le ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui, en vertu des pouvoirs que lui a délégués la Commission de la Fonction publique, s'est chargé du recrutement des candidats et de leur présentation aux ministères.

À la suite de la décision prise par le Secrétariat du Conseil du Trésor en 1984 de donner plus d'occasions d'emploi aux étudiants participant au Programme d'enseignement coopératif, 2 413 étudiants ont été nommés en 1985, comparativement à 797 en 1984, soit une augmentation de 302,8 %. Le nombre d'établissements d'enseignement offrant un programme d'alternance travail-études a lui aussi augmenté et, en 1985, les étudiants embauchés venaient de 49 établissements d'enseignement postsecondaire de diverses régions du pays.

En outre, 58 personnes ont été nommées à des postes de stagiaires en administration, comparativement à 96 en 1984. De ce nombre, 28 ont été recrutées dans des universités et 30 ont été choisies dans le cadre de concours ministériels.

Normes de sélection et administration de tests

La Commission est chargée des normes de sélection fixées pour chaque groupe professionnel de la Fonction publique qui servent de lignes directrices de base aux ministères et organismes pour déterminer les qualités essentielles et évaluer les titres et qualités des candidats. En 1985, la Commission a travaillé, en collaboration avec des administrateurs du personnel et des représentants de la direction et des syndicats, à une révision de ces normes afin de s'assurer qu'elles sont suffisamment faciles à appliquer pour ceux qui doivent s'en servir quotidiennement et assez souples pour permettre l'utilisation de nouvelles techniques d'évaluation du personnel.

En 1985, 50 000 tests d'aptitudes professionnelles de la Commission de la Fonction publique ont été administrés. À la suite d'une augmentation de la demande, le temps consacré à donner des conseils et de l'aide aux divers ministères a plus que doublé, et l'on a travaillé surtout à créer des tests particuliers pour divers concours et cherché à atteindre certains objectifs précis en matière de dotation.

En 1985, certains pouvoirs ont été délégués aux divers ministères en matière d'administration de tests d'évaluation de la langue seconde, afin de leur donner plus d'autonomie relativement à la gestion de leurs ressources humaines. À la demande des ministères, la Commission a revu et supervisé des évaluations faites par leurs évaluateurs respectifs, afin d'assurer qu'elles soient bien faites. La Commission a entrepris l'élaboration d'un système qu'elle administre pour superviser régulièrement les évaluations dans les ministères.

Jusqu'à présent, 36 ministères de même que le Bureau du Vérificateur général ont exercé les pouvoirs qui leur ont été délégués en matière d'administration des tests de compréhension de l'écrit et d'expression écrite. Des 22 ministères qui se sont vu déléguer des pouvoirs relativement à l'administration du test de compréhension auditive et d'expression orale, 10 les ont exercés dans une ou plusieurs régions, et les 12 autres commencent à le faire. Deux autres organismes, la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt, se sont aussi vu déléguer des pouvoirs en matière d'évaluation de la langue seconde cette année.

Planification des ressources humaines

En 1985, la Commission a fourni des services de soutien aux ministères et organismes en rapport avec la planification des ressources humaines, y compris l'action positive. Le Secrétariat du Conseil du Trésor a bénéficié des analyses de la Commission pour l'étude des plans d'action positive et des plans pluriannuels des ressources humaines, surtout dans les domaines qui touchent les programmes de la Commission. La communication et l'interprétation de données provenant de systèmes d'information centraux et de fichiers statistiques sur le marché de l'emploi ont constitué comme par le passé un service important fourni aux ministères. La Commission a notamment fourni des données sur la disponibilité de la main-d'oeuvre handicapée et de la main-d'oeuvre francophone et a commencé à examiner les sources de données existantes en vue de produire un document sur les minorités visibles. Les travaux entrepris pour mettre au point des outils de planification des ressources humaines pour les ministères ont porté surtout sur les techniques de prévision, de supervision et de contrôle.

Dotation des postes bilingues

Le nombre de nominations à des postes bilingues est passé de 17 602 en 1984 à 18 267 en 1985, dont 61,4% pour une période indéterminée. Si on considère toutes les nominations faites au cours de l'année, ces nominations aux postes bilingues ont constitué 21,2 % de l'ensemble des activités d'embauche ou de mouvement de la main-d'oeuvre (promotions, mutations, etc.), ce qui est pratiquement identique à 1984.

Les nominations pour une période indéterminée comprennent deux modalités, soit la dotation impérative pour laquelle le candidat doit satisfaire immédiatement aux exigences particulières du poste bilingue concerné, et la dotation non impérative pour laquelle un délai est accordé au candidat, sous certaines conditions, pour qu'il satis-

fasse aux exigences linguistiques du poste. La dotation impérative équivaut à une application stricte du principe du mérite présente dans la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*; la dotation non impérative permet quant à elle de surmonter les difficultés à trouver des ressources humaines bilingues dans certains domaines d'emploi et dans certaines régions du pays.

Les nominations effectuées en 1985 à la suite d'une activité de dotation impérative représentent 44,0 % des nominations à des postes bilingues pour une période indéterminée, comparativement à 42,7 % en 1984. C'est donc dire que le progrès vers l'application intégrale de la Loi à propos de la dotation des postes bilingues s'est encore accentué cette année.

Les syndicats d'employés, préoccupés par la hausse du nombre de nominations de ce genre, ont demandé qu'une enquête soit faite pour vérifier le respect continu des critères qui déterminent cette modalité de dotation et son utilisation convenable. C'est ainsi qu'un groupe de travail mixte du Secrétariat du Conseil du Trésor et de la Commission de la Fonction publique a été chargé d'examiner un échantillon d'activités de dotation de postes bilingues dans la région de la Capitale nationale sur une période de six mois.

L'étude a révélé que dans 10 % des cas où l'on a eu recours à la dotation impérative, ce mode de dotation ne s'imposait pas. Par contre, 20 % des activités de dotation non impérative satisfaisaient aux critères justifiant la dotation impérative. Le groupe de travail a par ailleurs constaté que tous les postes justement identifiés bilingues n'imposent pas la même charge de bilinguisme à leur titulaire: les exigences linguistiques des postes dotés impérativement, ou qui auraient pu l'être avec raison, sont plus lourdes, notamment dans les domaines de la compétence et de l'utilisation. Le souci majeur des gestionnaires semble être le bassin de main-d'oeuvre dans lequel ils peuvent puiser les ressources dont ils ont besoin.

En 1985, le nombre de bilingues qualifiés nommés à des postes bilingues pour une période indéterminée s'est encore accru de plus de 5,0 % par rapport à 1984. À peine 13,9 % des personnes nommées aux postes bilingues le furent en vertu du *Décret d'exclusion sur les langues officielles*, ce qui explique que seulement 1 166 personnes nommées à des postes bilingues ont dû s'engager à suivre des cours de formation linguistique, alors que 393 furent exclues de l'obligation de devenir bilingues pour occuper leur poste. C'est une baisse nette de 262 cas par rapport à 1984.

Au chapitre des exemptions, 26,8 % des 393 personnes exemptées étaient des francophones et 73,2 % des anglophones (une baisse de 2,2 % par rapport à 1984). Quant aux exclusions à la nomination, 17,6 % des 1 166 personnes concernées étaient des francophones et 82,4 %, des anglophones.

Dans le cadre de la réforme administrative en cours, la Commission de la Fonction publique a délégué aux ministères le soin de déterminer la norme linguistique de niveau minimal (niveau «A») pour les postes des catégories du soutien et de l'exploitation. Il n'est donc plus nécessaire d'obtenir l'approbation de la Commission pour fixer de telles exigences à des postes bilingues lorsque les titulaires doivent rendre des services au public ou assumer des fonctions de surveillance, dans la mesure où ces exigences restent compatibles avec la *Norme de sélection en matière de langue seconde*[1].

[1] Outil par lequel on détermine les exigences linguistiques d'un poste bilingue et le niveau de connaissance qu'il requiert.

Participation des deux groupes linguistiques

En 1985, ce sont 58 877 anglophones et 26 569 francophones qui ont fait l'objet de nominations *à* et *au sein de* la Fonction publique fédérale. Les francophones ont été concernés dans 30,9 % de toutes les nominations et 46,8 % d'entre eux (soit 12 448) ont été nommés à des postes bilingues par rapport à 9,8 % (soit 5 768) chez les anglophones.

La tendance à la diminution du nombre et du pourcentage de francophones ayant quitté la Fonction publique depuis le début des années 80, volontairement (démission, retraite anticipée ...) ou non (mise à la retraite, maladie, décès. licenciement ...), s'est poursuivie en 1985. Ceci explique pourquoi la Fonction publique comptait en fin d'année 72,2 % d'anglophones et 27,8 % de francophones.

Il convient particulièrement de souligner, à propos de la participation des deux communautés linguistiques, la hausse du nombre d'anglophones nommés cette année de l'extérieur de la Fonction publique fédérale au Québec. Dans l'ensemble de cette province (à l'exclusion de la région de la Capitale nationale), la proportion des recrues de langue anglaise est passée de 5,6 % à 8,9 %. À Montréal, ce taux a atteint 11,2 %.

La tendance à une plus grande participation des francophones au Nouveau-Brunswick, dans le Nord et dans l'Est de l'Ontario, relevée l'an dernier s'est maintenue en 1985, malgré les restrictions imposées à l'embauche.

Le nouveau répertoire des données sur la main-d'oeuvre canadienne disponible (par domaine d'emploi selon les groupes et sous-groupes professionnels)[1], permettra aux ministères et organismes de mieux planifier leurs programmes de recrutement de francophones et d'anglophones. Ce n'est d'ailleurs là qu'un des documents de planification de la main-d'oeuvre qu'ont publiés, en cours d'année, les Programmes de dotation et de la catégorie de la gestion.

Programmes de la catégorie de la gestion

Au cours de 1985, les responsables des programmes de la catégorie de la gestion ont dû prendre certaines mesures à la suite de la décision de l'administration publique de rationaliser un large éventail de programmes ministériels. Les sous-chefs, pour leur part, ont concentré leurs efforts sur le déploiement de leurs cadres, et de nombreux gestionnaires supérieurs et cadres de direction ont dû réévaluer leur plan de carrière et envisager une mutation latérale plutôt qu'une promotion.

Cette année, les sous-ministres ont été priés de consulter la Commission avant de procéder à des redéploiements dans leurs ministères respectifs. Cette dérogation temporaire aux règles s'imposait en raison des modifications, que le Conseil du Trésor a approuvées, au Programme de retraite volontaire anticipée des employés de la catégorie de la gestion et en raison d'autres mesures de réaménagement de l'effectif touchant cette catégorie.

La catégorie de la gestion comprend deux groupes professionnels: le groupe de la direction (EX), qui compte cinq niveaux, et le groupe de la gestion supérieure (SM). À la fin de l'année, cette catégorie comptait 4 400 membres, comparativement à 4 281 en 1984. Cette augmentation tient, pour une bonne part, à la transposition d'un certain nombre d'agents des services extérieurs en cadres de gestion. La répartition des principaux genres de nomination par niveau dans la catégorie de la gestion se trouve au relevé B.

Courtage et orientation

On entend par courtage le déploiement interministériel planifié de cadres de direction et de gestionnaires supérieurs qui ont d'excellentes possibilités, mais ont besoin d'acquérir de l'expérience, ou éprouvent certaines difficultés professionnelles temporaires qui ne sont pas nécessairement liées à leur rendement. Le courtage comprend un service approprié de counselling et la recherche d'un poste qui convient dans d'autres ministères. Ce service a pris de l'importance en 1985 à cause des perspectives de carrière limitées en cette période de restrictions et de rationalisation de certains programmes ministériels. À la suite de l'adoption du programme gouvernemental de retraite anticipée, les responsables des programmes de la catégorie de la gestion ont offert davantage de services d'orientation. Tous les conseillers ont bénéficié d'orientation professionnelle pour mieux aider les clients qui comptent prendre une retraite anticipée ou changer d'orientation.

[1] *Représentation francophone et anglophone sur le marché du travail dans les professions appariées à l'emploi dans la Fonction publique fédérale: catégories d'agents*, Ottawa: CFP, décembre 1985.

B Nominations des membres de la catégorie de la gestion

Niveau de la catégorie de la gestion	Nominations à des postes de la catégorie de la gestion	Promotions	Mutations latérales ou déploiements[a]
EX-5	3	13	12
EX-4	5	33	19
EX-3	7	39	46
EX-2	15	161	62
EX-1	66	92	96
SM	206		233
Total	**302**	**338**	**468**

[a] Ne comprend pas les reconductions, les mutations régressives et les rétrogradations.

Affectations à l'étranger

Les programmes internationaux de la Commission, administrés de concert avec le ministère des Affaires extérieures, ont pour objet d'accroître la représentation canadienne dans les organisations internationales et de multiplier les échanges de personnel entre l'administration publique canadienne et les administrations étrangères. Les affectations dans des organismes internationaux permettent au Canada de jouer un rôle important dans les travaux des organismes multiculturels du monde entier; en outre, les échanges de personnes avec d'autres administrations publiques favorisent les échanges de connaissances et de technologies. En 1985, 43 Canadiens ont été affectés à des organisations internationales.

Des six postes de gestionnaires supérieurs obtenus par des Canadiens dans des organisations internationales, trois ont été comblés par des femmes. De plus, 16 fonctionnaires canadiens ont été affectés à d'autres organisations publiques et 12 personnes de l'étranger sont venues travailler à la Fonction publique fédérale.

Cours et affectations de perfectionnement

La Commission administre pour le Secrétariat du Conseil du Trésor le programme Cours et affectations de perfectionnement (CAP) qui continue d'être considéré comme un des moyens les plus efficaces dont disposent les ministères pour recenser et perfectionner les candidats ayant les dispositions nécessaires pour accéder à des postes de gestionnaires supérieurs. Le programme permet d'évaluer la capacité des candidats d'exercer des fonctions de cadre supérieur et offre à ceux qui sont sélectionnés un programme de formation, d'orientation et d'affectations planifiées. D'ordinaire, les organisations qui ne relèvent pas du gouvernement fédéral sont également invitées à participer au programme et, depuis ses débuts en 1968, 93 employés de ces organisations y ont pris part.

Cette année, 21 des 62 nouveaux participants au programme ont suivi le cours dans l'Ouest canadien. Le programme CAP de l'Ouest a été mis sur pied en 1984 à titre expérimental afin de répondre à la demande des représentants des administrations fédérale, provinciales et territoriales. Pour déterminer s'il y a vraiment lieu de mettre sur pied un programme régional décentralisé, un deuxième cours sera donné dans l'Ouest en 1986. Le programme CAP offre également des cours de perfectionnement à Québec, au Royaume-Uni, en France et en Belgique. En 1985, deux employés ont été choisis pour prendre part au Programme d'échanges Canada — Royaume-Uni à Londres; un employé a été choisi pour être envoyé à l'École nationale d'administration à Paris, et trois stagiaires en gestion venant de cette école ont été affectés à des emplois à court terme au Canada.

Échanges Canada

La Commission administre le programme Échanges Canada au nom du Secrétariat du Conseil du Trésor. Les agents de programme négocient des échanges d'agents supérieurs, de gestionnaires et de professionnels entre, d'une part, la Fonction publique et, d'autre part, le secteur privé, les universités et les administrations provinciales, territoriales et municipales ainsi que les organisations à but non lucratif. Le programme vise avant tout à une meilleure compréhension et collaboration entre l'Administration fédérale et tous les secteurs de l'économie canadienne. Au 31 décembre 1985, 165 participants étaient en affectation, et 55 % d'entre eux venaient de l'extérieur de la Fonction publique. Durant 1985, des mesures ont été prises pour accroître l'utilisation du programme par les ministères fédéraux dans les régions et pour étendre la couverture des médias. L'accent a également été mis sur une plus grande participation du monde des affaires canadien.

Bureau de présentation et d'orientation professionnelle des femmes

Le Bureau, qui a été créé en novembre 1983, offre des services d'orientation professionnelle aux femmes qui occupent un poste un ou deux niveaux plus bas que le niveau d'entrée à la catégorie de la gestion et à celles d'autres niveaux qui ont les dispositions nécessaires pour accéder à cette catégorie. Le fusionnement des programmes de la dotation et de la catégorie de la gestion a assuré une meilleure liaison avec le Bureau, ses clients et les responsables des programmes de la catégorie de la gestion.

En deux ans d'exploitation, le Bureau a accueilli 1 565 femmes et en a présenté 119 aux responsables des portefeuilles du ressourcement de la catégorie de la gestion pour qu'ils prennent en considération leurs candidatures à des postes de gestion supérieure. Cinquante-quatre d'entre elles ont été nommées à des postes de la catégorie de la gestion. Deux cent vingt femmes sont actuellement inscrites au répertoire du Bureau et attendent d'obtenir une affectation de perfectionnement. Ces femmes sont présentées aux ministères et aux organismes afin de leur permettre d'étendre leur champs d'expérience et d'acquérir les connaissances dont elles ont besoin pour se présenter à des postes de gestion supérieure. Jusqu'à présent, 180 femmes ont bénéficié d'affectations de perfectionnement.

Représentation équitable

Femmes
En plus des services offerts par le Bureau de présentation et d'orientation professionnelle des femmes, la Commission a administré un certain nombre de programmes pour assurer une participation équitable des femmes dans la Fonction publique.

Le perfectionnement professionnel est un aspect essentiel de la stratégie de l'action positive pour augmenter le taux de participation des femmes dans la catégorie de la gestion. En 1985, 41,3 % des participants au programme Cours et affectations de perfectionnement étaient des femmes. En outre, 12 femmes fonctionnaires occupent un emploi dans d'autres secteurs de l'économie grâce au programme Échanges Canada; 42 ont bénéficié de cours de formation en gestion au niveau professionnel juste au-dessous de la catégorie de la gestion et 50 ont été affectées à d'autres emplois dans cette catégorie au cours de la dernière année, ce qui leur a permis d'améliorer leurs connaissances théoriques et pratiques de la gestion.

Grâce aux efforts conjugués de la Commission et des ministères, le taux de participation des femmes dans la catégorie de la gestion est passé de 7 % en 1984 à 7,8 % en 1985. L'objectif fixé en 1983 dans le cadre d'un programme d'action positive de cinq ans a déjà été atteint à 75 %. La situation a en outre changé sensiblement dans les groupes de la gestion supérieure (SM) et de la direction (EX). En effet, on comptait en mars 1983 80 femmes cadres de direction et 100 femmes cadres de gestion. À la fin de 1985, 180 femmes étaient SM et 162 étaient EX. Le nombre absolu et le nombre relatif des femmes ayant manifesté le potentiel requis pour accéder à des niveaux EX a donc sensiblement augmenté.

Le Centre des programmes pour la femme, créé en 1983 pour favoriser le perfectionnement professionnel des femmes fonctionnaires et pour promouvoir l'action positive, est ouvert à toutes les femmes fonctionnaires et à celles qui sont intéressées à travailler à la Fonction publique. Il publie et distribue toute une série de documents de référence, de dépliants sur les possibilités de carrière de même que des bibliographies. Le Centre a également organisé un séminaire sur l'avancement professionnel pour les femmes fonctionnaires, qui a eu beaucoup de succès et auquel ont participé 600 femmes dans la région de la Capitale nationale et 2 000 dans d'autres régions. Il a en outre donné de la formation et de l'aide à plus de 30 ministères qui désiraient organiser eux-mêmes ce séminaire à l'intention de leurs employées.

Personnes handicapées
Deux des programmes de la Commission ont contribué à la réalisation de l'objectif à long terme du gouvernement visant à assurer la représentation des handicapés à la Fonction publique. Depuis 1981, Année internationale des handicapés, le Programme des services aux personnes handicapées a permis de recruter des Canadiens handicapés prêts à entrer sur le marché du travail, de les présenter et de les nommer à des postes de la Fonction publique fédérale. Depuis l'annonce par le Conseil du Trésor de la mise en oeuvre de l'action positive à l'échelle de la Fonction publique, en 1983, le Programme d'accès pour les personnes handicapées a permis à des handicapés qui manquaient d'expérience de bénéficier d'une forma-

C Programme des services aux personnes handicapées

	Modalité d'emploi			Lieu de travail		
Niveau	Période déterminée[a]	Période indéterminée	**Total**	Région de la Capitale nationale	Autres lieux de travail	**Total**
Agents	46	21	**67**	32	35	**126**
Personnel de soutien ou d'exploitation	272	30	**302**	242	60	**243**
Total	**318**	**51**	**369**	**274**	**95**	**369**

[a] Comprend les nominations pour une période de moins de six mois.

D Programme d'accès pour les personnes handicapées

	Nominations à des postes de stagiaires			Nominations après le stage				
Niveau	Région de la Capitale nationale	Autres lieux de travail	**Total**	Région de la Capitale nationale	Autres lieux de travail	Période déterminée	Période indéterminée	**Total**
Agents	21	42	**63**[a]	11	13	22	2	**24**
Personnel de soutien ou d'exploitation	18	75	**93**[b]	5	29	28	6	**34**
Total	**39**	**117**	**156**	**16**	**42**	**50**	**8**	**58**

[a] Des 63 personnes nommées pendant l'année à des postes de stagiaire au niveau d'agent, 24 avaient été nommées dans un poste après leur stage (voir: nominations après le stage), 30 étaient toujours en période de stage, 6 avaient vu leur stage prendre fin par manque de ressources au ministère et 3 avaient démissionné.

[b] Des 93 personnes nommées pendant l'année à des postes de stagiaire au niveau du soutien et de l'exploitation, 34 avaient été nommées dans un poste après leur stage (voir: nominations après le stage) avant la fin de l'année, 47 étaient toujours en période de stage, 8 ont vu leur stage prendre fin par manque de ressources au ministère ou parce qu'ils n'ont pas réussi leur formation, et 4 avaient démissionné.

tion sur le tas. Il y a eu 2 083 Canadiens handicapés prêts à entrer sur le marché du travail qui ont pu trouver de l'emploi à la Fonction publique du Canada depuis 1981, et depuis le mois d'octobre 1983, 367 personnes handicapées ont pu être affectées à des postes où elles ont bénéficié d'une formation sur le tas, grâce au Programme d'accès pour les personnes handicapées.

Les nominations faites dans le cadre du Programme des services aux personnes handicapées et du Programme d'accès pour les personnes handicapées touchaient des postes d'opérateur de saisie des données, de réceptionniste commis-dactylo, d'agent de documentation des cas, de programmeur, de spécialiste en sciences physiques et d'agent de recouvrement. Le relevé C indique les nominations faites par l'entremise du Programme des services aux personnes handicapées. Le relevé D précise quant à lui les nominations de candidats à des postes de stagiaires (formation en cours d'emploi) et les nominations faites à la suite du stage dans le cadre du Programme d'accès pour les personnes handicapées.

L'exposition d'aides techniques organisée à St-John's, Charlottetown, Halifax et Moncton à la fin de 1985 a suscité autant d'enthousiasme que celle organisée en 1984 dans l'ouest et le centre du Canada. Un bon nombre des 700 visiteurs venant des secteurs privé et public n'avaient jamais vu encore certains des appareils conçus pour les personnes souffrant de troubles visuels, auditifs ou moteurs.

La Commission a continué de prêter gratuitement des aides techniques aux personnes qui bénéficient de formation en cours d'emploi dans le cadre du Programme d'accès pour les personnes handicapées. La banque prête notamment des terminaux parlants, des systèmes de lecture sur télévision à circuit fermé, des téléphones à composeur automatique et autres appareils connexes destinés aux utilisateurs du téléphone qui souffrent de troubles de l'ouïe.

Pour assurer une évaluation équitable des personnes handicapées, la Commission offre un service de consultation aux ministères sur l'utilisation et la modification de ses tests et de ceux des ministères, destinés à des candidats handicapés. Chaque cas est considéré individuellement. Treize tests au total ont été créés pour répondre aux besoins particuliers de chaque candidat visuellement handicapé (tests en braille, en gros caractères et tests enregistrés sur bandes magnétiques).

Autochtones
La Commission administre des programmes conçus pour favoriser l'emploi et le perfectionnement des autochtones à la Fonction publique. La Commission s'occupe en particulier du Bureau de recrutement d'autochtones, du Programme des carrières du Grand Nord et du Programme national de perfectionnement des autochtones. Le Programme des possibilités d'emploi dans la fonction publique, qui est un projet spécial à l'intention des autochtones de la province du Manitoba, est administré conjointement par la Commission et le ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Le Bureau de recrutement d'autochtones aide les ministères à recruter des autochtones à tous les niveaux. Dans la région de la Capitale nationale, les agents du Bureau aident le ministère à atteindre ses objectifs dans le domaine de l'action positive et présentent à des emplois possibles des candidats autochtones qualifiés. Les coordinateurs du recrutement des autochtones de toutes les régions du pays recrutent et présentent des candidats autochtones en vue de concours, et veillent à ce que le nombre voulu de candidats autochtones qualifés soient évalués et à ce que leurs demandes figurent dans les répertoires. En outre, la plupart des régions tiennent des colloques d'orientation professionnelle à l'occasion desquels des agents renseignent les étudiants autochtones sur les titres et qualités exigés pour les divers emplois qui sont offerts à la Fonction publique.

La Commission administre trois programmes qui offrent des possibilités de perfectionnement aux autochtones qui sont intéressés à entrer à la Fonction publique ou à se perfectionner. Le Programme des carrières du Grand Nord propose des possibilités de perfectionnement aux autochtones du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, et prévoit de la formation en cours d'emploi à des postes de responsabilité dans les ministères fédéraux dans le Grand Nord. Les services à cet égard sont assurés par les bureaux de la Commission à Whitehorse, Yellowknife et Frobisher Bay.

Près de 450 autochtones du Grand Nord ont été recrutés dans le cadre du Programme des carrières du Grand Nord depuis sa mise en oeuvre en 1975. Le Programme permet à ces personnes de bénéficier de formation à la Fonction publique de même qu'au sein d'organisations autochtones et dans les administrations publiques territoriales. En outre, il a permis à un nombre restreint de participants de faire leurs deux dernières années d'études postsecondaires lorsqu'il leur fallait un diplôme ou un certificat particulier pour répondre aux exigences de l'emploi visé à la Fonction publique. À la fin de 1985, le Programme comptait 51 participants, et 21 ont obtenu leur diplôme au cours de l'année. Les ressources financières et humaines du Programme permettent d'assurer le perfectionnement de près de 90 participants par année.

La Commission a mis sur pied en 1983, entre autres initiatives d'action positive, le Programme national de perfectionnement des autochtones, destiné à accroître le nombre des autochtones à des postes de conseiller et de gestionnaire à la Fonction publique. Les participants sont envoyés en affectation dans des ministères partout au Canada afin d'acquérir les compétences nécessaires pour un poste donné au moyen d'une formation sur place et de cours structurés.

Près de 1 600 demandes ont été reçues, dont plus de 950 ont été évaluées et figurent maintenant dans un répertoire d'où leurs noms pourront être tirés en vue de participer à des programmes de perfectionnement dans des ministères. Cent cinq employés au total ont été placés dans 32 ministères à 27 endroits au Canada; 7 participants ont bénéficié du Programme au complet et ont été nommés à des postes d'attache dans divers ministères.

Le Programme des possibilités d'emploi dans la Fonction publique, mis sur pied en 1984 en vertu de l'entente Canada-Manitoba sur le développement du Nord du Manitoba, recrute et forme des Indiens inscrits et des Indiens non inscrits, des Métis et des Inuit en vue de carrières techniques à la Fonction publique. Il est financé et administré par le ministère de l'Expansion industrielle régionale et la Commission. Les participants sont d'abord embauchés pour une période déterminée au ministère de l'Expansion industrielle régionale, puis sont embauchés pour une période indéterminée par le ministère qui leur a donné leur formation, une fois cette période de formation terminée.

Durant 1985, 23 stagiaires autochtones ont été recrutés dont 3, qui avaient commencé leur formation en 1984, ont entrepris un cours de formation avancé cette année à Environnement Canada. D'autres stagiaires ont été recrutés en vue de nominations pour des périodes indéterminées à Environnement Canada, Transports Canada et Santé et Bien-être social Canada. Des négociations sont en cours pour étendre le Programme à d'autres ministères.

Minorités visibles
Les programmes de la Commission assurant l'égalité d'accès à l'emploi aux Canadiens de toutes races, couleurs ou nationalités ne sont pas nouveaux. Le Programme d'emploi des Noirs dont s'occupe la Commission en Nouvelle-Écosse a été le premier programme du genre à la Fonction publique offert à des minorités visibles. La Commission a joué un rôle d'appui important dans les discussions qui, en 1985, ont amené le Conseil du Trésor à étendre l'action positive aux minorités visibles.

Pour que les membres des minorités visibles soient représentés équitablement dans la Fonction publique, le Conseil du Trésor a demandé en septembre 1985 à la Commission d'appliquer les mesures spéciales suivantes:

- révision de la formule de demande d'emploi de la Fonction publique pour permettre aux membres des minorités visibles de s'identifier comme tels;
- révision des systèmes de données informatisées de la Commission pour être au courant de la situation des minorités visibles au cours du processus de recrutement, de présentation et de nomination;
- élaboration «d'indicateurs de disponibilité» de membres qualifiés des minorités visibles sur le marché du travail afin de permettre aux gestionnaires de la Fonction publique de se fixer des objectifs quant à leur recrutement;
- ajout aux cours offerts aux gestionnaires de la Fonction publique d'une section spéciale sur les minorités visibles;
- élaboration d'un module de formation à la Fonction publique du Canada à l'intention des membres de minorités visibles nouvellement recrutés;
- financement, par la Commission et le Secrétariat d'État, d'une étude qui sera menée par l'Association des universités et collèges du Canada pour actualiser les équivalences canadiennes des diplômes universitaires de certains pays étrangers pour lesquels ces équivalences sont difficiles à obtenir.

La Commission a un rôle d'observateur aux réunions du Comité consultatif externe des minorités visibles, récemment constitué, qui fournit des conseils au président du Conseil du Trésor.

La Commission administre depuis 1973 en Nouvelle-Écosse le Programme d'emploi des Noirs qui donne à ces derniers une chance égale d'accès aux emplois de la Fonction publique. Les Noirs constituent 3,5 % des habitants de la Nouvelle-Écosse. Au 31 décembre 1985, 98 Noirs étaient inscrits au répertoire du district de la Nouvelle-Écosse, soit 6,1 % du total, comparativement à 105 en 1984, soit 6,8 %. C'est dans les secteurs du soutien administratif que la majorité des Noirs sont concentrés.

Les 55 Noirs présentés à des postes d'agents en 1985 constituent 9,3 % de toutes les présentations faites en Nouvelle-Écosse au cours de l'année. Ce nombre est moins élevé qu'en 1984, en raison surtout de la compression des effectifs dans les ministères, qui a entraîné une diminution des activités de dotation en Nouvelle-Écosse. Des 33 Noirs présentés en 1985, 8 se sont qualifiés et 6 ont été nommés. De plus, les données d'Emploi et Immigration Canada révèlent qu'environ 220 Noirs ont été nommés en Nouvelle-Écosse en 1985 à des postes des catégories du soutien administratif et de l'exploitation, comparativement à 200 en 1984.

En 1985, la Commission a distribué des documents d'information sur les possibilités de carrière et donné dix ateliers sur les possibilités de carrière à près de 100 Noirs à 3 endroits.

Exclusions générales

L'article 39 de la *Loi* autorise la Commission à soustraire aux dipositions de la *Loi* toute personne, tout poste ou toute classe de personnes ou de postes dans les cas où «il n'est ni praticable ni dans les meilleurs intérêts de la Fonction publique d'appliquer la *Loi* ou l'une de ses dispositions». Toute décision en ce sens, comme son annulation, doit être approuvée par le gouverneur en conseil. Les exclusions décrétées en 1985 en vertu de l'article susmentionné sont les suivantes.

Décret du Conseil privé n° 1042, en vigueur à compter du 28 mars 1985
Le décret approuve l'exclusion de l'application de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* des personnes qui seront employées pour une ou plusieurs périodes déterminées totalisant moins de six mois par période de 12 mois consécutifs au ministère des Travaux publics, dans les catégories technique, de l'exploitation et du soutien administratif et dans les groupes du génie et arpentage et de l'architecture et urbanisme de la catégorie scientifique et professionnelle, au cours de la période commençant le 1er avril 1985 et se terminant le 31 mars 1987.

Décret du Conseil privé n° 1043, en vigueur à compter du 28 mars 1985
Le décret approuve l'exclusion de l'application de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* des personnes qui seront employées pour une ou plusieurs périodes déterminées totalisant moins de six mois par période de 12 mois consécutifs au ministère des Affaires extérieures, dans les groupes suivants: Services administratifs, gestion des finances, services d'information, administration des programmes, achat et approvisionnement, commis aux écritures et aux règlements, communications, traitement mécanique des données, secrétariat, sténographie et dactylographie, manoeuvres et hommes de métier, services divers, techniciens divers, soutien des sciences sociales, organisation et méthodes et gestion du personnel, au cours de la période commençant le 1er avril 1985 et se terminant le 31 mars 1987.

Décret du Conseil privé nº 1044, en vigueur à compter du 28 mars 1985
Le décret facilite la nomination, pour une période indéterminée, de certains employés nommés pour une période déterminée qui travaillent pour la Fonction publique depuis au moins cinq ans. À cette fin:

a) on exclut de l'application de l'alinéa 21b) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* toute personne qui aurait un droit d'appel en vertu de cet alinéa; et

b) on exclut les postes auxquels ils seront nommés, pour une période indéterminée, de l'application de l'article 18 de cette *Loi* qui prévoit les nominations selon des listes d'admissibilité, de même que de l'application des paragraphes 29(3), 30(1) et (2) et 37(3) et (4) de la même *Loi*, qui prévoient les priorités en matière de congé, de mise en disponibilité et de personnel des ministres.

Décret du Conseil privé nº 1764, en vigueur à compter du 30 mai 1985
Le décret vise à approuver l'exclusion, au cours de la période commençant le 1er juin 1985 et se terminant le 31 mars 1987, de 20 postes des Services correctionnels, sous-groupe des agents pour les unités résidentielles, de l'application des dispositions du paragraphe 12(2) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* interdisant la discrimination fondée sur le sexe.

Décret du Conseil privé nº 1765, en vigueur à compter du 30 mai 1985
Le décret vise à approuver l'exclusion, au cours de la période commençant le 1er juin 1985 et se terminant le 31 mars 1987, de 150 postes des Services correctionnels, sous-groupe des agents de garde, de l'application des dispositions du paragraphe 12(2) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* interdisant la discrimination fondée sur le sexe.

Décret du Conseil privé nº 1998, en vigueur à compter du 20 juin 1985
Le décret approuve l'exclusion de l'application de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, au cours de la période commençant le 1er juillet 1985 et se terminant le 31 décembre 1986, de 43 postes du ministère de la Défense nationale et des personnes employées comme adjoints de recherche à ces postes dans les Collèges militaires du Canada.

Décret du Conseil privé nº 2298, en vigueur à compter du 24 juillet 1985
Le décret facilite la nomination, pour une période indéterminée, de certains employés nommés pour une période déterminée qui travaillent au sein de la Fonction publique depuis au moins cinq ans. À cette fin:

a) on exclut de l'application de l'alinéa 21b) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* toute personne qui aurait normalement un droit d'appel en vertu de cet alinéa;

b) on exclut les postes auxquels ils seront nommés, pour une période indéterminée, de l'application de l'article 18 de cette *Loi* qui prévoit les nominations selon des listes d'admissibilité, de même que de l'application des paragraphes 29(3), 30(1) et (2) et 37(3) et (4) de la même *Loi*, qui prévoient les priorités en matière de congé, de mise en disponibilité et de personnel des ministres.

Décret du Conseil privé nº 3612, en vigueur à compter du 12 décembre 1985
Le décret facilite la nomination, pour une période indéterminée, de certains employés nommés pour une période déterminée qui travaillent pour la Fonction publique depuis au moins cinq ans. À cette fin:

a) on exclut de l'application de l'alinéa 21b) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* toute personne qui aurait normalement un droit d'appel en vertu de cet alinéa:

b) on exclut les postes auxquels ils seront nommés pour une période indéterminée, de l'application de l'article 18 de cette *Loi* qui prévoit les nominations selon des listes d'admissibilité, de même que de l'application des paragraphes 29(3), 30(1) et (2) et 37(3) et (4) de la même Loi, qui prévoient les priorités en matière de congé, de mise en disponsibilité et de personnel des ministres.

Décret du Conseil privé nº 3730, en vigueur à compter du 19 décembre 1985
Le décret approuve l'exclusion de l'application de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* des personnes qui seront employées pour une ou plusieurs périodes déterminées totalisant moins de six mois par période de 12 mois consécutifs au ministère de la Défense nationale au cours de la période commençant le 1er janvier 1986 et se terminant le 31 décembre 1987.

Exclusions particulières

En plus des exclusions générales, la Commission a soustrait 28 personnes aux dispositions de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* afin qu'elles soient nommées à des postes de la Fonction publique pour une durée limitée, telle qu'indiquée au décret d'exclusion pertinent. Un décret d'exclusion est abrogé automatiquement à la suite de la nomination de l'intéressé à un autre poste, qu'il relève ou non de la *Loi*.

Numéro du décret du Conseil privé	Durée du décret	Nom	Titre
8	1985-01-08/ 1985-03-31	John Mackay	Conseiller spécial auprès du ministre des Travaux publics
12	1985-01-08/ 1986-01-08	Huguette Labelle	Secrétaire associée du Cabinet et sous-greffière du Conseil privé
17	1985-01-08/ 1986-01-08	Jaffray Wilkins	Coordonnateur fédéral du développement économique (Nouvelle-Écosse)
24	1985-01-08/ 1986-01-08	William Bruce Brittain	Directeur exécutif, Appels et enquêtes, Commission de la Fonction publique
26	1985-04-01/ 1985-06-30	Jean Edmonds	Conseillère spéciale auprès du ministre de l'Expansion industrielle régionale
28	1985-01-08/ 1985-03-31	Louis Berlinguet	Conseiller spécial auprès du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie
31	1985-01-08/ 1986-01-08	Janet Smith	Sous-ministre associée des Transports
33	1985-04-01/ 1986-04-01	Georgina Wyman	Sous-ministre associée, Expansion industrielle régionale

Numéro du décret du Conseil privé	Durée du décret	Nom	Titre
35	1985-02-18/ 1989-02-18	Pierre O. Perron	Sous-ministre associé, Énergie, Mines et Ressources
37	1985-04-01/ 1986-04-01	Pierre Gravelle	Secrétaire associé du Conseil du Trésor
39	1985-03-04/ 1989-03-04	Jean-Claude Mercier	Sous-ministre associé aux Forêts, Agriculture
438	1985-02-07/ 1986-02-07	Norman Moyer	Directeur exécutif de l'Office canadien pour un renouveau industriel
446	1985-02-20/ 1986-02-20	Frederic R. Drummie	Sous-ministre associé des Affaires indiennes et du Nord canadien
1605	1985-04-21/ 1986-04-21	Bernard Drabble	Sous-ministre associé des Finances
1607	1985-05-02/ 1986-05-02	Patrick Reid	Commissaire général d'Expo '86
1609	1985-07-01/ 1985-07-12	Jean Edmonds	Conseillère spéciale auprès du ministre de l'Expansion industrielle régionale
1678	1985-05-16/ 1986-05-16	Jean Sutherland Boggs C.R.	Conseillère spéciale auprès du ministre des Communications
2175	1985-07-03/ 1986-07-03	Arthur Kroeger	Conseiller spécial auprès du secrétaire du Cabinet
2177	1985-08-01/ 1986-08-01	Maureen Law	Sous-ministre associée, Santé nationale et Bien-être social
2583	1985-09-16/ 1986-09-16	George Post	Secrétaire associé du Cabinet et sous-greffier du Conseil privé

Numéro du décret du Conseil privé	Durée du décret	Nom	Titre
2592	1985-08-15/ 1986-08-15	Gordon Ritchie	Coordonnateur fédéral du développement économique (Ontario)
2599	1985-08-15/ 1986-08-15	Jacques Gérin	Sous-ministre associé (Nord Canadien) du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
2821[a]	1985-09-03	Paul Bonavia	Agent de la correspondance et de projets à la Direction générale des programmes des services sociaux, Santé nationale et Bien-être social
2821[a]	1985-09-03	Gilles Marchand	Spécialiste adjoint des tests à la Direction générale des programmes de la sécurité du revenu, Santé nationale et Bien-être social
3288	1985-11-04/ 1986-11-03	Esmond U. Butler	Conseiller spécial auprès du Gouverneur général
3291	1985-10-28/ 1986-05-30	Georges Tsaï	Directeur exécutif de l'Office canadien pour un renouveau industriel
3411[a]	1985-11-21	Beverly Davis	Superviseur des installations au Ministère du Revenu (Douanes et Accise)
3462	1985-09-30/ 1986-09-29	Frederick Gorbet	Sous-ministre associé des Finances

[a] Décret pris à titre de mesure corrective à la suite d'une erreur administrative et permettant à la Commission de la Fonction publique de nommer l'employé sans concours et sans droit d'appel.

Délégation des pouvoirs de dotation

Ministère	Nouvelle structure de délégation	Délégation de pouvoirs supplémentaires	Délégation initiale de pouvoirs de dotation
Cabinet du gouverneur général	1985-03-04		
Revenu national (Douanes et Accise)	1985-05-03		
Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie	1985-06-25		
Santé nationale et Bien-être social	• Recruter des infirmiers et des infirmières des soins hospitaliers et communautaires et des techniciens dentaires au Canada, 1985-07-01 • Recruter des médecins (généralistes et spécialistes), des techniciens d'hôpitaux et des rayons-X des Territoires du Nord-Ouest pour des nominations dans cette région, 1985-10-18		
Affaires des anciens combattants		• Recruter des physiothérapeutes et des garçons et filles de salles d'hôpital à l'Hôpital Ste-Anne de Bellevue (Québec), 1985-07-01	
Défense nationale		• Faire des nominations de la Fonction publique à des postes de chercheurs scientifiques en recherche scientifique de la défense aux deux niveaux les plus élevés, 1985-09-16	
Commission nationale des libérations conditionnelles		• Dégagement de l'obligation d'obtenir l'approbation de la Commission avant d'autoriser certaines nominations sans concours suite à une reclassification, 1985-09-23	
Investissement Canada			1985-06-30
Commission d'appel de l'immigration			1985-07-08
Administrateur de l'Office du transport du grain			1985-09-25
Office de stabilisation des prix agricoles			1985-10-03

La vérification de la dotation en personnel

La Commission vérifie les opérations de dotation des ministères et des organismes auxquels elle a délégué des pouvoirs de nomination. Au cours de 1985, elle a effectué des vérifications de la dotation en personnel dans douze ministères et une postvérification ministérielle.

Les vérifications

Les principales observations des rapports des vérifications effectuées en 1985 signalent le besoin d'améliorer les méthodes de vérification interne dans le domaine de la dotation. Une meilleure vérification interne des fonctions de dotation en personnel dans les ministères permettrait de réduire les erreurs administratives ou les écarts mineurs signalés relativement à l'application des politiques des organismes centraux.

À la suite d'une vérification, les ministères doivent présenter un plan de mesures de redressement. Les recommandations importantes relatives au système de dotation doivent se retrouver sous forme d'objectifs ministériels dans un instrument de délégation révisé. Un instrument de délégation est ce document par lequel la Commission accorde à un ministère le pouvoir de faire des nominations.

Changements apportés à la vérification de la dotation

La Commission a prévu d'entreprendre un examen approfondi de ses pratiques en matière de vérification dans le cadre de la réforme administrative du système de dotation. La Commission est en effet convaincue qu'elle peut réduire ses activités de vérification dans les ministères grâce à une vérification et à une surveillance internes plus efficaces des activités de dotation dans les ministères mêmes. Elle pourrait ainsi orienter certaines de ses activités vers des questions ou des thèmes plus précis qui touchent à l'amélioration de la qualité de la documentation et des pratiques de dotation. À l'avenir, les recommandations porteront davantage sur des changements à apporter à certaines pratiques actuelles de dotation qui ne sont ni essentielles au respect du principe du mérite ni efficaces. Les pratiques de vérification seront modifiées de façon à refléter cette nouvelle orientation.

Les appels et les enquêtes

Deux moyens de recours sont prévus par l'intermédiaire de la Commission de la Fonction publique: l'appel contre une nomination au sein de la Fonction publique, une rétrogradation ou un renvoi, et l'enquête dans les cas de plainte au sujet de certaines nominations à la Fonction publique, ou dans les situations de harcèlement ou d'injustice en milieu de travail. L'appel est prévu par la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* alors que l'enquête relève plutôt des fonctions d'ombudsman qui sont dévolues à la Commission.

Le processus d'appel permet aux employés qui estiment qu'une nomination, une rétrogradation ou un renvoi n'est pas conforme à la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* d'interjeter appel auprès de la Commission qui a le pouvoir de constituer des comités indépendants afin d'entendre ces appels. Dans le cas des enquêtes, la Commission les autorise à régler les plaintes par la médiation et la conciliation.

Appels

Avant qu'un comité d'appel ne tienne une audience officielle, la Commission encourage les parties concernées à communiquer les renseignements pertinents, pour donner à l'appelant et à l'agent négociateur toute l'information pertinente sur la nomination qui fait l'objet de l'appel. Il est arrivé souvent que la divulgation de renseignements rende inutile une audience officielle. Dans les autres cas, lorsque les deux parties se sont bien préparées, le comité a pu entendre et disposer de l'appel plus rapidement que si les renseignements n'avaient pas été divulgués.

Devant le nombre sans cesse croissant de demandes d'auditions dans les deux langues officielles, la Commission a prévu des services d'interprétation simultanée dans les bureaux d'Ottawa et de Montréal.

Le nombre d'appels est passé de 2 463 en 1984 à 2 764 en 1985 et celui des méthodes de sélection ouvrant droit à un appel a chuté de 15 012 en 1984 à 13 100 en 1985. Le nombre de méthodes de sélection ouvrant droit à un appel qui ont effectivement fait l'objet d'un appel en 1985 était de 1 488, soit 11,4 %. Le nombre de méthodes de sélection ouvrant droit à un appel a diminué de 12,7 %; par contre, le nombre des appels a augmenté de 12,2 %. La différence entre le nombre d'appels (2 764) et le nombre de méthodes de sélection qui ont fait l'objet d'un appel (1 488) vient du fait que plusieurs personnes peuvent en appeler d'une même méthode de sélection.

Cette tendance indique qu'en raison de la baisse du nombre de possibilités de promotions, les employés sont plus que jamais prêts à contester les sélections faites ou proposées. Les allégations les plus courantes portent sur les épreuves de sélection, les entrevues, le favoritisme des jurys de sélection et les exigences fondamentales d'un poste.

Des 2 764 appels interjetés en 1985, 2 676 touchaient le processus de sélection visé à l'article 21 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, et 88, des recommandations de rétrogradation ou de renvoi visées à l'article 31 de la *Loi*.

Le nombre de décisions rendues cette année par des comités d'appel est passé de 1 154 en 1984 à 1 160 en 1985, soit une augmentation de 0,5 %. Des 1 160 décisions, 921 ou 79,3 % ont été rendues dans les 10 jours ouvrables suivant l'audition de l'appel. Notons que les décisions des comités d'appel peuvent s'appliquer à plus d'un appel ou à plus d'une nomination.

Les données détaillées sur les méthodes de sélection ayant fait l'objet d'appels se trouvent dans les relevés 45 à 47 de la partie des *statistiques*.

Voici des exemples de décisions rendues par des comités ou des tribunaux d'appel en 1985:

Hachey (84-21-DVA-13) — Pouvoirs d'un comité d'appel

Question 1: Un candidat dont la demande d'inscription à un concours a été déposée passé le délai pour des raisons indépendantes de sa volonté et qui a de ce fait été exclu, conserve-t-il son droit d'appel?

Question 2: La Commission peut-elle fixer une période limite pour la réception des demandes d'inscription et ce genre de règlement peut-il être contesté parce que jugé excessif?

Décision 1: Oui. Le candidat exclu d'un concours pour cette raison conserve dans ce cas son droit d'appel.

Décision 2: Oui. La Commission a le pouvoir de fixer une période limite pour la réception des demandes d'inscription. Ce genre de règlement ne peut pas être contesté sous prétexte qu'il est excessif.

Cole (85-21-EXT-1J) — **Pouvoirs d'un comité d'appel**

Question: En vertu de la *Charte Canadienne des droits et libertés*, de la *Loi Canadienne sur les droits de la personne* et de la jurisprudence, l'article 21 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* permet-il à un comité d'appel constitué conformément à cet article d'annuler un décret d'exclusion émis en vertu de ladite *Loi* refusant à des fonctionnaires le droit d'en appeler de certaines nominations?

Décision: Non. Le comité d'appel ne jouit pas de tels pouvoirs. (Une demande de révision de cette décision a été déposée devant la Cour d'appel fédérale mais a été retirée par la suite.)

Quan (85-31-EIC-1D(i)) — **Rétrogradation**

Question: Une fois nommé à un poste, un employé peut-il être rétrogradé pour incompétence lorsqu'il exécute des fonctions qui ne sont pas exigées pour le poste en question?

Décision: Non. Un ministère ne peut pas rétrograder un employé parce qu'il estime que ce dernier est incapable de remplir des fonctions qui ne sont pas exigées pour le poste en question.

Lemieux (n° du greffe de la Cour fédérale: A-481-84) — **Renvoi pour incompétence**

Question 1: La recommandation d'un sous-chef à propos du renvoi d'un employé pour incompétence est-elle correcte au moment où elle est faite ou bien lorsque l'employé en est avisé?

Question 2: La recommandation d'un sous-chef est-elle correcte si elle n'envisage pas que l'employé en question peut devenir compétent?

Décision 1: La recommandation doit être correcte au moment où elle est faite.

Décision 2: Oui. Un comité d'appel qui décide si la recommandation d'un sous-chef est correcte doit prendre en considération la compétence de l'employé en question à l'époque où la recommandation est faite, et non pas tenir compte de l'éventuelle compétence future de l'employé.

La Cour suprême de Canada a rejeté une requête de permission d'en appeler du jugement de la Cour d'appel fédérale.

Stout (numéro du greffe de la Cour fédérale A-924-84) — **Conséquences de l'accueil d'un appel**

Question: Si un comité d'appel autorise un appel, cette décision annule-t-elle entièrement le concours en question, et un nouveau concours doit-il être organisé?

Décision: Non. D'après la Cour d'appel fédérale, une décision accueillant un appel oblige la Commission à révoquer tout d'abord la nomination ou à ne pas en faire, puis à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'irrégularité.

La Cour Suprême du Canada a rejeté une requête de permission d'en appeler du jugement de la Cour d'appel fédérale.

Enquêtes

En vertu d'un accord en vigueur depuis le 4 avril 1985, la responsabilité qui incombait jusqu'à cette date à la Commission de la Fonction publique d'instruire les plaintes d'employés pour des actes discriminatoires prévus dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, revient dorénavant à la Commission canadienne des droits de la personne.

Cet accord a permis de mieux comprendre les rôles et les responsabilités de chacune des commissions en matière de gestion des plaintes liées à l'emploi dans la Fonction publique et d'éviter ainsi un gaspillage de ressources.

En 1985, la Commission a continué de favoriser le règlement informel des cas et a encouragé les employés à discuter de leurs plaintes avec les représentants de leur syndicat et de leur ministère, si possible, avant de déposer une plainte.

Cette année, la Commission a reçu 1 486 plaintes, soit 344 de plus qu'en 1984. De celles-ci, 1 069 ont été réglées sans enquête et 427 ont abouti à l'ouverture d'une enquête officielle. Si l'on ajoute à ces dernières les 440 cas reportés de l'année 1984, on a un total de 867 cas traités en 1985. De ce nombre, 530 ont été classés en 1985 et 337 reportés à 1986.

Les résumés de cas suivants illustrent des types de plaintes déposées et la façon dont elles ont été réglées:

Harcèlement au travail: Une enquête a confirmé les allégations selon lesquelles un gestionnaire sapait l'autorité de la plaignante en révoquant ses directives et en laissant savoir aux autres employés ce qu'il pensait du rendement au travail et de la vie sociale de la plaignante. Celle-ci a décidé d'accepter une offre de réaffectation pour un an dans un service où elle pourra recevoir une formation sur place en surveillance et où ses capacités à cet égard seront évaluées. Le gestionnaire en question a modifié son attitude de façon à garantir un milieu de travail productif aux employés.

Renvoi en cours de stage: Une enquête a révélé qu'un ministère n'a pu prouver que la décision de renvoyer une plaignante à la fin d'un stage d'un an reposait sur des motifs raisonnables et avait été prise en toute impartialité et en toute équité. Par conséquent, tous les documents relatifs à cette affaire ont été retirés du dossier personnel de la plaignante. Cette dernière a touché une somme qui équivaut à la rémunération qu'elle aurait touchée pour la période allant de la date de son renvoi jusqu'à celle à laquelle sa nomination pour une période déterminée devait prendre fin.

Administration des priorités: Une enquête a révélé qu'un ministère avait mal agi en nommant des personnes qui bénéficiaient d'une priorité administrative (par opposition à une priorité légale) plutôt que des candidats dont les noms figuraient sur une liste d'admissibilité. Le ministère a trouvé des postes équivalents à ceux auxquels les plaignants pouvaient être nommés, ce qui lui a évité de révoquer les nominations déjà faites.

Administration des listes d'admissibilité: Une enquête a confirmé l'allégation selon laquelle il y a eu infraction à la *Loi* en ce qu'elle traite de l'administration des listes d'admissibilité. Le plaignant, dont le nom figurait sur la liste d'admissibilité d'un premier concours, a été à tort éliminé à la présélection d'un deuxième concours pour lequel la première liste établie était valide. Le ministère a réglé le cas en offrant notamment une nomination à cet employé de même qu'à tous les autres candidats dont les noms étaient restés sur la première liste d'admissibilité.

Concours ouvert: Le plaignant estimait qu'il aurait dû obtenir plus de points pour ses réponses aux questions du concours et que les candidats qui avaient réussi étaient moins compétents que lui. Après avoir revu les réponses du plaignant et celles des quatre candidats reçus, les enquêteurs ont fait savoir au plaignant que sa plainte n'était pas fondée, la méthode de correction ayant été jugée équitable.

H Règlement des enquêtes

Cas	N.
Reports de 1984	440
Cas ouverts	427
Cas classés	
• Allégations fondées	81
• Allégations non fondées telles qu'énoncées mais nécessitant des mesures rectificatives	57
• Allégations non fondées	253
• Plaintes retirées	98
• Cas réglés durant l'enquête	41
Total — cas classés en 1985	**530**
Reports à 1986	337

I Enquêtes officielles selon le genre de plainte

	Enquêtes officielles	
Genre de plainte	N.	%
Harcèlement et injustice	124	29
Sélection (sans appel)	132	31
Renvoi en cours de stage	29	7
Liste d'admissibilité	25	6
Fin de la période d'emploi déterminée	13	3
Mise en disponibilité	15	3
Mutation	13	3
Evaluation	13	3
Divers[a]	63	15
Total	**427**	**100**

[a] Comprend: statut de bénéficiaire de priorité, employé déclaré excédentaire, démission, partialité politique, etc.

La formation linguistique

Deux grands facteurs ont influé sur les services de formation linguistique de la Commission en 1985. D'une part, la demande de cours intensifs et continus a baissé tandis qu'augmentait, de façon parfois spectaculaire, celle des autres cours, en particulier ceux pris en dehors des heures normales de travail. D'autre part, la Commission a dû adapter les programmes de ses cours pour répondre aux besoins changeants de ses clients, voire modifier les lieux où de tels services sont offerts. En outre, la Commission a collaboré en 1985 à la révision par le Secrétariat du Conseil du Trésor des politiques gouvernementales en matière de formation linguistique.

L'évolution de la demande de cours de langues n'est pas un phénomène nouveau. En effet, la demande de cours continus est en baisse depuis 1983, et cette situation est due à la baisse de la dotation non impérative et au fait que de plus en plus de candidats reçus possèdent déjà le niveau de bilinguisme requis par leurs postes. Vous trouverez plus de détails à ce sujet au chapitre La dotation en personnel — Dotation des postes bilingues.

La Commission se fait fort d'expliquer ce rehaussement des connaissances linguistiques chez les candidats par les efforts qu'elle consacre depuis vingt ans à la formation linguistique des fonctionnaires. Par ailleurs, à cause des restrictions budgétaires, plusieurs ministères et organismes ne disposent pas des ressources nécessaires pour autoriser leurs employés à être étudiants à temps plein pendant plusieurs mois.

En 1985, les inscriptions[1] étaient au nombre de 2 208 aux cours continus, en baisse de 17,9 % par rapport à 1984, et de 14 846 aux autres cours, en hausse de 48,8 % sur l'année précédente. Le Programme supérieur de formation linguistique, qui allie l'apprentissage sous la direction d'un tuteur et les affectations de travail dans un milieu où est principalement utilisée la langue cible, a accueilli 67 étudiants, comparativement à 42 en 1984. Au total, la clientèle de 1985 était constituée de 17 054 étudiants (tous les cours), alors que la Commission avait donné une formation linguistique à une clientèle de 12 667 étudiants l'année précédente.

La Commission a dû faire preuve de souplesse pour que ses services de formation linguistique soient plus adaptés aux besoins des clients. C'est ainsi que son calendrier de cours comportait de nouvelles modalités, soit les cours cycliques, les cours de fins de semaine, les cours du soir accélérés. Par ailleurs, certains programmes spéciaux ont été offerts, tels le programme destiné à la catégorie de la gestion, le programme d'auto-apprentissage et le programme de téléformation (travail individuel combiné avec diverses formes d'encadrement). Afin de tenir compte des nouveaux besoins, la Commission a apporté des améliorations aux contenus des cours de langues; elle a préparé notamment une version comprimée de la première partie du programme de français — qui se donne maintenant en 32 leçons plutôt qu'en 45 — et mis en oeuvre un nouveau programme d'anglais pour tous les étudiants.

Afin de faciliter l'accès à la formation linguistique, le nombre de lieux où elle a été donnée a augmenté en 1985. Des cours de langue ont en effet été organisés en 1985 dans plus de 70 villes. Signalons que la Commission s'est donné deux nouvelles régions administratives, celles d'Edmonton et de Vancouver, villes desservies auparavant depuis Winnipeg.

La Commission a un rôle prépondérant à jouer dans l'entreprise fédérale du bilinguisme: elle est en effet très bien placée pour aider les ministères et les étudiants à préciser leurs besoins et pour apporter des réponses mieux adaptées à ces besoins. La force de la Commission dans le domaine de la formation linguistique n'est plus à démontrer; elle sera d'autant plus grande si se maintient la souplesse dont la formation a fait preuve en 1985.

Activités régionales

La baisse de la demande de cours de langues continus est perçue également dans les régions. L'intérêt manifesté par les ministères et organismes pour des modalités de cours plus souples que les cours continus a été très marqué dans les régions hors de la région de la Capitale nationale. Ainsi, dans la seule région du Pacifique (qui regroupe tout de même une quinzaine de villes), les inscriptions aux cours du soir ont plus que doublé par rapport à 1984 (530 étudiants au 31 décembre 1985).

Cet engouement pour des modalités de cours de langues qui perturbent moins le travail des fonctionnaires s'explique en partie par le fait que les bassins de personnel dans les régions sont moins importants que ceux de la région de la Capitale nationale.

[1] Les chiffres relatifs à la clientèle étudiante ayant bénéficié de formation linguistique représentent, en 1985 comme par le passé, non des individus différents mais le nombre d'inscriptions aux divers cours de langues. Ainsi, une même personne ayant suivi, par exemple, deux cours différents pendant l'année compte pour deux inscriptions dans les données de ce rapport.

La Commission de la Fonction publique collabore avec les ministères à la formation et au perfectionnement dont les employés ont besoin pour que leur rendement soit plus efficient et efficace.

Comme le prévoient son mandat légal et les responsabilités que lui a déléguées le Conseil du Trésor, la Commission a cette année élaboré et donné des cours et des programmes de formation, a recherché, en collaboration avec les ministères, des méthodes et des techniques de formation et a coordonné la formation et les services d'information connexes dans toute la Fonction publique.

Cours et services

Au total, 13 988 fonctionnaires (7 656 hommes et 6 322 femmes) ont suivi 742 cours cette année. La Commission a offert des cours de perfectionnement individuel ainsi que des cours de formation, notamment dans les domaines suivants: compétence en gestion, informatique, personnel, finances et gestion du matériel. Le relevé J présente une ventilation par sujet du nombre de cours donnés. (Les relevés 48 à 50 de la partie des statistiques donnent plus de détails à cet égard.) D'autres cours de formation on été offerts pour appuyer des programmes spéciaux comme celui de l'action positive. La Commission est seule habilitée à donner les cours offerts dans le cadre du Programme d'orientation en gestion aux membres de la catégorie de la gestion et aux fonctionnaires de niveau équivalent. En outre, la Commission et certains ministères offrent des cours aux superviseurs et aux gestionnaires intermédiaires. En 1985, elle a donné 67 cours d'orientation en gestion à 1 370 fonctionnaires (967 hommes et 403 femmes). La ventilation suivante indique le nombre de participants aux cours d'orientation en gestion de la Commission:

- superviseurs, 289
- gestionnaires intermédiaires, 455
- gestionnaires supérieurs, 366
- cadres de direction (sous le niveau de sous-ministre adjoint), 224
- cadres de direction (du niveau de sous-ministre adjoint), 36.

Par ailleurs, la Commission a fourni 1 368 jours de service de consultation en formation aux ministères clients; c'est ainsi que 88 cours, auxquels ont assistés 1 637 employés, ont été adaptés aux besoins précis de ces ministères.

Tous les cours de la Commission sont offerts dans les deux langues officielles dans les principaux centres, partout où, au Canada, la demande le justifie. Toutefois, le Programme d'orientation en gestion n'est donné qu'à Gatineau (Québec).

Évaluation du Programme d'orientation en gestion

Le Programme d'orientation en gestion (POG) comporte trois cours destinés respectivement aux sous-ministres adjoints, aux cadres de direction et aux cadres de gestion. Cette année, à la demande du Conseil de la formation du personnel, le Secrétariat du Conseil du Trésor a examiné pratiquement tous les aspects de ces trois cours, y compris la politique générale, l'administration, le contenu des cours, les méthodes employées et les résultats obtenus.

L'évaluation du programme repose sur de nombreuses heures d'observation en classe des cours de formation donnés au Centre de perfectionnement des cadres à Gatineau (Québec), sur des entrevues réalisées dans le cadre d'un sondage auprès de 1 000 participants au programme et de leurs supérieurs, de même que sur des rapports portant sur des programmes semblables au Canada et à l'étranger.

Les conclusions confirment que «le POG, tel qu'il fonctionne actuellement, est un programme efficace, c'est-à-dire qu'il a un effet positif sur le style de gestion des participants et qu'il permet d'améliorer les opérations des ministères, comme le prévoit son but».

J Cours offerts aux fonctionnaires

Domaine de cours	1984			1985		
	Cours		Participants	Cours		Participants
	N.	%		N.	%	
Orientation en gestion[a]	58	8,5	1 292	67	9,0	1 370
Théorie et pratiques de gestion	150	22,1	2 647	184	24,8	3 132
Informatique	124	18,2	2 494	133	17,9	2 481
Gestion des finances	107	15,7	2 195	103	13,9	2 100
Gestion du matériel	24	3,5	462	22	3,0	454
Séminaires	46	6,8	975	56	7,5	1 503
Gestion du personnel	133	19,6	2 159	133	17,9	2 111
Approche systémique en formation	9	1,3	103	8	1,1	116
Perfectionnement individuel	27	4,0	503	33	4,4	665
Vérification	2	0,3	21	3	0,4	56
Total	**680**	**100,0**	**12 851**	**742**	**100,0**	**13 988**

[a] Comprend les cours de gestion offerts dans le cadre du programme Cours et affectations de perfectionnement.

L'étude a formulé des recommandations visant à «rendre simplement plus efficace un programme déjà de très grande qualité». La Commission a répondu à ces recommandations en réduisant la durée du Programme d'orientation en gestion pour les cadres de gestion de quatre à trois semaines et en modifiant les frais de cours en conséquence. En outre, la Commission a confirmé l'application de l'approche systémique en formation (ASF), une méthode qui permet d'agencer les activités de recherche, d'élaboration, d'exécution, d'évaluation et de prise de décisions aux fins de la formation en gestion et d'analyser les professions afin de rattacher directement aux objectifs de la formation les exigences relatives au rendement au travail.

Cours et séminaires spécialisés

- La Commission a répondu aux besoins particuliers exprimés par les gestionnaires et organisé à leur intention des séances d'information en temps opportun sur des sujets comme les conflits d'intérêts, le réaménagement et la réduction des effectifs, le leadership et le changement. Ces cours spécialisés risquent fort d'être de nouveau recherchés l'an prochain.
- La Commission offre une vaste gamme de cours en bureautique et en informatique pour faire face à l'évolution des besoins dans ces domaines. C'est ainsi que cette année des cours destinés au personnel de soutien travaillant dans le domaine de la bureautique et du traitement de texte, ont été ajoutés au programme de formation de la Commission.
- Une analyse des professions rattachées au traitement électronique des données a été effectuée en 1985. Aussi, une analyse des tâches effectuées par le groupe de la gestion financière (FI) en est déjà à un stade avancé. Les résultats obtenus à la suite d'une étude détaillée des fonctions remplies par certaines personnes dans des postes particuliers détermineront les éléments à inclure dans les programmes de formation liée à l'emploi que donne la Commission.

Financement

Le programme de formation de la Commission fonctionne selon un système de recouvrement total des frais. Encore cette année, pour l'exercice 1984-1985, il y a eu un excédent (1 362 611 $).

La gestion des ressources internes

La restriction des dépenses constitue l'une des priorités de la Commission de la Fonction publique dans le domaine de la gestion interne. À cet égard, le système de gestion intégrée qu'utilise la Commission cadre avec ses objectifs.

Comme par le passé, la Commission a su gérer en 1985 ses ressources avec la plus grande efficacité possible et maintenir ses années-personnes et ses dépenses au-dessous des niveaux autorisés.

Ressources

Le budget de la Commission pour l'exercice 1985-1986 s'établit à 125,3 millions de dollars pour 2 676 années-personnes (y compris les 259 années-personnes et 9,9 millions de dollars consacrés à l'action positive et au Programme des carrières du Grand-Nord). La Commission ne prévoit dépenser au cours de cette période que 121 millions de dollars, soit une économie de 4,3 millions ou 3,4 %.

Les pouvoirs exclusifs que confère la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* à la Commission pour appliquer le principe du mérite dans toutes les activités de dotation de la Fonction publique nécessitent 51,7 millions de dollars ou 41 % du budget total autorisé pour 1985-1986. Les autres dépenses se rapportent à des fonctions ou activités confiées à la Commission par le gouverneur en conseil ou le Conseil du Trésor et à l'exécution de programmes établis par l'employeur dans des domaines où l'employeur et la Commission ont tous deux des responsabilités. Les prévisions concernant les responsabilités confiées à la Commission (y compris les fonds alloués à la formation professionnelle et à la formation en gestion) s'élèvent à 68,2 millions de dollars, soit 55 % du total pour 1985-1986. Celles qui concernent les responsabilités où la Commission et le Conseil ont tous deux des responsabilités, se chiffrent à 5 millions de dollars, soit 4 %.

Le niveau autorisé en dollars courants est passé de 94,3 millions de dollars en 1981-1982 à 125,3 millions de dollars en 1985-1986, ce qui représente une augmentation de 31 millions de dollars, soit 32,9 %. Toutefois, si les dépenses courantes étaient exprimées en dollars constants de 1981, ce chiffre serait ramené à 81,2 millions de dollars, ce qui se traduirait pour cette période par une diminution de 13,1 millions de dollars, soit 13,9 % (le calcul des facteurs de déflation se fait à partir de données publiées par Statistique Canada). Les relevés K et L offrent une comparaison entre les niveaux autorisés et l'utilisation réelle des ressources et des dépenses depuis 1981-1982.

Méthodes de gestion

Au cours de l'année, la Commission a renforcé ses méthodes de gestion interne et, pour ce faire, elle a continué d'appliquer le système de gestion intégré qui influe sur la bonne marche du Système de gestion des secteurs de dépenses et du Programme de perfectionnement des pratiques et contrôles de gestion.

Le Bureau du Contrôleur général a loué la Commission pour les travaux qu'elle a terminés ainsi que pour les systèmes de gestion mis en place grâce au Plan d'action du perfectionnement des pratiques et contrôles de gestion. Ainsi, la planification et le contrôle de toutes les directions sont effectués dans le cadre du plan opérationnel approuvé. Par ailleurs, les plans relatifs aux langues officielles, aux ressources humaines, à la formation et aux communications ont été intégrés au système de gestion ministérielle permanent.

Changements organisationnels

La Direction de la revue, une nouvelle direction, a été créée pour conseiller la présidente et les commissaires sur la gestion et l'efficacité des programmes et politiques. Ce nouveau service permettra d'améliorer la gestion et d'évaluer l'impact des programmes de la

Commission. Un plan a été mis au point pour garantir une revue des programmes et politiques de la Commission au moins tous les cinq ans; ses résultats donneront à la Commission la possibilité de modifier les programmes ou politiques inefficaces, voire de les abandonner.

Par ailleurs, dans la poursuite de ses efforts depuis 1984 pour une meilleure coordination des opérations régionales et de la prestation d'un service de qualité supérieure, la Commission a modifié la structure de son organisation régionale et a nommé des directeurs régionaux de la Commission de la Fonction publique. Ces personnes règlent les questions générales qui nécessitent une réponse officielle de la Commission et prennent des mesures à l'égard de tout sujet qui peut mettre en cause la réputation de la Commission. Enfin, elles s'assurent que tous les problèmes et difficultés signalés par un client sont bien transmis à la direction générale concernée.

K Années-personnes

Années-personnes de la Commission de la Fonction publique selon l'exercice et les crédits, 1981 à 1986.

Exercice	Crédits	Fonds renouvelable	Total	Total des crédits utilisés	Écart	
					N.	%
1981-1982	2 303	267	2 570	2 437	**133**	**5,2**
1982-1983	2 371	213	2 584	2 525	**59**	**2,3**
1983-1984	2 402	205	2 607	2 497	**110**	**4,2**
1984-1985	2 453	200	2 653	2 531	**122**	**4,6**
1985-1986	2 476	200	2 676	2 624	**52**	**1,9**

L Dépenses

Montant dépensé par la Commission de la Fonction publique selon l'exercice et les crédits, 1981 à 1986.

Exercice	Crédits ('000)	Utilisation ('000)	Excédent	
			('000)	%
1981-1982	94 263 $	91 970 $	**2 293 $**	**2,4**
1982-1983	106 665	102 177	**4 488**	**4,2**
1983-1984	115 282	107 264	**8 018**	**7,0**
1984-1985	119 768	113 920	**5 848**	**4,9**
1985-1986	125 304	121 025	**4 279**	**3,4**

Affectation des années-personnes et des fonds

Affectation des années-personnes et des fonds de la Commission de la Fonction publique par grand secteur d'activité, 1985-1986

2 676 années-personnes	Secteur d'activité		138 968 000 $
813	Langues officielles	40 347 000	
944	Dotation	47 307 000	
51	Vérification	2 552 000	
98	Appels et enquêtes	4 606 000	
570	Administration	27 607 000	
200	Formation professionnelle et formation en gestion	16 549 000	

Nota: Les fonds de 16 549 000 $ alloués à la formation professionnelle et à la formation en gestion comprennent un subside de 2 885 000 $ et un montant de 13 664 000 $ provenant du fonds renouvelable.

Provenance des années-personnes et des fonds, 1985-1986

2 676 années-personnes	Provenance		138 968 000 $
2 476	Secrétariat d'État: Crédit 35	113 158 000	
	Statutaire: contribution aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 146 000	
200	Fonds renouvelable	13 664 000	

Nota: Le montant global alloué au Secrétariat d'État en vertu du crédit 35 inclut un subside au fonds renouvelable de 2 885 000 $ et une affectation spéciale de 67 000 $ consentie par le Conseil du Trésor au titre du programme Emploi d'été des étudiants et placement des jeunes.

Années-personnes et fonds reliés aux langues officielles

Affectation des années-personnes et des fonds de la Commission de la Fonction publique reliés aux langues officielles, 1985-1986

813 années-personnes			40 347 000 $
748	Formation linguistique	37 337 000	
65	Programme des langues officielles — tests et normes	3 010 000	

Nature des renseignements

La présente partie du rapport annuel contient des statistiques détaillées sur les fonctionnaires fédéraux régis par la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*. Ces statistiques portent sur l'effectif, les nominations, les cessations d'emploi, les appels et la formation linguistique et professionnelle. Les données sont réparties selon la modalité d'emploi, le lieu de travail, le ministère, la catégorie et le groupe professionnels, les exigences linguistiques des postes, l'âge, le sexe, et le groupe linguistique.

Univers de la Commission de la Fonction publique

Diverses lois fédérales et les règlements qui en découlent délimitent différents ensembles d'employés de l'Administration fédérale. La *Loi sur les langues officielles*, la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et les autres lois sur les pensions, la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*, la *Loi sur l'administration financière* et la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* définissent des effectifs ou univers d'employés qui, bien que différents, se chevauchent.

L'univers de la Commission, soit l'effectif régi par la dernière de ces lois, est désigné dans le présent rapport par l'expression Fonction publique (avec la majuscule) pour le distinguer d'autres effectifs de la fonction publique (avec la minuscule) ou de l'Administration fédérale. L'effectif dont il est question dans le présent rapport est conforme aux dispositions du volume 1, chapitre 16 du *Manuel de gestion du personnel* du Conseil du Trésor.

Au sens où elle est entendue ici, la Fonction publique exclut les employés suivants:

- employés nommés en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* pour une période déterminée de moins de six mois;
- personnes nommées par le gouverneur en conseil, comme les sous-chefs;
- personnel des ministres;
- membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces armées canadiennes;
- employés des sociétés d'État, tels Air Canada et la Société canadienne des Postes, et de certains organismes fédéraux, comme le Conseil national de recherches du Canada.

Elle comprend toutefois le personnel civil du ministère de la Défense nationale et les employés de la Fonction publique qui travaillent pour la Gendarmerie royale du Canada.

Les différences entre les effectifs sur lesquels Statistique Canada, le Conseil du Trésor et la Commission publient des rapports, sont présentées au relevé 1. De plus, il convient de signaler que certaines différences entre les données respectives de ces organismes peuvent être attribuables au fait que les données n'ont pas été recueillies au même moment, n'ont pas été extraites à partir des mêmes systèmes de données ou que la population visée n'était pas la même. Par exemple, les données de la Commission — contrairement à celles du Conseil du Trésor et de Statistique Canada — tiennent compte, pour la catégorie de la gestion, des employés en congé sans traitement. Il faut donc faire preuve de prudence lorsque l'on établit des comparaisons entre les statistiques du présent rapport et celles qui proviennent d'autres sources.

Effectif et années-personnes

Dans le rapport de la Commission, les données sur l'effectif de la Fonction publique font état du nombre d'employés en fin d'année. Ces données ne correspondent pas au nombre d'années-personnes dont le Conseil du Trésor fait état dans le *Budget des dépenses*. En effet, une année-personne désigne une personne employée pour la durée d'une année complète ou l'équivalent (par exemple, deux personnes pendant six mois). Les années-personnes représentent les ressources humaines allouées aux ministères chaque année. Quant aux données publiées par la Commission, elles indiquent le nombre d'employés de la Fonction publique à une date précise, soit la dernière journée de l'année civile en question.

Fluctuations de l'effectif

L'effectif régi par la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* fluctue d'année en année, en fonction de l'inclusion ou de l'exclusion de ministères ou d'organismes ou de certains groupes d'employés.

En 1985, la décision gouvernementale de modifier le rôle et l'appellation de l'Agence d'examen de l'investissement étranger — devenue Investissement Canada — a été sanctionnée par une loi du Parlement. Le présent rapport en tient compte.

Sources des données

La Commission a mis en place en 1984 un fichier statistique regroupant les données sur l'effectif, les nominations et les cessations d'emploi. Ce fichier est basé sur divers systèmes d'information décrits plus loin, soit le Système d'information des titulaires, le Système d'information des ressources de gestion, le Système de gestion de l'information sur les nominations et le Système d'information sur les langues officielles. Le fichier statistique applique au traitement des données une logique dite de «meilleure source», ce qui permet de fournir l'information la plus sûre et la plus exacte possible. En sont tirées les données de 1984 et de 1985 sur l'effectif, les nominations et les cessations d'emploi, la modalité d'emploi, le lieu de travail et le traitement annuel.

Toutefois, le total des données sur l'effectif pour 1985 — et lui seul — provient du Fichier de reportage sur la population du gouvernement du Canada établi à partir des listes de paye du ministère des Approvisionnements et Services au 31 décembre 1985. La Commission publie ce total afin de se conformer à l'entente qui existe entre les usagers des principaux systèmes d'information relatifs à la diffusion des données sur l'effectif total.

Effectif
Les données sur l'effectif du fichier statistique de la Commission sont tirées du Système d'information des titulaires pour toutes les catégories professionnelles à l'exception de la catégorie de la gestion pour laquelle le Système d'information des ressources de gestion de la Commission est utilisé.

Le Système d'information des titulaires du ministère des Approvisionnements et Services est une banque de renseignements sur les employés de l'Administration fédérale et est utilisé aux fins du Fichier de reportage; ces renseignements sont utiles pour la planification des ressources humaines, l'étude de la mobilité des employés, l'établissement de statistiques sur l'effectif et sur d'autres aspects de la gestion du personnel, ainsi que pour la recherche.

Le Système d'information des ressources de gestion a été conçu et élaboré en étroite collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et certains ministères et joue un rôle important dans la gestion de la catégorie de la gestion et de certains groupes qui relèvent de l'administration centrale. Il renferme des données sur les cadres de la Fonction publique, sur les administrateurs subalternes du personnel et des finances, sur les personnes de l'extérieur de la Fonction publique qui postulent un emploi de la catégorie de la gestion ainsi que sur les participants et les candidats des programmes internationaux et du programme Échanges Canada. Les données proviennent de plusieurs sources, dont le Système d'information sur le personnel de cadre du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Nominations
Les données sur les nominations sont tirées du Système de gestion de l'information sur les nominations de la Commission qui contient les données fournies par les ministères dans les Rapports d'opérations de dotation. Les nominations intérimaires, qui se chiffrent à environ 9 000 en 1984 et 11 000 en 1985, ne sont pas comptabilisées dans le nombre total des nominations qui ont été faites *au sein de* la Fonction publique.

Cessations d'emploi
Les données sur les renvois pour incompétence ou incapacité et sur les révocations de nominations sont tirées des dossiers de la Commission. Les données sur les mises en disponibilité pour la catégorie de la gestion proviennent des dossiers de la Commission; pour les autres catégories, elles proviennent du Registre statistique central sur les priorités de la Commission qui contient les données sur les bénéficiaires de priorités statutaires et administratives. Quant aux données statistiques sur les autres cessations d'emploi, elles proviennent du Système d'information des titulaires.

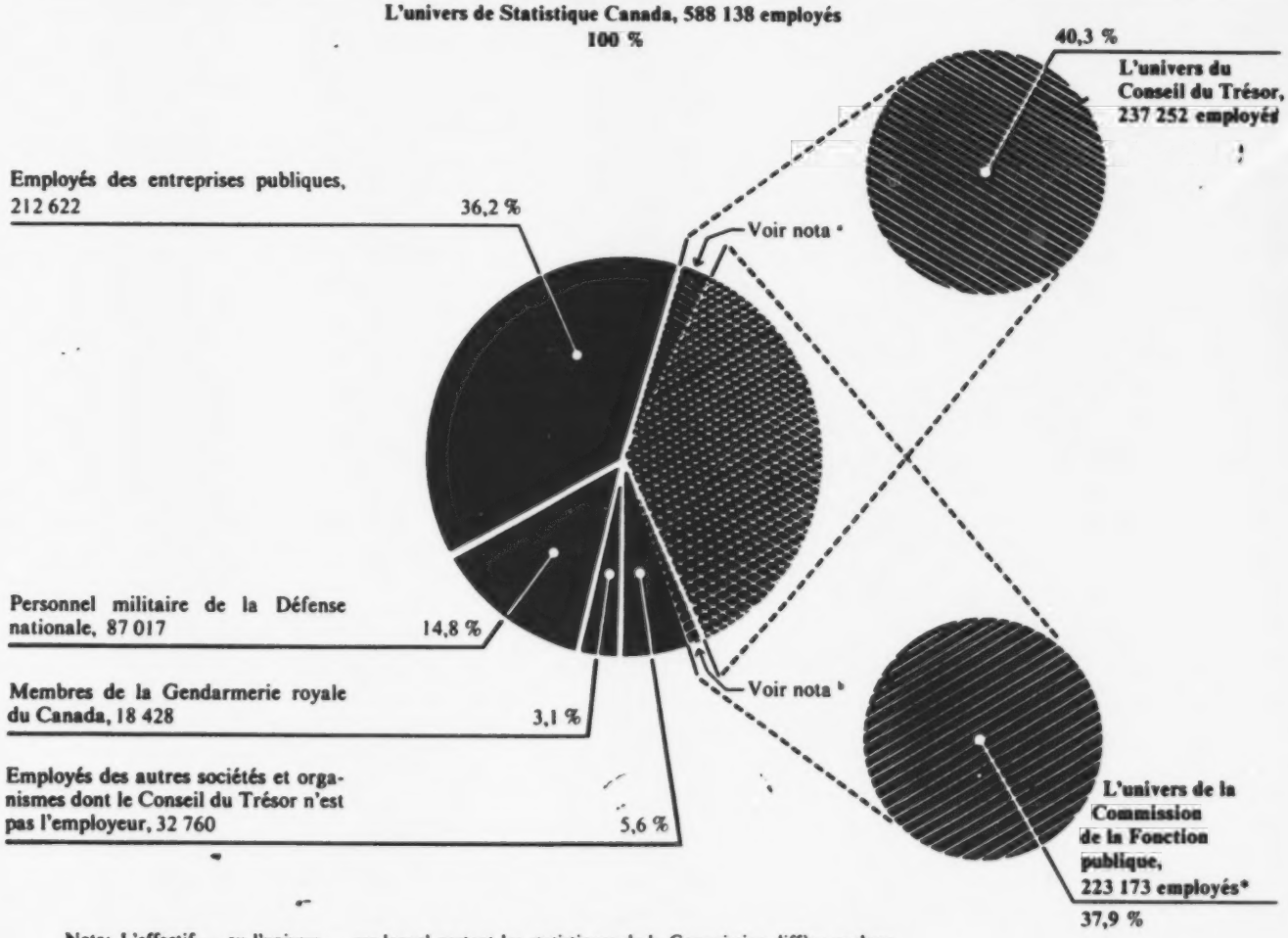
Groupe linguistique
Les statistiques concernant la première langue officielle des employés sont dans la plupart des cas tirées du Système d'information sur les langues officielles décrit ci-après. En l'absence de données dans ce système, on fait appel à d'autres sources afin de réduire le nombre d'inconnues. La catégorie de la gestion fait exception à cette règle puisque les données pour cette catégorie sont tirées exclusivement du Système d'information des ressources de gestion. En 1985, le nombre d'inconnues quant à la langue officielle a été ramené à 1 012 pour l'effectif, à 199 pour les nominations et à 462 pour les cessations d'emploi.

Le Système d'information sur les langues officielles, établi en 1973, contient des données sur les postes et leurs titulaires pour tous les ministères et organismes dont les employés relèvent directement du Conseil du Trésor.

Rapports entre les données

Le nombre de nominations *à* la Fonction publique en 1985, ajouté au nombre d'employés en 1984, moins le nombre de cessations d'emploi qui ont eu lieu en 1985, ne correspond pas à l'effectif de 1985. Cette situation s'explique par le fait que, depuis 1973, les nominations initiales *à* la Fonction publique pour une période déterminée de moins de six mois n'ont pas été enregistrées, en tant que nominations, pour des raisons d'ordre pratique. Si ces employés, par la suite, obtiennent une nouvelle nomination et franchissent ainsi le cap des six mois de service, leur nomination est enregistrée à titre de nomination *au sein de* la Fonction publique (nomination d'une personne faisant déjà partie de la Fonction publique).

1 L'emploi dans l'Administration fédérale, décembre 1985
(Selon Statistique Canada, le Conseil du Trésor du Canada et la Commission de la Fonction publique)



Nota: L'effectif — ou l'univers — sur lequel portent les statistiques de la Commission diffère quelque peu du nombre total d'employés — ou univers — pour qui le Conseil du Trésor fait office d'employeur.

[a] Font partie de l'univers du Conseil du Trésor et non de celui de la Commission:

• les employés qui ne sont pas nommés par la Commission	1 885
• les employés qui sont nommés pour moins de six mois; le nombre de ces derniers a oscillé entre 20 409 et 11 111 au cours de l'année	12 400
	14 285

[b] Font partie de l'univers de la Commission et non de celui du Conseil du Trésor:

• les employés de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique	155
• les employés du Programme des carrières du Grand Nord	51
	206

* voir Note technique, Source des données, p. 54

2 Modalité d'emploi

Nombre d'employés selon la modalité d'emploi, 1984 et 1985

Modalité d'emploi	1984	1985
Temps-plein		
• Période indéterminée	204 194	202 077
• Saisonnier	1 256	1 244
• Période déterminée	14 410	15 115
Total	**219 860**	**218 436**
Temps partiel		
• Période indéterminée	3 296	3 626
• Saisonnier	73	77
• Période déterminée	791	1 001
Total	**4 160**	**4 704**
Grand total	**224 026**	**223 173***

*L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota:–Les personnes embauchées pour une période de moins de six mois (10 596 en 1984 et 12 400 en 1985) sont exclues des statistiques dont rendent compte les tableaux.

–L'addition des données ne correspond pas nécessairement au grand total parce que certains documents ne précisent pas la modalité d'emploi.

3 Âge, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés selon le groupe d'âge, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Groupe d'âge	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Moins de 20 ans	55	28	85	67	97	37,2	164	62,8	140	59,6	95	40,4	261
20—24	2 581	1 078	4 641	2 899	3 726	32,7	7 654	67,3	7 222	64,5	3 977	35,5	11 380
25—29	9 081	4 277	11 281	6 482	13 459	42,9	17 880	57,1	20 362	65,4	10 759	34,6	31 339
30—34	15 020	6 324	12 790	6 331	21 403	52,7	19 204	47,3	27 810	68,7	12 655	31,3	40 687
35—39	17 957	6 714	11 065	4 807	24 725	60,8	15 964	39,2	29 022	71,6	11 521	28,4	40 689
40—44	12 754	4 756	7 115	2 869	17 547	63,6	10 043	36,4	19 869	72,3	7 625	27,7	27 990
45—49	11 185	3 286	5 594	1 996	14 502	65,5	7 639	34,5	16 779	76,1	5 282	23,9	22 141
50—54	11 301	3 144	4 809	1 546	14 459	69,4	6 382	30,6	16 110	77,5	4 690	22,5	20 842
55—59	9 723	2 363	3 700	1 021	12 103	71,8	4 746	28,2	13 423	79,9	3 384	20,1	16 849
60—64	6 797	1 208	2 501	467	8 023	72,9	2 978	27,1	9 298	84,7	1 675	15,3	11 001
65 et plus	335	54	120	15	395	74,4	136	25,6	455	86,8	69	13,2	531
Total	**96 881**	**33 239**	**63 785**	**28 582**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 586**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173***

*L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

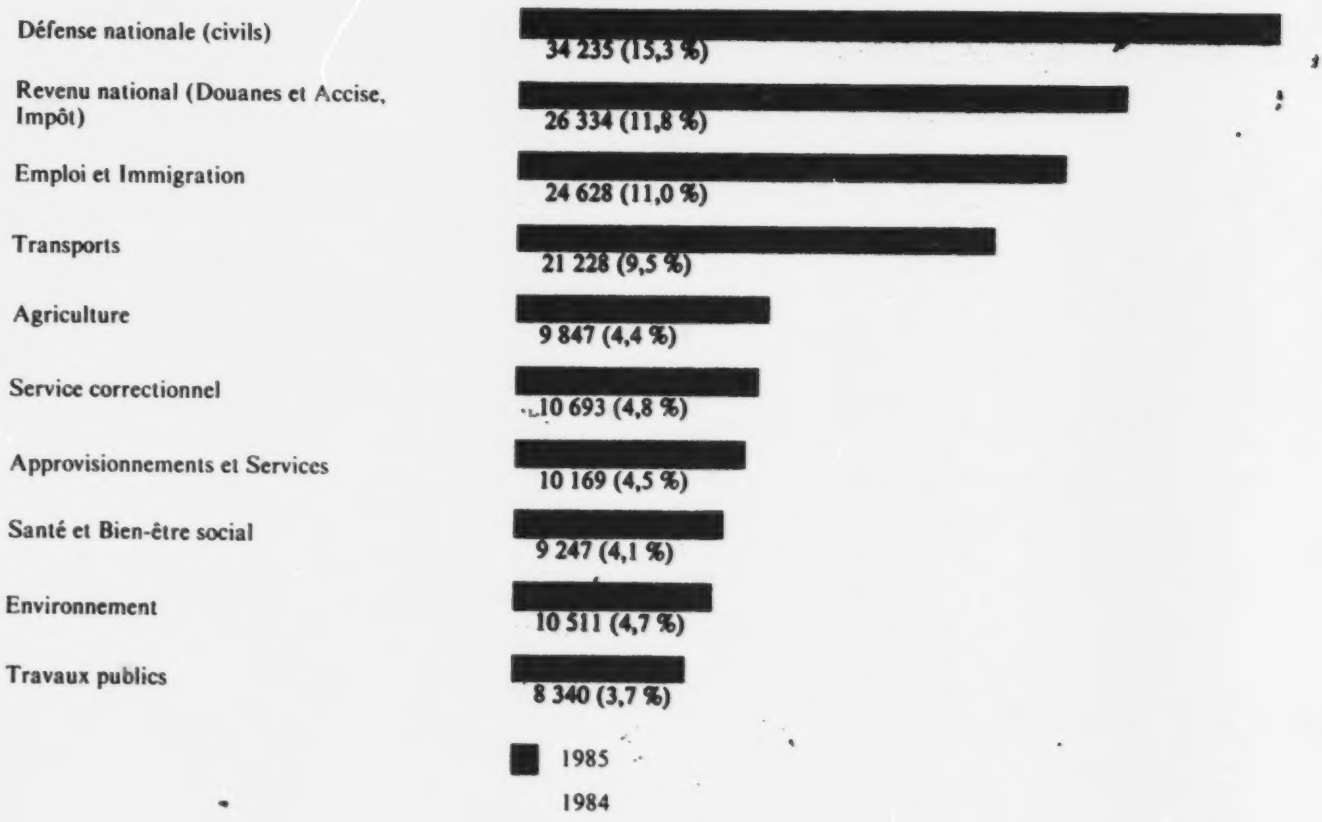
Nota:–L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique ou la date de naissance de l'employé.

–Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

4 Les 10 principaux ministères et leur effectif

Nombre des employés des dix principaux ministères, et pourcentage par rapport à l'ensemble de la Fonction publique, 1984 et 1985

Ces 10 ministères comptent 164 768 employés en 1985 et en comptaient 165 232 en 1984, soit environ 73,8 % de toute la Fonction publique pour chacune des deux années.



Lieu de travail (Canada et étranger), sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés selon le lieu de travail, le sexe et le groupe linguistique, 1984 et 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Lieu de travail	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
1984													
Terre-Neuve	3 945	30	1 424	18	3 989	73,3	1 451	26,7	5 369	99,1	48	0,9	**5 480**
Île-du-Prince-Édouard	1 148	96	700	91	1 246	61,0	796	39,0	1 848	90,8	187	9,2	**2 042**
Nouvelle-Écosse	9 993	335	3 762	175	10 367	72,3	3 971	27,7	13 755	96,4	510	3,6	**14 338**
Nouveau-Brunswick	3 634	1 036	1 834	998	4 695	62,3	2 838	37,7	5 468	72,9	2 034	27,1	**7 533**
Québec (sauf RCN)	1 284	18 587	567	11 528	19 957	62,0	12 232	38,0	1 851	5,8	30 115	94,2	**32 189**
Québec (RCN)	5 445	3 225	4 087	4 316	8 684	50,8	8 414	49,2	9 532	55,8	7 541	44,2	**17 098**
Ontario (RCN)	21 525	8 428	15 375	9 455	30 046	54,6	24 945	45,4	36 900	67,4	17 883	32,6	**54 991**
Ontario (sauf RCN)	19 917	883	14 457	890	20 894	57,5	15 461	42,5	34 374	95,1	1 773	4,9	**36 355**
Manitoba	5 301	156	4 001	173	5 503	56,4	4 250	43,6	9 302	96,6	329	3,4	**9 753**
Saskatçhewan	3 248	54	2 507	33	3 336	56,1	2 607	43,9	5 755	98,5	87	1,5	**5 943**
Alberta	7 551	129	5 363	164	7 712	58,1	5 572	41,9	12 914	97,8	293	2,2	**13 284**
Colombie-Britannique	12 686	111	7 768	146	12 846	61,7	7 966	38,3	20 454	98,8	257	1,2	**20 812**
Yukon	424	11	482	7	441	46,4	509	53,6	906	98,1	18	1,9	**950**
Territoires du Nord-Ouest	787	51	652	22	848	55,2	689	44,8	1 439	95,2	73	4,8	**1 537**
Étranger	940	315	256	123	1 258	76,8	380	23,2	1 196	73,2	438	26,8	**1 638**
Total	**97 917**	**33 469**	**63 241**	**28 145**	**131 933**	**58,9**	**92 093**	**41,1**	**161 158**	**72,3**	**61 614**	**27,7**	**224 026**
1985													
Terre-Neuve	3 952	32	1 429	18	3 996	73,3	1 459	26,7	5 381	99,1	50	0,9	**5 455**
Île-du-Prince-Édouard	1 167	95	766	102	1 264	59,2	872	40,8	1 933	90,8	197	9,2	**2 136**
Nouvelle-Écosse	9 865	336	3 812	179	10 225	71,8	4 012	28,2	13 677	96,4	515	3,6	**14 237**
Nouveau-Brunswick	3 560	1 051	1 800	1 036	4 618	61,8	2 849	38,2	5 360	72,0	2 087	28,0	**7 467**
Québec (sauf RCN)	1 228	18 300	562	11 608	19 607	61,5	12 292	38,5	1 790	5,6	29 908	94,4	**31 899**
Québec (RCN)	5 321	3 200	4 080	4 292	8 527	50,4	8 381	49,6	9 401	55,7	7 492	44,3	**16 908**
Ontario (RCN)	21 417	8 508	15 450	9 646	29 996	54,4	25 178	45,6	36 867	67,0	18 154	33,0	**55 174**
Ontario (sauf RCN)	19 448	856	14 534	884	20 371	56,8	15 514	43,2	33 982	95,1	1 740	4,9	**35 886**
Manitoba	5 276	162	4 029	199	5 480	56,2	4 273	43,8	9 305	96,3	361	3,7	**9 753**
Saskatchewan	3 213	51	2 594	44	3 280	55,1	2 671	44,9	5 807	98,4	95	1,6	**5 951**
Alberta	7 533	130	5 441	176	7 691	57,6	5 653	42,4	12 974	97,7	306	2,3	**13 344**
Colombie-Britannique	12 651	126	7 832	156	12 823	61,5	8 033	38,5	20 483	98,6	282	1,4	**20 856**
Yukon	426	9	476	5	439	47,3	490	52,7	902	98,5	14	1,5	**929**
Territoires du Nord-Ouest	748	41	637	23	805	52,7	723	47,3	1 385	95,6	64	4,4	**1,528**
Étranger	915	313	251	125	1 229	76,6	376	23,4	1 166	72,7	438	27,3	**1 605**
Total	**96 801**	**33 239**	**63 705**	**28 502**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173**[a]

[a] L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: - L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le lieu de travail ou le groupe linguistique.

- Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

6 Principales villes de fonctionnaires, sexe et groupe linguistique

Répartition en nombre et pourcentage des employés selon les principales villes de fonctionnaires, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Principales villes	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
St. John's (T.-N.)	2 058	14	982	11	2 077	67,5	1 001	32,5	3 040	99,2	25	0,8	**3 078**
Halifax (N.É.)	7 441	185	2 744	117	7 643	72,7	2 873	27,3	10 185	97,1	302	2,9	**10 516**
Charlottetown (Î.P.É.)	875	81	656	91	958	56,1	750	43,9	1 531	89,9	172	10,1	**1 708**
Fredericton (N.-B.)	473	70	294	77	545	59,2	375	40,8	767	83,9	147	16,1	**920**
Saint John (N.-B.)	568	47	259	38	615	67,3	299	32,7	827	90,7	85	9,3	**914**
Moncton (N.-B.)	1 288	472	525	432	1 763	64,7	960	35,3	1 813	66,7	904	33,3	**2 723**
Rimouski (Qué.)	1	139	0	85	140	62,2	85	37,8	1	0,4	224	99,6	**225**
Chicoutimi (Qué.)	1	256	3	333	257	43,3	336	56,7	4	0,7	589	99,3	**593**
Québec (Qué.)	186	3 727	70	2 011	3 923	65,2	2 093	34,8	256	4,3	5 738	95,7	**6 016**
Trois-Rivières (Qué.)	1	119	0	102	120	54,1	102	45,9	1	0,5	221	99,5	**222**
Sherbrooke (Qué.)	13	323	3	197	336	62,7	200	37,3	16	3,0	520	97,0	**536**
Montréal (Qué.)	751	9 185	377	6 241	9 971	60,0	6 661	40,0	1 128	6,8	15 426	93,2	**16 632**
Région de la Capitale nationale	26 701	11 699	19 525	13 920	38 477	53,4	33 536	46,6	46 226	64,3	25 619	35,7	**72 013**
Cornwall (Ont.)	302	121	125	93	423	66,0	218	34,0	427	66,6	214	33,4	**641**
Kingston (Ont.)	2 107	90	1 055	68	2 212	66,2	1 129	33,8	3 162	95,2	158	4,8	**3 341**
Toronto (Ont.)	7 311	180	6 304	206	7 505	53,4	6 538	46,6	13 615	97,2	386	2,8	**14 043**
Kitchener-Waterloo (Ont.)	409	5	266	7	414	60,2	274	39,8	675	98,3	12	1,7	**688**
Hamilton (Ont.)	1 029	20	732	25	1 049	58,1	758	41,9	1 761	97,5	45	2,5	**1 807**
St. Catharines-Niagara (Ont.)	369	11	338	13	381	51,6	358	48,4	707	96,7	24	3,3	**739**
London (Ont.)	855	14	668	15	869	55,9	685	44,1	1 523	98,1	29	1,9	**1 554**
Windsor (Ont.)	443	14	453	20	463	48,9	483	51,1	896	96,3	34	3,7	**946**
Sudbury (Ont.)	304	100	556	160	404	36,0	717	64,0	860	76,8	260	23,2	**1 121**
Thunder Bay (Ont.)	524	3	287	5	528	64,3	293	35,7	811	99,0	8	1,0	**821**
Winnipeg (Man.)	3 698	131	3 065	155	3 849	54,3	3 234	45,7	6 763	95,9	286	4,1	**7 083**
Regina (Sask.)	877	14	921	13	891	48,7	940	51,3	1 798	98,5	27	1,5	**1 831**
Saskatoon (Sask.)	837	9	687	9	852	54,9	700	45,1	1 524	98,8	18	1,2	**1 552**
Edmonton (Alta.)	2 781	67	2 461	109	2 857	52,5	2 586	47,5	5 242	96,8	176	3,2	**5 443**
Calgary (Alta.)	1 456	19	1 241	32	1 477	53,7	1 276	46,3	2 697	98,1	51	1,9	**2 753**
Vancouver (C.-B.)	4 917	52	4 251	70	4 988	53,4	4 355	46,6	9 168	98,7	122	1,3	**9 343**
Victoria (C.-B.)	3 643	24	1 251	25	3 678	74,2	1 280	25,8	4 894	99,0	49	1,0	**4 958**
Frobisher Bay (T.N.-O.)	23	18	22	5	43	60,6	28	39,4	45	66,2	23	33,8	**71**
Yellowknife (T.N.-O.)	262	10	264	8	278	49,8	280	50,2	526	96,7	18	3,3	**558**
Whitehorse (Yukon)	279	8	388	5	290	42,0	401	58,0	667	98,1	13	1,9	**691**
Autres lieux de travail	24 018	6 012	12 932	3 804	30 185	64,0	16 993	36,0	36 950	79,0	9 816	21,0	**47 179**
Grand total	**96 801**	**33 239**	**63 705**	**28 502**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173**[a]

[a] L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: – L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

– Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

7 Lieu de travail, exigences linguistiques du poste et groupe linguistique

Répartition des employés selon le lieu de travail, les exigences linguistiques du poste et le groupe linguistique, 1985

	Exigences linguistiques du poste										
	Bilingue		Anglais		Français		Anglais ou français		Total		
Lieu de travail	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	**Grand total**
Terre-Neuve	38	17	5 231	30	1	0	5	1	5 381	50	**5 459**
Île-du-Prince-Édouard	235	162	1 654	34	0	0	6	0	1 933	197	**2 136**
Nouvelle-Écosse	396	233	12 603	200	0	8	154	66	13 677	515	**14 237**
Nouveau-Brunswick	925	1 554	4 054	290	1	29	268	158	5 360	2 087	**7 467**
Québec (sauf RCN)	1 337	14 387	107	27	244	14 207	65	407	1 790	29 908	**31 899**
Québec (RCN)	4 534	6 118	4 057	343	6	313	695	611	9 401	7 492	**16 908**
Ontario (RCN)	13 661	13 551	16 989	1 448	18	448	5 573	2 439	36 867	18 154	**55 174**
Ontario (sauf RCN)	1 531	1 044	31 262	557	3	30	241	65	33 982	1 740	**35 886**
Manitoba	271	188	8 527	158	0	0	9	3	9 305	361	**9 753**
Saskatchewan	102	55	5 398	35	0	0	6	1	5 807	95	**5 951**
Alberta	186	105	12 248	187	0	2	13	2	12 974	306	**13 344**
Colombie-Britannique	217	87	19 528	169	3	8	23	3	20 483	282	**20 856**
Yukon	3	1	842	12	0	0	0	0	902	14	**929**
Territoires du Nord-Ouest	12	25	1 235	35	0	3	0	0	1 385	64	**1 528**
Étranger	117	87	108	6	0	7	931	336	1 166	438	**1 605**
Total	**23 611**	**37 635**	**123 872**	**3 531**	**276**	**15 055**	**7 997**	**4 103**	**160 506**	**61 741**	**223 173**[a]

[a] L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: - L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le lieu de travail, les exigences linguistiques du poste ou le groupe linguistique.

- Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Ministère d'affectation, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés selon le ministère d'affectation, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Affaires des anciens combattants	745	703	1 128	717	1 456	44,0	1 856	56,0	1 873	56,9	1 420	43,1	**3 312**
Affaires extérieures	1 917	695	1 191	569	2 615	59,7	1 765	40,3	3 108	71,1	1 264	28,9	**4 380**
Affaires indiennes et du Nord canadien	2 237	390	2 351	434	2 657	48,5	2 821	51,5	4 588	84,8	824	15,2	**5 478**
Agence canadienne de développement international	326	282	208	353	608	52,0	561	48,0	534	45,7	635	54,3	**1 169**
Agriculture	6 268	1 733	2 398	726	8 032	71,9	3 144	28,1	8 666	77,9	2 459	22,1	**11 177**
Approvisionnements et Services	3 070	1 908	2 936	2 151	5 002	49,3	5 137	50,7	6 006	59,7	4 059	40,3	**10 139**
Archives publiques du Canada	317	144	183	165	461	56,9	349	43,1	500	61,8	309	38,2	**810**
Bibliothèque nationale du Canada	107	47	232	150	154	28,7	382	71,3	339	63,2	197	36,8	**536**
Bureau canadien de la sécurité aérienne	73	20	36	19	95	63,3	55	36,7	109	73,6	39	26,4	**150**
Bureau de la Coordonnatrice, Situation de la femme	0	0	19	16	0	0,0	35	100,0	19	54,3	16	45,7	**35**
Bureau de l'Administrateur de l'Office du transport du grain	11	0	11	0	11	50,0	11	50,0	22	100,0	0	0,0	**22**
Bureau des relations fédérales-provinciales	18	11	10	15	29	53,7	25	46,3	28	51,9	26	48,1	**54**
Bureau de services juridiques des pensions	30	8	67	19	38	30,6	86	69,4	97	78,2	27	21,8	**124**
Bureau du Chef de cabinet du Gouverneur général	15	27	19	36	43	42,2	59	57,8	34	35,1	63	64,9	**102**
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	5	6	5	15	12	37,5	20	62,5	10	32,3	21	67,7	**32**
Bureau du Commissaire aux langues officielles	14	50	22	54	64	45,7	76	54,3	36	25,7	104	74,3	**140**
Bureau du Conseil privé	81	71	106	101	155	42,2	212	57,8	187	52,1	172	47,9	**367**
Bureau du Directeur général des élections	6	28	6	19	34	57,6	25	42,4	12	20,3	47	79,7	**59**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	18	10	11	8	28	59,6	19	40,4	29	61,7	18	38,3	**47**
Commission canadienne des droits de la personne	39	15	61	37	54	35,5	98	64,5	100	65,8	52	34,2	**152**
Commission canadienne des grains	523	33	163	11	560	76,1	176	23,9	686	94,0	44	6,0	**736**
Commission canadienne des pensions	80	22	182	33	103	32,4	215	67,6	262	82,6	55	17,4	**318**
Commission canadienne des transports	328	122	193	133	450	58,0	326	42,0	521	67,1	255	32,9	**776**
Commission d'appel de l'immigration	17	8	28	15	25	36,8	43	63,2	45	66,2	23	33,8	**68**
Commission de la Fonction publique	457	545	548	969	1 016	39,6	1 547	60,4	1 005	39,9	1 514	60,1	**2 563**
Commission de la réforme du droit du Canada	3	4	9	21	7	18,9	30	81,1	12	32,4	25	67,6	**37**
Commission des allocations aux anciens combattants	12	2	5	8	14	51,9	13	48,1	17	63,0	10	37,0	**27**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	36	32	36	43	75	48,4	80	51,6	72	49,0	75	51,0	**155**
Commission du tarif	14	4	9	4	18	58,1	13	41,9	23	74,2	8	25,8	**31**
Commission mixte internationale	11	0	6	1	19	51,4	18	48,6	17	94,4	1	5,6	**37**
Commission nationale des libérations conditionnelles	49	23	108	84	72	27,2	193	72,8	157	59,5	107	40,5	**265**
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	6	1	2	5	7	50,0	7	50,0	8	57,1	6	42,9	**14**
Communications	1 062	353	472	347	1 416	63,3	821	36,7	1 534	68,7	700	31,3	**2 237**

suite du relevé 8

Ministère	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Conseil canadien des relations de travail	17	14	16	37	31	36,9	53	63,1	33	39,3	51	60,7	**84**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	117	85	77	116	203	51,3	193	48,7	194	49,1	201	50,9	**396**
Conseil de révision des pensions	3	3	8	8	6	27,3	16	72,7	11	50,0	11	50,0	**22**
Conseil du Trésor (Bureau du Contrôleur général)	81	13	33	24	94	62,3	57	37,7	114	75,5	37	24,5	**151**
Conseil du Trésor (Secrétariat)	313	110	204	158	423	53,9	362	46,1	517	65,9	268	34,1	**785**
Consommation et Corporations	960	418	538	476	1 379	57,6	1 014	42,4	1 498	62,6	894	37,4	**2 393**
Cour canadienne de l'impôt	7	9	21	20	16	28,1	41	71,9	28	49,1	29	50,9	**57**
Cour fédérale	37	35	47	57	72	40,9	104	59,1	84	47,7	92	52,3	**176**
Cour suprême	11	18	17	21	29	43,3	38	56,7	28	41,8	39	58,2	**67**
Défense nationale (civils)	18 449	4 482	8 524	2 230	23 011	68,0	10 816	32,0	26 973	80,1	6 712	19,9	**33 827**
Département des Assurances	102	35	61	22	137	62,3	83	37,7	163	74,1	57	25,9	**220**
Emploi et Immigration	5 902	3 385	10 098	4 988	9 311	38,1	15 155	61,9	16 000	65,6	8 373	34,4	**24 466**
Énergie, Mines et Ressources	2 608	710	1 167	487	3 318	66,7	1 654	33,3	3 775	75,9	1 197	24,1	**4 972**
Environnement	5 441	1 200	1 824	672	6 655	72,6	2 508	27,4	7 265	79,5	1 872	20,5	**9 163**
Expansion industrielle régionale	1 132	416	838	473	1 548	54,1	1 312	45,9	1 970	68,9	889	31,3	**2 860**
Finances	357	120	226	174	478	54,4	400	45,6	583	66,5	294	33,5	**878**
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	474	160	2 185	521	636	19,0	2 712	81,0	2 659	79,6	681	20,4	**3 348**
Investissement Canada	48	11	48	14	59	48,0	64	52,0	96	79,3	25	20,7	**123**
Justice	409	176	513	272	586	42,7	787	57,3	922	67,3	448	32,7	**1 373**
Musées nationaux du Canada	402	169	309	160	571	54,9	469	45,1	711	68,4	329	31,6	**1 040**
Office de l'établissement agricole des anciens combattants	62	9	81	6	71	44,9	87	55,1	143	90,5	15	9,5	**158**
Office national de l'énergie	208	38	112	51	248	60,3	163	39,7	320	78,2	89	21,8	**411**
Pêches et Océans	3 825	493	1 194	358	4 323	73,5	1 558	26,5	5 019	85,5	851	14,5	**5 881**
Revenu national (Douanes et Accise)	4 057	1 519	3 149	1 067	5 579	56,9	4 223	43,1	7 206	73,6	2 586	26,4	**9 802**
Revenu national (Impôt)	6 480	2 211	6 061	2 348	8 698	50,8	8 424	49,2	12 541	73,3	4 559	26,7	**17 122**
Santé nationale et Bien-être social	2 506	813	4 617	1 289	3 386	35,7	6 087	64,3	7 123	77,2	2 102	22,8	**9 473**
Sciences et Technologie	35	11	24	26	46	46,9	52	53,1	59	61,5	37	38,5	**98**
Secrétariat d'État du Canada	338	712	613	1 387	1 050	34,4	2 000	65,6	951	31,2	2 099	68,8	**3 050**
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes	3	7	1	9	10	50,0	10	50,0	4	20,0	16	80,0	**20**
Service correctionnel du Canada	5 106	2 576	2 102	918	7 692	71,7	3 029	28,3	7 208	67,4	3 494	32,6	**10 721**
Solliciteur général	105	19	114	61	128	42,0	177	58,0	219	73,2	80	26,8	**305**
Statistique Canada	1 433	740	1 486	916	2 181	47,4	2 422	52,6	2 919	63,8	1 656	36,2	**4 603**
Transports	13 241	3 548	2 985	1 207	16 825	80,0	4 202	20,0	16,226	77,3	4 755	22,7	**21 027**
Travail	274	96	271	146	370	47,0	417	53,0	545	69,3	242	30,7	**787**
Travaux publics	4 363	1 581	1 380	505	5 961	75,9	1 890	24,1	5 743	73,4	2 086	26,6	**7 851**
Grand total	**96 801**	**33 239**	**63 705**	**28 502**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173***

*L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

9 Traitement annuel en dollars courants et en dollars constants, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés à temps plein, période indéterminée, selon le traitement annuel, le sexe, et le groupe linguistique *en dollars courants* et *en dollars constants*, 1984 et 1985

1984 (dollars courants)

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Traitement annuel	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Moins de $10 000	134	50	34	13	**185**	**79,7**	**47**	**20,3**	**168**	**72,7**	**63**	**27,3**	**232**
10 000-14 999	54	18	374	164	**77**	**12,4**	**544**	**87,6**	**428**	**70,2**	**182**	**29,8**	**621**
15 000-19 999	7 835	3 773	16 976	7 454	**11 645**	**32,2**	**24 537**	**67,8**	**24 811**	**68,8**	**11 227**	**31,2**	**36 182**
20 000-24 999	14 319	5 262	18 403	8 038	**19 668**	**42,6**	**26 516**	**57,4**	**32 722**	**71,1**	**13 300**	**28,9**	**46 184**
25 000-29 999	19 518	6 718	9 036	3 494	**26 294**	**67,6**	**12 594**	**32,4**	**28 554**	**73,7**	**10 212**	**26,3**	**38 888**
30 000-34 999	17 839	6 450	6 560	2 602	**24 339**	**72,6**	**9 197**	**27,4**	**24 399**	**72,9**	**9 052**	**27,1**	**33 536**
35 000-39 999	8 658	3 128	2 213	1 198	**11 802**	**77,5**	**3 421**	**22,5**	**10 871**	**71,5**	**4 326**	**28,5**	**15 223**
40 000-44 999	7 870	2 544	1 081	606	**10 439**	**86,1**	**1 687**	**13,9**	**8 951**	**74,0**	**3 150**	**26,0**	**12 126**
45 000-49 000	5 121	1 250	533	168	**6 390**	**90,1**	**702**	**9,9**	**5 654**	**79,9**	**1 418**	**20,1**	**7 092**
50 000-54 999	5 730	1 203	393	113	**6 941**	**93,2**	**508**	**6,8**	**6 123**	**82,3**	**1 316**	**17,7**	**7 449**
55 000-59 999	2 517	488	135	31	**3 012**	**94,7**	**167**	**5,3**	**2 652**	**83,6**	**519**	**16,4**	**3 179**
60 000-64 999	1 607	293	57	18	**1 904**	**96,2**	**75**	**3,8**	**1 664**	**84,3**	**311**	**15,7**	**1 979**
65 000-69 999	627	128	26	9	**758**	**95,6**	**35**	**4,4**	**653**	**82,7**	**137**	**17,3**	**793**
70 000-74 999	279	76	7	5	**357**	**96,7**	**12**	**3,3**	**286**	**77,9**	**81**	**22,1**	**369**
75 000-79 999	85	31	3	2	**116**	**95,9**	**5**	**4,1**	**88**	**72,7**	**33**	**27,3**	**121**
80 000 et plus	87	21	1	0	**111**	**99,1**	**1**	**0,9**	**88**	**80,7**	**21**	**19,3**	**112**
Total	**92 280**	**31 433**	**55 832**	**23 915**	**124 038**	**60,8**	**80 048**	**39,2**	**148 112**	**72,8**	**55 348**	**27,2**	**204 086**
Autres[a]	5 637	2 036	7 409	4 230	**7 895**	**39,6**	**12 045**	**60,4**	**13 046**	**67,6**	**6 266**	**32,4**	**19 940**
Grand Total	**97 917**	**33 469**	**63 241**	**28 145**	**131 933**	**58,9**	**92 093**	**41,1**	**161 158**	**72,3**	**61 614**	**27,7**	**224 026**

1984 (dollars constants)[b]

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Traitement annuel	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Moins de $10 000	135	50	35	16	**187**	**78,6**	**51**	**21,4**	**170**	**72,0**	**66**	**28,0**	**238**
10 000-14 999	2 968	1 617	6 800	2 941	**4 607**	**32,0**	**9 798**	**68,0**	**9 768**	**68,2**	**4 558**	**31,8**	**14 405**
15 000-19 999	17 059	6 637	27 676	12 279	**23 790**	**37,2**	**40 081**	**62,8**	**44 735**	**70,3**	**18 916**	**29,7**	**63 871**
20 000-24 999	23 762	8 219	10 610	4 012	**32 054**	**68,6**	**14 695**	**31,4**	**34 372**	**73,8**	**12 231**	**26,2**	**46 749**
25 000-29 999	18 090	6 628	7 028	2 881	**24 773**	**71,4**	**9 946**	**28,6**	**25 118**	**72,5**	**9 509**	**27,5**	**34 719**
30 000-34 999	10 225	3 483	2 020	1 146	**13 727**	**81,2**	**3 170**	**18,8**	**12 245**	**72,6**	**4 629**	**27,4**	**16 897**
35 000-39 999	7 767	2 234	908	433	**10 029**	**88,2**	**1 342**	**11,8**	**8 675**	**76,5**	**2 667**	**23,5**	**11 371**
40 000-44 999	6 116	1 308	479	125	**7 436**	**92,5**	**606**	**7,5**	**6 595**	**82,1**	**1 433**	**17,9**	**8 042**
45 000-49 999	3 530	724	184	49	**4 262**	**94,8**	**234**	**5,2**	**3 714**	**82,8**	**773**	**17,2**	**4 496**
50 000-54 999	1 792	337	64	20	**2 134**	**96,2**	**84**	**3,8**	**1 856**	**83,9**	**357**	**16,1**	**2 218**
55 000-59 999	526	116	22	8	**645**	**95,6**	**30**	**4,4**	**548**	**81,5**	**124**	**18,5**	**675**
60 000-64 999	195	49	4	4	**245**	**96,8**	**8**	**3,2**	**199**	**79,0**	**53**	**21,0**	**253**
65 000-69 999	87	23	2	1	**112**	**97,4**	**3**	**2,6**	**89**	**78,8**	**24**	**21,2**	**115**
70 000-74 999	26	8	0	0	**35**	**100,0**	**0**	**0,0**	**26**	**76,5**	**8**	**23,5**	**35**
75 000-79 999	2	0	0	0	**2**	**100,0**	**0**	**0,0**	**2**	**100,0**	**0**	**0,0**	**2**
80 000 et plus	0	0	0	0	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**
Total	**92 280**	**31 433**	**55 832**	**23 915**	**124 038**	**60,8**	**80 048**	**39,2**	**148 112**	**72,8**	**55 348**	**27,2**	**204 086**
Autres[a]	5 637	2 036	7 409	4 230	**7 895**	**39,6**	**12 045**	**60,4**	**13 046**	**67,6**	**6 266**	**32,4**	**19 940**
Grand Total	**97 917**	**33 469**	**63 241**	**28 145**	**131 933**	**58,9**	**92 093**	**41,1**	**161 158**	**72,3**	**61 614**	**27,7**	**224 026**

[a] Comprend les employés dont la modalité d'emploi est autre que le temps plein, période indéterminée.

[b] La période de base utilisée pour le calcul des dollars constants est l'année 1981. Les moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation publiées par Statistique Canada ont été utilisées pour déterminer les traitements annuels de 1984 et de 1985 exprimés en dollars constants de 1981.

[c] L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: – L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

– Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

suite du relevé 9

1985 (dollars courants)

Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
103	50	32	9	153	78,9	41	21,1	135	69,6	59	30,4	**194**
49	19	333	126	72	13,4	465	86,6	382	72,5	145	27,5	**537**
7 362	3 509	16 057	7 139	10 900	31,9	23 264	68,1	23 419	68,7	10 648	31,3	**34 164**
13 708	5 201	17 941	8 125	18 941	42,1	26 102	57,9	31 649	70,4	13 326	29,6	**45 043**
18 603	6 500	9 098	3 494	25 136	66,5	12 641	33,5	27 701	73,5	9 994	26,5	**37 777**
17 901	6 441	6 943	2 754	24 360	71,5	9 709	28,5	24 844	73,0	9 195	27,0	**34 069**
8 462	3 080	2 393	1 325	11 555	75,7	3 719	24,3	10 855	71,1	4 405	28,9	**15 274**
7 812	2 513	1 211	576	10 333	85,2	1 790	14,8	9 023	74,5	3 089	25,5	**12 123**
4 520	1 345	607	345	5 871	86,0	952	14,0	5 127	75,2	1 690	24,8	**6 823**
5 855	1 233	457	115	7 094	92,5	572	7,5	6 312	82,4	1 348	17,6	**7 666**
3 528	709	214	47	4 242	94,2	261	5,8	3 742	83,2	756	16,8	**4 503**
1 578	274	81	18	1 856	94,9	99	5,1	1 659	85,0	292	15,0	**1 955**
587	148	30	11	736	94,7	41	5,3	617	79,5	159	20,5	**777**
437	88	18	6	527	95,6	24	4,4	455	82,9	94	17,1	**551**
275	66	10	6	342	95,5	16	4,5	285	79,8	72	20,2	**358**
194	57	6	2	255	97,0	8	3,0	200	77,2	59	22,8	**263**
90 974	**31 233**	**55 431**	**24 098**	**122 373**	**60,6**	**79 704**	**39,4**	**146 405**	**72,6**	**55 331**	**27,4**	**202 077**
5 827	2 006	8 274	4 404	8 088	38,2	13 093	61,8	14 101	68,7	6 410	31,3	**21 182**
96 801	**33 239**	**63 705**	**28 502**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173**[c]

1985 (dollars constants)[b]

Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
103	50	33	9	154	78,6	42	21,4	136	69,7	59	30,3	**196**
4 386	1 987	8 974	3 904	6 399	33,1	12 930	66,9	13 360	69,4	5 891	30,6	**19 329**
18 025	7 482	27 379	12 381	25 546	39,1	39 820	60,9	45 404	69,6	19 863	30,4	**65 366**
26 097	9 052	10 818	4 046	35 186	70,2	14 919	29,8	36 915	73,8	13 098	26,2	**50 105**
15 006	5 214	4 877	2 086	20 240	74,4	6 968	25,6	19 883	73,1	7 300	26,9	**27 208**
8 765	3 035	1 776	1 066	11 814	80,6	2 845	19,4	10 541	72,0	4 101	28,0	**14 659**
6 564	1 964	779	416	8 534	87,7	1 195	12,3	7 343	75,5	2 380	24,5	**9 729**
6 208	1 248	485	109	7 465	92,6	594	7,4	6 693	83,1	1 357	16,9	**8 059**
3 737	687	205	49	4 428	94,6	254	5,4	3 942	84,3	736	15,7	**4 682**
1 131	287	67	16	1 421	94,5	83	5,5	1 198	79,8	303	20,2	**1 504**
514	114	25	9	630	94,9	34	5,1	539	81,4	123	18,6	**664**
284	62	11	6	347	95,3	17	4,7	295	81,3	68	18,7	**364**
97	38	2	1	136	97,8	3	2,2	99	71,7	39	28,3	**139**
55	11	0	0	67	100,0	0	0,0	55	83,3	11	16,7	**67**
1	1	0	0	3	100,0	0	0,0	1	50,0	1	50,0	**3**
1	1	0	0	3	100,0	0	0,0	1	50,0	1	50,0	**3**
90 974	**31 233**	**55 431**	**24 098**	**122 373**	**60,6**	**79 704**	**39,4**	**146 405**	**72,6**	**55 331**	**27,4**	**202 077**
5 827	2 006	8 274	4 404	8 088	38,2	13 093	61,8	14 101	68,7	6 410	31,3	**21 182**
96 801	**33 239**	**63 705**	**28 502**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173**[c]

10 Catégorie professionnelle, modalité d'emploi, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés selon la catégorie professionnelle, la modalité d'emploi, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Catégorie professionnelle et modalité d'emploi	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Gestion													
Temps partiel													
• Période indéterminée	3 151	790	251	70	3 941	92,5	321	7,5	3 402	79,8	860	20,2	**4 262**
• Période déterminée	15	4	1	1	19	90,5	2	9,5	16	76,2	5	23,8	**21**
Total	3 166	794	252	71	3 960	92,5	323	7,5	3 418	79,8	865	20,2	**4 283**
Temps partiel													
• Période indéterminée	0	0	2	1	0	0,0	3	100,0	2	66,7	1	33,3	**3**
Total	0	0	2	1	0	0,0	3	100,0	2	66,7	1	33,3	**3**
Total	**3 242**	**816**	**265**	**77**	**4 058**	**92,2**	**342**	**7,8**	**3 507**	**79,7**	**893**	**20,3**	**4 400**
Scientifique et professionnelle													
Temps plein													
• Période indéterminée	13 346	3 468	3 466	1 224	16 849	78,0	4 742	22,0	16 812	78,2	4 692	21,8	**21 591**
• Saisonnier	3	1	1	0	4	80,0	1	20,0	4	80,0	1	20,0	**5**
• Période déterminée	523	146	407	117	692	55,8	548	44,2	930	78,0	263	22,0	**1 240**
Total	13 872	3 615	3 874	1 341	17 545	76,8	5 291	23,2	17 746	78,2	4 956	21,8	**22 836**
Temps partiel													
• Période indéterminée	34	17	151	79	51	18,0	232	82,0	185	65,8	96	34,2	**283**
• Période déterminée	12	5	36	10	29	28,7	72	71,3	48	76,2	15	23,8	**101**
Total	46	22	187	89	80	20,8	304	79,2	233	67,7	111	32,3	**384**
Total	**13 918**	**3 637**	**4 061**	**1 430**	**17 625**	**75,9**	**5 595**	**24,1**	**17 979**	**78,0**	**5 067**	**22,0**	**23 220**
Administration et service extérieur													
Temps plein													
• Période indéterminée	25 120	10 331	13 476	5 938	35 477	64,6	19 425	35,4	38 596	70,3	16 269	29,7	**54 902**
• Saisonnier	6	4	6	4	10	50,0	10	50,0	12	60,0	8	40,0	**20**
• Période déterminée	718	313	688	296	1 047	51,2	997	48,8	1 406	69,8	609	30,2	**2 044**
Total	25 844	10 648	14 170	6 238	36 534	64,1	20 432	35,9	40 014	70,3	16 886	29,7	**56 966**
Temps partiel													
• Période indéterminée	55	48	458	265	103	12,4	726	87,6	513	62,1	313	37,9	**829**
• Saisonnier	50	11	7	0	62	89,9	7	10,1	57	83,8	11	16,2	**69**
• Période déterminée	24	10	51	20	38	33,6	75	66,4	75	71,4	30	28,6	**113**
Total	129	69	516	285	203	20,1	808	79,9	645	64,6	354	35,4	**1 011**
Total	**25 973**	**10 717**	**14 687**	**6 523**	**36 737**	**63,4**	**21 241**	**36,6**	**40 660**	**70,2**	**17 240**	**29,8**	**57 978**
Technique													
Temps plein													
• Période indéterminée	17 895	4 576	2 396	676	22 504	88,0	3 081	12,0	20 291	79,4	5 252	20,6	**25 585**
• Saisonnier	205	50	27	6	257	88,6	33	11,4	232	80,6	56	19,4	**290**
• Période déterminée	629	191	254	78	834	70,9	343	29,1	883	76,6	269	23,4	**1 177**
Total	18 729	4 817	2 677	760	23 595	87,2	3 457	12,8	21 406	79,3	5 577	20,7	**27 052**
Temps partiel													
• Période indéterminée	5	3	65	23	8	8,3	88	91,7	70	72,9	26	27,1	**96**
• Saisonnier	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
• Période déterminée	11	3	12	6	16	45,7	19	54,3	23	71,9	9	28,1	**35**
Total	17	6	77	29	25	18,9	107	81,1	94	72,9	35	27,1	**132**
Total	**18 746**	**4 823**	**2 754**	**789**	**23 620**	**86,9**	**3 564**	**13,1**	**21 500**	**79,3**	**5 612**	**20,7**	**27 184**

suite du relevé 10

Catégorie professionnelle et modalité d'emploi	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Total (catégories d'agents)													
Temps plein													
• Période indéterminée	59 512	19 165	19 589	7 908	78 771	74,1	27 569	25,9	79 101	74,5	27 073	25,5	**106 840**
• Saisonnier	214	55	34	10	271	86,0	44	14,0	248	79,2	65	20,8	**315**
• Période déterminée	1 885	654	1 350	492	2 592	57,8	1 890	42,2	3 235	73,8	1 146	26,2	**4 482**
Total	61 611	19 874	20 973	8 410	81 634	73,5	29 503	26,5	82 584	74,5	28 284	25,5	**111 137**
Temps partiel													
• Période indéterminée	94	68	676	368	162	13,4	1 409	86,6	770	63,8	436	36,2	**1 211**
• Saisonnier	51	11	7	0	63	90,0	7	10,0	58	84,1	11	15,9	**70**
• Période déterminée	47	18	99	36	83	33,3	166	66,7	146	73,0	54	27,0	**249**
Total	192	97	782	404	308	20,1	1 222	79,9	974	66,0	501	34,0	**1 530**
Total	**61 879**	**19 993**	**21 767**	**8 819**	**82 040**	**72,7**	**30 742**	**27,3**	**83 646**	**74,4**	**28 812**	**25,6**	**112 782**
Soutien administratif													
Temps plein													
• Période indéterminée	6 635	3 669	32 351	15 091	10 321	17,8	47 521	82,2	38 986	67,5	18 760	32,5	**57 842**
• Saisonnier	4	5	38	32	9	11,2	71	88,7	42	53,2	37	46,8	**80**
• Période déterminée	846	496	4 181	2 315	1 364	17,1	6 626	82,9	5 027	64,1	2 811	35,9	**7 990**
Total	7 485	4 170	36 570	17 438	11 694	17,7	54 218	82,3	44 055	67,1	21 608	32,9	**65 912**
Temps partiel													
• Période indéterminée	29	15	1 078	737	45	2,4	1 855	97,6	1 107	59,5	752	40,5	**1 900**
• Période déterminée	40	20	280	159	92	14,7	532	85,3	320	64,1	179	35,9	**624**
Total	69	35	1 358	896	137	5,4	2 387	94,6	1 427	60,5	931	39,5	**2 524**
Total	**7 554**	**4 205**	**37 928**	**18 334**	**11 831**	**17,3**	**56 606**	**82,7**	**45 482**	**66,9**	**22 539**	**33,1**	**68 437**
Exploitation													
Temps plein													
• Période indéterminée	24 719	8 358	3 457	1 081	33 119	87,9	4 556	12,1	28 176	74,9	9 439	25,1	**37 675**
• Saisonnier	573	195	61	16	771	90,8	78	9,2	634	75,0	211	25,0	**849**
• Période déterminée	1 837	383	243	62	2 310	87,6	326	12,4	2 080	82,4	445	17,6	**2 636**
Total	27 129	8 936	3 761	1 159	36 200	87,9	4 960	12,1	30 890	75,4	10 095	24,6	**41 160**
Temps partiel													
• Période indéterminée	107	49	184	137	175	34,0	340	66,0	291	61,0	186	39,0	**515**
• Saisonnier	4	0	3	0	4	57,1	3	42,9	7	100,0	0	0,0	**7**
• Période déterminée	14	14	28	34	41	32,0	86	67,2	42	46,7	48	53,3	**128**
Total	125	63	215	171	220	33,8	429	66,0	340	59,2	234	40,8	**650**
Total	**27 255**	**9 000**	**3 976**	**1 330**	**36 423**	**87,1**	**5 389**	**12,9**	**31 231**	**75,1**	**10 330**	**24,9**	**41 813**
Toutes les catégories													
Temps plein													
• Période indéterminée	90 974	31 233	55 431	24 098	122 373	60,6	79 704	39,4	146 405	72,6	55 331	27,4	**202 077**
• Saisonnier	791	255	133	58	1 051	84,5	193	15,5	924	74,7	313	25,3	**1 244**
• Période déterminée	4 573	1 533	5 774	2 870	6 271	41,5	8 844	58,5	10 347	70,1	4 403	29,9	**15 115**
Total	96 338	33 021	61 338	27 026	129 695	59,4	88 741	40,6	157 676	72,4	60 047	27,6	**218 436**
Temps partiel													
• Période indéterminée	230	132	1 938	1 242	382	10,5	3 244	89,5	2 168	61,2	1 374	38,8	**3 626**
• Saisonnier	55	11	10	0	67	87,0	10	13,0	65	85,5	11	14,5	**77**
• Période déterminée	101	52	407	229	216	21,6	784	78,3	508	64,4	281	35,6	**1 001**
Total	386	195	2 355	1 471	665	14,1	4 038	85,8	2 741	62,2	1 666	37,8	**4 704**
Grand total	**96 801**	**33 239**	**63 705**	**28 502**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173**

[a] L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique. Source des données, p. 54.

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Catégorie et groupe professionnels, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés selon la catégorie et le groupe professionnels, le sexe et le groupe linguistique, 1985

Catégorie et groupe professionnels	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Gestion													
Direction (EX)	1 787	496	119	43	2 283	93,4	162	6,6	1 906	78,0	539	22,0	**2 445**
Gestion supérieure (SM)	1 455	320	146	34	1 775	90,8	180	9,2	1 601	81,9	354	18,1	**1 955**
Total	**3 242**	**816**	**265**	**77**	**4 058**	**92,2**	**342**	**7,8**	**3 507**	**79,7**	**893**	**20,3**	**4 400**
Scientifique et professionnelle													
Actuariat (AC)	9	12	2	0	21	91,3	2	8,7	11	47,8	12	52,2	**23**
Agriculture (AG)	216	51	31	9	267	87,0	40	13,0	247	80,5	60	19,5	**307**
Architecture et urbanisme (AR)	245	59	25	13	304	88,9	38	11,1	270	78,9	72	21,1	**342**
Art dentaire (DE)	30	6	3	0	38	92,7	3	7,3	33	84,6	6	15,4	**41**
Bibliothéconomie (LS)	125	51	301	57	176	32,8	360	67,2	426	79,8	108	20,2	**536**
Chimie (CH)	265	42	76	13	309	77,6	89	22,4	341	86,1	55	13,9	**398**
Droit (LA)	389	143	173	64	532	69,2	237	30,8	562	73,1	207	26,9	**769**
Économie, sociologie et statistique (ES)	1 526	399	417	125	1 928	78,0	544	22,0	1 943	78,8	524	21,2	**2 472**
Enseignement (ED)	801	467	800	486	1 291	49,2	1 334	50,8	1 601	62,7	953	37,3	**2 625**
Enseignement universitaire (UT)	142	87	2	6	237	96,3	9	3,7	144	60,8	93	39,2	**246**
Ergothérapie et physiothérapie (OP)	1	0	17	6	1	3,8	25	96,2	18	75,0	6	25,0	**26**
Génie et arpentage (EN)	2 341	491	75	33	2 835	96,3	108	3,7	2 416	82,2	524	17,8	**2 943**
Mathématiques (MA)	96	31	35	12	127	73,0	47	27,0	131	75,3	43	24,7	**174**
Médecine (MD)	208	67	34	5	277	87,7	39	12,3	242	77,1	72	22,9	**316**
Médecine vétérinaire (VS)	390	164	42	29	555	88,7	71	11,3	432	69,1	193	30,9	**626**
Météorologie (MT)	407	117	27	16	524	92,4	43	7,6	434	76,5	133	23,5	**567**
Pharmacie (PH)	26	16	11	7	42	68,9	19	31,1	37	61,7	23	38,3	**61**
Psychologie (PS)	56	22	19	11	78	71,6	31	28,4	75	69,4	33	30,6	**109**
Recherche historique (HR)	139	50	72	19	189	67,3	92	32,7	211	75,4	69	24,6	**281**
Recherche scientifique (SE)	1 805	168	88	10	1 982	95,2	99	4,8	1 893	91,4	178	8,6	**2 081**
Réglementation scientifique (SG)	309	89	55	22	398	83,6	78	16,4	364	76,6	111	23,4	**476**
Sciences biologiques (BI)	780	124	194	40	914	79,4	237	20,6	974	85,6	164	14,4	**1 151**
Sciences domestiques (HE)	0	0	28	14	0	0,0	43	100,0	28	66,7	14	33,3	**43**
Sciences forestières (FO)	120	32	7	1	153	95,0	8	5,0	127	79,4	33	20,6	**161**
Sciences infirmières (NU)	129	37	1 121	334	168	10,1	1 495	89,9	1 250	77,1	371	22,9	**1 663**
Sciences physiques (PC)	677	92	109	26	772	85,1	135	14,9	786	86,9	118	13,1	**907**
Service scientifique de la défense (DS)	397	114	30	14	511	92,1	44	7,9	427	76,9	128	23,1	**555**
Service social (SW)	75	22	37	6	98	69,5	43	30,5	112	80,0	28	20,0	**141**
Vérification (AU)	2 214	684	230	52	2 898	91,1	282	8,9	2 444	76,9	736	23,1	**3 180**
Total	**13 918**	**3 637**	**4 061**	**1 430**	**17 625**	**75,9**	**5 595**	**24,1**	**17 979**	**78,0**	**5 067**	**22,0**	**23 220**
Administration et service extérieur													
Achat et approvisionnement (PG)	1 141	393	422	137	1 536	73,3	559	26,7	1 563	74,7	530	25,3	**2 095**
Administration des programmes (PM)	12 040	4 899	7 259	2 336	16 954	63,8	9609	36,2	19 299	72,7	7 235	27,3	**26 563**
Commerce (CO)	1 509	414	257	78	1 927	85,2	335	14,8	1 766	78,2	492	21,8	**2 262**
Gestion des finances (FI)	1 386	493	544	218	1 880	71,2	762	28,8	1 930	73,1	711	26,9	**2 642**
Gestion des systèmes informatiques (CS)	1 998	585	575	231	2 586	76,2	807	23,8	2 573	75,9	816	24,1	**3 393**
Gestion du personnel (PE)	923	592	928	515	1 518	51,2	1 444	48,8	1 851	62,6	1 107	37,4	**2 962**
Organisation et méthodes (OM)	514	137	182	54	652	73,4	236	26,6	696	78,5	191	21,5	**888**
Programmes de bien-être social (WP)	968	360	460	165	1 335	67,9	631	32,1	1 428	73,1	525	26,9	**1 966**
Service extérieur (FS)	617	205	131	36	822	83,1	167	16,9	748	75,6	241	24,4	**989**
Services administratifs (AS)	4 370	1 907	3 414	1 973	6 287	53,8	5 390	46,2	7 784	66,7	3 880	33,3	**11 677**

suite du relevé 11

Catégorie et groupe professionnels	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Services d'information (IS)	403	233	410	233	637	49,6	648	50,4	813	63,6	466	36,4	**1 285**
Stagiaires en administration (AT)	18	13	34	21	31	35,6	56	64,4	52	60,5	34	39,5	**87**
Traduction (TR)	86	486	71	526	572	48,9	597	51,1	157	13,4	1 012	86,6	**1 169**
Total	**25 973**	**10 717**	**14 687**	**6 523**	**36 737**	**63,4**	**21 241**	**36,6**	**40 660**	**70,2**	**17 240**	**29,8**	**57 978**
Technique													
Contrôle de la circulation aérienne(AI)	1 836	308	57	22	2 144	96,4	79	3,6	1 893	85,2	330	14,8	**2 223**
Dessin et illustration (DD)	1 126	326	188	58	1 456	85,4	248	14,6	1 314	77,4	384	22,6	**1 704**
Électronique (EL)	2 410	604	36	7	3 018	98,6	43	1,4	2 446	80,0	611	20,0	**3 061**
Inspection des produits primaires (PI)	1 828	638	159	66	2 468	91,6	225	8,4	1 987	73,8	704	26,2	**2 693**
Inspection technique (TI)	1 113	378	29	4	1 493	97,8	33	2,2	1 142	74,9	382	25,1	**1 526**
Navigation aérienne (AO)	434	93	17	7	532	95,7	24	4,3	451	81,9	100	18,1	**556**
Officiers de navire (SO)	1 177	292	52	23	1 470	95,1	75	4,9	1 229	79,6	315	20,4	**1 545**
Photographie (PY)	92	35	15	4	127	87,0	19	13,0	107	73,3	39	26,7	**146**
Radiotélégraphie (RO)	955	172	66	19	1 127	93,0	85	7,0	1 021	84,2	191	15,8	**1 212**
Soutien de l'enseignement (EU)	7	4	39	2	11	20,8	42	79,2	46	88,5	6	11,5	**53**
Soutien des sciences sociales (SI)	739	348	777	319	1 091	49,8	1 098	50,2	1 516	69,4	667	30,6	**2 189**
Soutien technologique et scientifique (EG)	5 047	1 130	989	174	6 202	84,0	1 178	16,0	6 036	82,2	1 304	17,8	**7 380**
Techniciens divers (GT)	1 982	495	330	84	2 481	85,7	415	14,3	2 312	80,0	579	20,0	**2 896**
Total	**18 746**	**4 823**	**2 754**	**789**	**23 620**	**86,9**	**3 564**	**13,1**	**21 500**	**79,3**	**5 612**	**20,7**	**27 184**
Soutien administratif													
Commis aux écritures et règlements (CR)	6 331	3 701	27 238	12 515	10 082	20,1	40 014	79,9	33 569	67,4	16 216	32,6	**50 096**
Communications (CM)	346	85	201	49	431	63,0	253	37,0	547	80,3	134	19,7	**684**
Mécanographie (OE)	127	81	137	98	223	48,0	242	52,0	264	59,6	179	40,4	**465**
Secrétariat, sténographie, dactylographie (ST)	115	44	8 710	5 077	160	1,1	13 838	98,9	8 825	63,3	5 121	36,7	**13 998**
Traitements des données (DA)	635	294	1 642	595	935	29,3	2 259	70,7	2 277	71,9	889	28,1	**3 194**
Total	**7 554**	**4 205**	**37 928**	**18 334**	**11 831**	**17,3**	**56 606**	**82,7**	**45 482**	**66,9**	**22 539**	**33,1**	**68 437**
Exploitation													
Chauffage, force motrice et opération de machines fixes (HP)	1 659	412	11	1	2 083	99,4	13	0,6	1 670	80,2	413	19,8	**2 096**
Équipage de navires (SC)	1 840	330	46	13	2 174	97,3	60	2,7	1 886	84,6	343	15,4	**2 234**
Gardiens de phare (LI)	356	33	7	0	389	98,2	7	1,8	363	91,7	33	8,3	**396**
Manœuvres et hommes de métier (GL)	11 372	3 544	233	48	14 990	98,1	289	1,9	11 605	76,4	3 592	23,6	**15 279**
Pompiers (FR)	1 209	205	6	2	1 415	99,4	8	0,6	1 215	85,4	207	14,6	**1 423**
Réparation de navires (SR)	2 386	32	9	0	2 431	99,6	9	0,4	2 395	98,7	32	1,3	**2 440**
Services correctionnels (CX)	2 652	1 472	458	121	4 125	87,7	580	12,3	3 110	66,1	1 593	33,9	**4 705**
Services d'imprimerie (PR)	286	477	128	282	765	65,1	411	34,9	414	35,3	759	64,7	**1 176**
Services divers (GS)	5 266	2 032	2 534	556	7 331	70,1	3 129	29,9	7 800	75,1	2 588	24,9	**10 461**
Services hospitaliers (HS)	229	463	544	307	720	44,9	883	55,1	773	50,1	770	49,9	**1 603**
Total	**27 255**	**9 000**	**3 976**	**1 330**	**36 423**	**87,1**	**5 389**	**12,9**	**31 231**	**75,1**	**10 330**	**24,9**	**41 813**
Grand total	**96 801**	**33 239**	**63 705**	**28 502**	**130 461**	**58,4**	**92 797**	**41,6**	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**223 173***

*L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: - L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la catégorie professionnelle, le groupe professionnel ou le groupe linguistique.

- Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Catégorie professionnelle et lieu de travail

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés selon la catégorie professionnelle et le lieu de travail, 1985

	Région de la Capitale nationale		Autres lieux de travail		
Catégorie professionnelle	N.	%	N.	%	**Total**
Gestion	3 051	69,3	1 349	30,7	**4 400**
Scientifique et professionnelle	9 166	39,5	14 054	60,5	**23 220**
Administration et service extérieur	23 026	39,7	34 952	60,3	**57 978**
Technique	6 644	24,4	20 540	75,6	**27 184**
Total (catégories d'agents)	**41 887**	**37,1**	**70 895**	**62,9**	**112 782**
Soutien administratif	25 109	36,7	43 328	63,3	**68 437**
Exploitation	4 990	11,9	36 823	88,1	**41 813**
Grand total	**72 129**	**32,3**	**151 130**	**67,7**	**223 173**[a]

[a] L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: -L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la catégorie professionnelle.

Catégorie de la gestion et femmes, francophones et autochtones

Répartition, en nombre et pourcentage, des hommes, des femmes, des anglophones, des francophones et des autochtones de la catégorie de la gestion, selon le groupe et le niveau, 1984 et 1985

1984

	Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		Autochtones		Effectif total de la catégorie
Groupe et niveau	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	
EX-5[a]	89	100,0	0	0,0	68	76,4	21	23,6	0	0,0	**89**
EX-4	196	93,3	14	6,7	161	76,7	49	23,3	1	0,5	**210**
EX-3	498	96,7	17	3,3	408	79,2	107	20,8	3	0,6	**515**
EX-2	612	93,7	41	6,3	518	79,3	135	20,7	2	0,3	**653**
EX-1	718	91,5	67	8,5	611	77,8	174	22,2	5	0,6	**785**
SX (non transposés)	6	100,0	0	0,0	4	66,7	2	33,3	0	0,0	**6**
SM	1 863	92,1	160	7,9	1 660	82,1	363	17,9	10	0,5	**2 023**
Total	**3 982**	**93,0**	**299**	**7,0**	**3 430**	**80,1**	**851**	**19,9**	**21**	**0,5**	**4 281**

1985

EX-5[a]	86	98,9	1	1,1	66	75,9	21	24,1	0	0,0	**87**
EX-4	195	94,7	11	5,3	157	76,2	49	23,8	2	1,0	**206**
EX-3	443	95,5	21	4,5	368	79,3	96	20,7	2	0,4	**464**
EX-2	665	93,5	46	6,5	558	78,5	153	21,5	3	0,4	**711**
EX-1	894	91,5	83	8,5	757	77,5	220	22,5	5	0,5	**977**
SM	1 775	90,8	180	9,2	1 601	81,9	354	18,1	14	0,7	**1 955**
Total	**4 058**	**92,2**	**342**	**7,8**	**3 507**	**79,7**	**893**	**20,3**	**26**	**0,6**	**4 400**

[a] Comprend, en 1984, 10 cadres de direction désignés GX et 8 en 1985. À ce titre, ils ont droit au salaire de DM-1.

14 Exigences linguistiques du poste, catégorie professionnelle et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés selon la catégorie professionnelle, les exigences linguistiques du poste et le groupe linguistique, 1985

		Anglophones		Francophones		Anglophones et francophones	
Catégorie professionnelle	Exigences linguistiques du poste	N.	%	N.	%		**Total**
Gestion	**Bilingue**	2 396	75,5	779	24,5	3 175	**3 175**
	Anglais	750	98,7	10	1,3	760	**760**
	Français	0	0,0	2	100,0	2	**2**
	Anglais ou français	297	77,3	87	22,7	384	**384**
	Total	**3 507**	**79,7**	**893**	**20,3**	**4 400**	**4 400**
Scientifique et professionnelle	**Bilingue**	3 975	50,4	3 912	49,6	7 887	**7 887**
	Anglais	12 759	98,1	253	1,9	13 012	**13 012**
	Français	17	2,5	656	97,5	673	**673**
	Anglais ou français	663	80,5	161	19,5	824	**824**
	Total	**17 979**	**78,0**	**5 067**	**22,0**	**23 046**	**23 220**
Administration et service extérieur	**Bilingue**	9 422	41,0	13 580	59,0	23 002	**23 002**
	Anglais	29 109	97,8	650	2,2	29 759	**29 759**
	Français	12	0,5	2 344	99,5	2 356	**2 356**
	Anglais ou français	1 431	78,2	398	21,8	1 829	**1 829**
	Total	**40 660**	**70,2**	**17 240**	**29,8**	**57 900**	**57 978**
Technique	**Bilingue**	1 847	33,8	3 622	66,2	5 469	**5 469**
	Anglais	18 273	97,3	507	2,7	18 780	**18 780**
	Français	26	2,3	1 128	97,7	1 154	**1 154**
	Anglais ou français	1 070	77,9	303	22,1	1 373	**1 373**
	Total	**21 500**	**79,3**	**5 612**	**20,7**	**27 112**	**27 184**
Soutien administratif	**Bilingue**	5 216	27,9	13 461	72,1	18 677	**18 677**
	Anglais	35 574	95,9	1 519	4,1	37 093	**37 093**
	Français	73	1,3	5 487	98,7	5 560	**5 560**
	Anglais ou français	2 680	66,9	1 324	33,1	4 004	**4 004**
	Total	**45 482**	**66,9**	**22 539**	**33,1**	**68 021**	**68 437**
Exploitation	**Bilingue**	693	23,7	2 226	76,3	2 919	**2 919**
	Anglais	27 363	97,9	591	2,1	27 954	**27 954**
	Français	148	2,7	5 436	97,3	5 584	**5 584**
	Anglais ou français	1 855	50,3	1 830	49,7	3 685	**3 685**
	Total	**31 231**	**75,1**	**10 330**	**24,9**	**41 561**	**41 813**
Toutes les catégories	**Bilingue**	23 611	38,6	37 635	61,4	61 246	**61 246**
	Anglais	123 872	97,2	3 531	2,8	127 403	**127 403**
	Français	276	1,8	15 055	98,2	15 331	**15 331**
	Anglais ou français	7 997	66,1	4 103	33,9	12 100	**12 100**
	Grand total	**160 506**	**72,2**	**61 741**	**27,8**	**222 247**	**223 173**[a]

[a] L'effectif total de 1985 ne provient pas de la même source que les autres données; voir Note technique, Source des données, p. 54.

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la catégorie professionnelle, les exigences linguistiques du poste ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Catégorie de la gestion, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés de la catégorie de la gestion selon le ministère, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Affaires des anciens combattants	24	4	3	1	28	87,5	4	12,5	27	84,4	5	15,6	32
Affaires extérieures	335	91	12	4	426	96,4	16	3,6	347	78,5	95	21,5	442
Affaires indiennes et du Nord canadien	124	23	9	3	147	92,5	12	7,5	133	83,6	26	16,4	159
Agence canadienne de développement international	72	36	5	4	108	92,3	9	7,7	77	65,8	40	34,2	117
Agriculture	171	27	4	2	198	97,1	6	2,9	175	85,8	29	14,2	204
Approvisionnements et Services	162	45	8	2	207	95,4	10	4,6	170	78,3	47	21,7	217
Archives publiques du Canada	13	4	1	0	17	94,4	1	5,6	14	77,8	4	22,2	18
Bibliothèque nationale du Canada	3	0	4	1	3	37,5	5	62,5	7	87,5	1	12,5	8
Bureau canadien de la sécurité aérienne	6	0	0	0	6	100,0	0	0,0	6	100,0	0	0,0	6
Bureau de la Coordonnatrice, Situation de la femme	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	1
Bureau de l'Administrateur de l'Office du transport du grain	3	0	0	0,0	3	100,0	0	0,0	3	100,0	0	0,0	3
Bureau des relations fédérales-provinciales	11	10	2	2	21	84,0	4	16,0	13	52,0	12	48,0	25
Bureau du Chef de cabinet du Gouverneur général	2	2	0	0	4	100,0	0	0,0	2	50,0	2	50,0	4
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	0	1	0	0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1
Bureau du Commissaire aux langues officielles	3	9	1	2	12	80,0	3	20,0	4	26,7	11	73,3	15
Bureau du Conseil privé	34	9	17	3	43	68,3	20	31,7	51	81,0	12	19,0	63
Bureau du Directeur général des élections	0	3	0	0	3	100,0	0	0,0	0	0,0	3	100,0	3
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	4	0	0	0	4	100,0	0	0,0	4	100,0	0	0,0	4
Commission canadienne des droits de la personne	3	0	3	0	3	50,0	3	50,0	6	100,0	0	0,0	6
Commission canadienne des grains	6	0	0	0	6	100,0	0	0,0	6	100,0	0	0,0	6
Commission canadienne des pensions	2	1	1	0	3	75,0	1	25,0	3	75,0	1	25,0	4
Commission canadienne des transports	29	4	0	0	33	100,0	0	0,0	29	87,9	4	12,1	33
Commission d'appel de l'immigration	1	0	1	0	1	50,0	1	50,0	2	100,0	0	0,0	2
Commission de la Fonction publique	34	21	8	8	55	77,5	16	22,5	42	59,2	29	40,8	71
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	7	4	0	0	11	100,0	0	0,0	7	63,6	4	36,4	11
Commission du tarif	1	1	0	0	2	100,0	0	0,0	1	50,0	1	50,0	2
Commission mixte internationale	3	0	0	0	3	100,0	0	0,0	3	100,0	0	0,0	3
Commission nationale des libérations conditionnelles	6	1	0	0	7	100,0	0,0	0,0	6	85,7	1	14,3	7
Communications	64	26	8	4	90	88,2	12	11,8	72	70,6	30	29,4	102
Conseil canadien des relations de travail	7	0	0	0	7	100,0	0	0,0	7	100,0	0	0,0	7
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	16	8	2	0	24	92,3	2	7,7	18	69,2	8	30,8	26
Conseil du Trésor (Bureau du Contrôleur général)	52	5	5	3	57	87,7	8	12,3	57	87,7	8	12,3	65
Conseil du Trésor (Secrétariat)	112	25	27	8	137	79,7	35	20,3	139	80,8	33	19,2	172

suite du relevé 15

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Consommation et Corporations	57	13	5	4	**70**	88,6	9	11,4	62	78,5	17	21,5	**79**
Cour fédérale	1	0	0	0	**1**	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Cour suprême	1	0	0	0	**1**	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Défense nationale (civils)	120	18	1	0	**138**	99,3	1	0,7	121	87,1	18	12,9	**139**
Département des Assurances	10	1	0	0	**11**	100,0	0	0,0	10	90,9	1	9,1	**11**
Emploi et Immigration	130	61	18	3	**191**	90,1	21	9,9	148	69,8	64	30,2	**212**
Énergie, Mines et Ressources	152	19	8	0	**171**	95,5	8	4,5	160	89,4	19	10,6	**179**
Environnement	196	38	10	2	**234**	95,1	12	4,9	206	83,7	40	16,3	**246**
Expansion industrielle régionale	213	61	16	3	**274**	93,5	19	6,5	229	78,2	64	21,8	**293**
Finances	65	13	5	1	**78**	92,9	6	7,1	70	83,3	14	16,7	**84**
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	0	1	0	0	**1**	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	**1**
Investissement Canada	11	1	2	0	**12**	85,7	2	14,3	13	92,9	1	7,1	**14**
Justice	8	5	1	1	**13**	86,7	2	13,3	9	60,0	6	40,0	**15**
Musées nationaux du Canada	22	5	2	0	**27**	93,1	2	6,9	24	82,8	5	17,2	**29**
Office national de l'énergie	22	0	1	0	**22**	95,7	1	4,3	23	100,0	0	0,0	**23**
Pêches et Océans	121	18	4	1	**139**	96,5	5	3,5	125	86,8	19	13,2	**144**
Revenu national (Douanes et Accise)	86	18	5	1	**104**	94,5	6	5,5	91	82,7	19	17,3	**110**
Revenu national (Impôt)	86	27	7	0	**113**	94,2	7	5,8	93	77,5	27	22,5	**120**
Santé nationale et Bien-être social	108	21	14	5	**129**	87,2	19	12,8	122	82,4	26	17,6	**148**
Sciences et Technologie	21	6	4	0	**27**	87,1	4	12,9	25	80,6	6	19,4	**31**
Secrétariat d'État du Canada	24	23	6	4	**47**	82,5	10	17,5	30	52,6	27	47,4	**57**
Service correctionnel du Canada	51	16	4	2	**67**	91,8	6	8,2	55	75,3	18	24,7	**73**
Solliciteur général	23	5	2	0	**28**	93,3	2	6,7	25	83,3	5	16,7	**30**
Statistique Canada	58	18	8	2	**76**	88,4	10	11,6	66	76,7	20	23,3	**86**
Transports	226	38	10	0	**264**	96,4	10	3,6	236	86,1	38	13,9	**274**
Travail	24	7	8	0	**31**	79,5	8	20,5	32	82,1	7	17,9	**39**
Travaux publics	96	23	2	1	**119**	97,5	3	2,5	98	80,3	24	19,7	**122**
Total	**3 242**	**816**	**265**	**77**	**4 058**	**92,2**	**342**	**7,8**	**3 507**	**79,7**	**893**	**20,3**	**4 400**

Catégorie scientifique et professionnelle, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés de la catégorie scientifique et professionnelle selon le ministère, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Affaires des anciens combattants	64	42	107	187	106	26,4	296	73,6	171	42,7	229	57,2	**402**
Affaires extérieures	30	6	14	1	37	71,2	15	28,8	44	86,3	7	13,7	**52**
Affaires indiennes et du Nord canadien	791	76	672	61	880	53,9	752	46,1	1 463	91,4	137	8,6	**1 632**
Agence canadienne de développement international	42	28	3	2	70	93,3	5	6,7	45	60,0	30	40,0	**75**
Agriculture	1 940	424	236	84	2 376	88,1	321	11,9	2 176	81,1	508	18,9	**2 697**
Approvisionnements et Services	133	52	15	5	185	90,2	20	9,8	148	72,2	57	27,8	**205**
Archives publiques du Canada	52	21	33	9	73	62,9	43	37,1	85	73,9	30	26,1	**116**
Bibliothèque nationale du Canada	49	18	106	21	67	34,5	127	65,5	155	79,9	39	20,1	**194**
Bureau canadien de la sécurité aérienne	8	1	1	3	9	69,2	4	30,8	9	69,2	4	30,8	**13**
Bureau de l'Administrateur de l'Office du transport du grain	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Bureau des relations fédérales-provinciales	2	0	1	0	2	66,7	1	33,3	3	100,0	0	0,0	**3**
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	1	1	1	2	2	40,0	3	60,0	2	40,0	3	60,0	**5**
Bureau du Commissaire aux langues officielles	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Bureau de la Coordonnatrice, Situation de la femme	0	0	4	0	0	0,0	4	100,0	4	100,0	0	0,0	**4**
Bureau de services juridiques des pensions	23	5	10	2	28	70,0	12	30,0	33	82,5	7	17,5	**40**
Bureau du Conseil privé	3	0	1	0	3	75,0	1	25,0	4	100,0	0	0,0	**4**
Bureau du Directeur général des élections	0	0	0	1	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	**1**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	2	0	0	0	2	100,0	0	0,0	2	100,0	0	0,0	**2**
Commission canadienne des droits de la personne	3	1	2	0	4	66,7	2	33,3	5	83,3	1	16,7	**6**
Commission canadienne des grains	28	0	7	0	28	80,0	7	20,0	35	100,0	0	0,0	**35**
Commission canadienne des pensions	26	4	4	0	30	88,2	4	11,8	30	88,2	4	11,8	**34**
Commission canadienne des transports	111	30	16	9	141	84,9	25	15,1	127	76,5	39	23,5	**166**
Commission d'appel de l'immigration	0	1	2	0	1	33,3	2	66,7	2	66,7	1	33,3	**3**
Commission de la Fonction publique	82	215	94	297	304	42,3	415	57,7	176	25,6	512	74,4	**719**
Commission de la réforme du droit du Canada	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Commission des allocations aux anciens combattants	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	1	0	1	2	1	25,0	3	75,0	2	50,0	2	50,0	**4**
Commission du tarif	9	1	0	0	10	100,0	0	0,0	9	90,0	1	10,0	**10**
Commission mixte internationale	3	0	0	0	8	88,9	1	11,1	3	100,0	0	0,0	**9**
Commission nationale des libérations conditionnelles	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Communications	266	63	14	5	330	94,6	19	5,4	280	80,5	68	19,5	**349**
Conseil canadien des relations de travail	1	1	2	1	2	40,0	3	60,0	3	60,0	2	40,0	**5**

suite du relevé 16

Ministère	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	23	6	4	0	29	87,9	4	12,1	27	81,8	6	18,2	**33**
Conseil de révision des pensions	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Conseil du Trésor (Bureau du Contrôleur général)	4	1	0	0	5	100,0	0	0,0	4	80,0	1	20,0	**5**
Conseil du Trésor (Secrétariat)	29	4	4	1	33	86,8	5	13,2	33	86,8	5	13,2	**38**
Consommation et Corporations	157	38	26	10	195	84,4	36	15,6	183	79,2	48	20,8	**231**
Cour canadienne de l'impôt	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Cour fédérale	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Cour suprême	0	3	3	2	3	37,5	5	62,5	3	37,5	5	62,5	**8**
Défense nationale (civils)	1 046	353	211	128	1 408	80,4	343	19,6	1 257	72,3	481	27,7	**1 751**
Département des Assurances	9	10	2	0	19	90,5	2	9,5	11	52,4	10	47,6	**21**
Emploi et Immigration	130	51	45	13	181	75,4	59	24,6	175	73,2	64	26,8	**240**
Énergie, Mines et Ressources	1 088	183	145	36	1 271	87,5	181	12,5	1 233	84,9	219	15,1	**1 452**
Environnement	1 457	318	158	60	1 775	89,0	219	11,0	1 615	81,0	378	19,0	**1 994**
Expansion industrielle régionale	58	25	13	6	83	81,4	19	18,6	71	69,1	31	30,9	**102**
Finances	159	39	34	10	198	81,8	44	18,2	193	79,8	49	20,2	**242**
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	15	4	12	2	19	57,6	14	42,4	27	81,8	6	18,2	**33**
Investissement Canada	5	0	1	0	5	83,3	1	16,7	6	100,0	0	0,0	**6**
Justice	345	129	159	54	474	69,0	213	31,0	504	73,4	183	26,6	**687**
Musées nationaux du Canada	59	11	33	3	70	66,0	36	34,0	92	86,8	14	13,2	**106**
Office national de l'énergie	95	17	14	4	114	86,4	18	13,6	109	83,8	21	16,2	**132**
Pêches et Océans	843	104	98	16	952	89,1	116	10,9	941	88,7	120	11,3	**1 068**
Revenu national (Douanes et Accise)	393	107	47	16	500	88,8	63	11,2	440	78,2	123	21,8	**563**
Revenu national (Impôt)	1 714	531	191	46	2 245	90,4	238	9,6	1 905	76,8	577	23,2	**2 483**
Santé nationale et Bien-être social	727	160	941	148	896	44,1	1 135	55,9	1 668	84,4	308	15,6	**2 031**
Sciences et Technologie	3	0	4	0	3	42,9	4	57,1	7	100,0	0	0,0	**7**
Secrétariat d'État du Canada	9	12	6	9	21	58,3	15	41,7	15	41,7	21	58,3	**36**
Service correctionnel du Canada	271	133	298	74	409	52,3	373	47,7	569	73,3	207	26,7	**782**
Solliciteur général	20	2	19	2	22	51,2	21	48,8	39	90,7	4	9,3	**43**
Statistique Canada	445	158	162	57	603	73,4	219	26,6	607	73,8	215	26,2	**822**
Transports	642	142	52	30	785	90,5	82	9,5	694	80,1	172	19,9	**867**
Travail	33	6	7	3	39	79,6	10	20,4	40	81,6	9	18,4	**49**
Travaux publics	465	100	21	8	565	95,1	29	4,9	486	81,8	108	18,2	**594**
Total	**13 918**	**3 637**	**4 061**	**1 430**	**17 625**	**75,9**	**5 595**	**24,1**	**17 979**	**78,0**	**5 067**	**22,0**	**23 220**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

17 Catégorie de l'administration et du service extérieur, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés de la catégorie de l'administration et du service extérieur selon le ministère, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Affaires des anciens combattants	406	109	265	54	517	61,8	319	38,2	671	80,5	163	19,5	**836**
Affaires extérieures	965	341	269	93	1 306	78,3	362	21,7	1 234	74,0	434	26,0	**1 668**
Affaires indiennes et du Nord canadien	840	198	557	119	1 041	60,5	679	39,5	1 397	81,5	317	18,5	**1 720**
Agence canadienne de développement international	184	176	96	109	360	63,7	205	36,3	280	49,6	285	50,4	**565**
Agriculture	597	183	286	95	782	67,2	381	32,8	883	76,1	278	23,9	**1 163**
Approvisionnements et Services	1 666	650	747	405	2 317	66,8	1 152	33,2	2 413	69,6	1 055	30,4	**3 469**
Archives publiques du Canada	78	36	27	20	114	70,8	47	29,2	105	65,2	56	34,8	**161**
Bibliothèque nationale du Canada	17	9	15	10	26	51,0	25	49,0	32	62,7	19	37,3	**51**
Bureau canadien de la sécurité aérienne	6	2	12	5	8	32,0	17	68,0	18	72,0	7	28,0	**25**
Bureau de la Coordonnatrice, Situation de la femme	0	0	11	7	0	0,0	18	100,0	11	61,1	7	38,9	**18**
Bureau de l'Administrateur de l'Office du transport du grain	6	0	2	0	6	75,0	2	25,0	8	100,0	0	0,0	**8**
Bureau de services juridiques des pensions	4	3	12	4	7	30,4	16	69,6	16	69,6	7	30,4	**23**
Bureau des relations fédérales-provinciales	4	1	4	1	5	50,0	5	50,0	8	80,0	2	20,0	**10**
Bureau du Chef de cabinet Gouverneur général	0	5	2	6	5	31,3	11	68,8	2	15,4	11	84,6	**16**
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	0	2	0	2	2	50,0	2	50,0	0	0,0	4	100,0	**4**
Bureau du Commissaire aux langues officielles	9	30	14	23	39	51,3	37	48,7	23	30,3	53	69,7	**76**
Bureau du Conseil privé	20	21	22	20	41	49,4	42	50,6	42	50,6	41	49,4	**83**
Bureau du Directeur général des élections	1	6	5	3	7	46,7	8	53,3	6	40,0	9	60,0	**15**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	12	8	4	2	20	76,9	6	23,1	16	61,5	10	38,5	**26**
Commission canadienne des droits de la personne	29	11	35	13	40	45,5	48	54,5	64	72,7	24	27,3	**88**
Commission canadienne des grains	22	1	11	2	25	65,8	13	34,2	33	91,7	3	8,3	**38**
Commission canadienne des pensions	29	8	25	4	38	56,7	29	43,3	54	81,8	12	18,2	**67**
Commission canadienne des transports	99	51	54	30	150	64,1	84	35,9	153	65,4	81	34,6	**234**
Commission d'appel de l'immigration	8	4	4	3	12	63,2	7	36,8	12	63,2	7	36,8	**19**
Commission de la Fonction publique	256	210	209	223	467	51,9	432	48,1	465	51,8	433	48,2	**899**
Commission de la réforme du droit du Canada	0	1	2	3	1	16,7	5	83,3	2	33,3	4	66,7	**6**
Commission des allocations aux anciens combattants	7	1	5	3	8	50,0	8	50,0	12	75,0	4	25,0	**16**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	6	9	6	6	15	55,6	12	44,4	12	44,4	15	55,6	**27**
Commission du tarif	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Commission mixte internationale	2	0	1	0	3	75,0	1	25,0	3	100,0	0	0,0	**4**
Commission nationale des libérations conditionnelles	27	12	26	21	39	45,3	47	54,7	53	61,6	33	38,4	**86**
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1	1	0	3	2	40,0	3	60,0	1	20,0	4	80,0	**5**
Communications	197	102	123	105	299	56,6	229	43,4	320	60,7	207	39,3	**528**

suite du relevé 17

Ministère	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Conseil canadien des relations de travail	9	6	3	9	15	55,6	12	44,4	12	44,4	15	55,6	27
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	70	55	33	48	126	60,9	81	39,1	103	50,0	103	50,0	207
Conseil de révision des pensions	0	1	0	1	1	50,0	1	50,0	0	0,0	2	100,0	2
Conseil du Trésor (Bureau du Contrôleur général)	22	6	15	7	28	56,0	22	44,0	37	74,0	13	26,0	50
Conseil du Trésor (Secrétariat)	145	67	98	46	212	59,6	144	40,4	243	68,3	113	31,7	356
Consommation et Corporations	280	142	135	104	422	63,8	239	36,2	415	62,8	246	37,2	661
Cour canadienne de l'impôt	3	5	6	1	8	53,3	7	46,7	9	60,0	6	40,0	15
Cour fédérale	23	15	13	14	38	58,5	27	41,5	36	55,4	29	44,6	65
Cour suprême	2	2	1	3	4	50,0	4	50,0	3	37,5	5	62,5	8
Défense nationale (civils)	1 255	307	368	127	1 563	75,9	496	24,1	1 623	78,9	434	21,1	2 059
Département des Assurances	75	23	24	8	98	75,4	32	24,6	99	76,2	31	23,8	130
Emploi et Immigration	4 543	2 413	3 729	1 524	6 963	57,0	5 256	43,0	8 272	67,8	3 937	32,2	12 219
Énergie, Mines et Ressources	403	128	233	102	531	61,3	335	38,7	636	73,4	230	26,6	866
Environnement	655	222	324	154	877	64,7	478	35,3	979	72,3	376	27,7	1 355
Expansion industrielle régionale	777	250	257	142	1 027	72,0	399	28,0	1 033	72,4	392	27,6	1 426
Finances	93	35	70	42	129	53,5	112	46,5	163	67,9	77	32,1	241
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	90	23	79	39	114	49,1	118	50,9	169	73,2	62	26,8	232
Investissement Canada	27	9	14	5	36	65,5	19	34,5	41	74,5	14	25,5	55
Justice	24	17	32	21	41	43,6	53	56,4	56	59,6	38	40,4	94
Musées nationaux du Canada	62	44	96	45	106	42,9	141	57,1	158	64,0	89	36,0	247
Office de l'établissement agricole des anciens combattants	45	7	14	1	52	77,6	15	22,4	59	88,1	8	11,9	67
Office national de l'énergie	66	12	28	8	78	68,4	36	31,6	94	82,5	20	17,5	114
Pêches et Océans	474	132	199	73	606	69,0	272	31,0	673	76,7	205	23,3	878
Revenu national (Douanes et Accise)	3 144	1 191	1 299	327	4 337	72,7	1 630	27,3	4 443	74,5	1 518	25,5	5 967
Revenu national (Impôt)	3 493	1 127	2 120	622	4 622	62,8	2 743	37,2	5 613	76,2	1 749	23,8	7 365
Santé nationale et Bien-être social	645	252	671	250	905	49,4	927	50,6	1 316	72,4	502	27,6	1 832
Sciences et Technologie	8	3	7	7	11	42,3	15	57,7	15	60,0	10	40,0	26
Secrétariat d'État du Canada	260	606	317	708	866	45,8	1 025	54,2	577	30,5	1 314	69,5	1 891
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2	4	1	3	6	60,0	4	40,0	3	30,0	7	70,0	10
Service correctionnel du Canada	1 059	466	367	194	1 525	73,1	562	26,9	1 426	68,4	660	31,6	2 087
Solliciteur général	48	9	45	17	61	49,2	63	50,8	93	78,2	26	21,8	124
Statistique Canada	357	178	203	119	536	62,1	327	37,9	560	65,3	297	34,7	863
Transports	1 318	434	644	243	1 755	66,4	887	33,6	1 962	74,3	677	25,7	2 642
Travail	171	65	91	24	236	67,2	115	32,8	262	74,6	89	25,4	351
Travaux publics	826	270	300	91	1 099	73,7	392	26,3	1 126	75,7	361	24,3	1 491
Total	**25 973**	**10 717**	**14 687**	**6 523**	**36 737**	**63,4**	**21 241**	**36,6**	**40 660**	**70,2**	**17 240**	**29,8**	**57 978**

Nota: - L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

- Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Catégorie technique, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés de la catégorie technique selon le ministère, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Affaires des anciens combattants	6	7	9	12	13	38,2	21	61,8	15	44,1	19	55,9	**34**
Affaires extérieures	115	16	22	7	131	81,9	29	18,1	137	85,6	23	14,4	**160**
Affaires indiennes et du Nord canadien	224	37	81	10	263	74,1	92	25,9	305	86,6	47	13,4	**355**
Agence canadienne de développement international	3	7	1	7	10	55,6	8	44,4	4	22,2	14	77,8	**18**
Agriculture	2 310	735	538	117	3 055	82,2	660	17,8	2 848	77,0	852	23,0	**3 715**
Approvisionnements et Services	83	39	18	13	122	79,7	31	20,3	101	66,0	52	34,0	**153**
Archives publiques du Canada	56	24	31	19	80	61,5	50	38,5	87	66,9	43	33,1	**130**
Bibliothèque nationale du Canada	7	4	25	22	11	19,0	47	81,0	32	55,2	26	44,8	**58**
Bureau canadien de la sécurité aérienne	52	15	4	1	69	93,2	5	6,8	56	77,8	16	22,2	**74**
Bureau du Chef de cabinet du Gouverneur général	2	0	0	0	2	100,0	0	0,0	2	100,0	0	0,0	**2**
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	0	0	0	1	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	**1**
Bureau du Commissaire aux langues officielles	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Bureau du Conseil privé	2	2	1	1	4	66,7	2	33,3	3	50,0	3	50,0	**6**
Bureau du Directeur général des élections	1	4	0	1	5	83,3	1	16,7	1	16,7	5	83,3	**6**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Commission canadienne des droits de la personne	0	0	0	1	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	**1**
Commission canadienne des grains	297	19	51	1	318	85,7	53	14,3	348	94,6	20	5,4	**371**
Commission canadienne des transports	68	15	12	3	83	84,7	15	15,3	80	81,6	18	18,4	**98**
Commission d'appel de l'immigration	2	0	0	0	2	100,0	0	0,0	2	100,0	0	0,0	**2**
Commission de la Fonction publique	16	18	13	6	34	64,2	19	35,8	29	54,7	24	45,3	**53**
Commission des allocations aux anciens combattants	2	0	0	0	2	100,0	0	0,0	2	100,0	0	0,0	**2**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	1	2	0	1	3	75,0	1	25,0	1	25,0	3	75,0	**4**
Commission du tarif	2	1	3	0	3	50,0	3	50,0	5	83,3	1	16,7	**6**
Commission mixte internationale	1	0	1	0	2	66,7	1	33,3	2	100,0	0	0,0	**3**
Commission nationale des libérations conditionnelles	2	0	2	0	2	50,0	2	50,0	4	100,0	0	0,0	**4**
Communications	436	118	27	7	554	94,2	34	5,8	463	78,7	125	21,3	**588**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2	3	3	1	5	55,6	4	44,4	5	55,6	4	44,4	**9**
Conseil du Trésor (Secrétariat)	7	1	1	4	8	61,5	5	38,5	8	61,5	5	38,5	**13**
Consommation et Corporations	378	140	38	12	518	91,2	50	8,8	416	73,2	152	26,8	**568**
Cour canadienne de l'impôt	0	1	0	0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	**1**
Cour fédérale	2	2	3	0	4	57,1	3	42,9	5	71,4	2	28,6	**7**
Cour suprême	0	2	1	3	2	33,3	4	66,7	1	16,7	5	83,3	**6**
Défense nationale (civils)	2 161	593	130	33	2 757	94,3	166	5,7	2 291	78,5	626	21,5	**2 923**
Département des Assurances	0	0	1	1	0	0,0	2	100,0	1	50,0	1	50,0	**2**
Emploi et Immigration	17	20	24	5	37	55,2	30	44,8	41	62,1	25	37,9	**67**
Énergie, Mines et Ressources	669	217	145	30	886	83,5	175	16,5	814	76,7	247	23,3	**1 061**
Environnement	1 780	346	235	58	2 131	87,9	294	12,1	2 015	83,3	404	16,7	**2 425**

suite du relevé 18

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Expansion industrielle régionale	31	17	19	5	**48**	66,7	**24**	33,3	**50**	69,4	**22**	30,6	**72**
Finances	15	12	12	5	**27**	61,4	**17**	38,6	**27**	61,4	**17**	38,6	**44**
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	43	7	22	7	**50**	63,3	**29**	36,7	**65**	82,3	**14**	17,7	**79**
Investissement Canada	0	0	4	0	**0**	0,0	**4**	100,0	**4**	100,0	**0**	0,0	**4**
Justice	7	5	43	15	**12**	17,1	**58**	82,9	**50**	71,4	**20**	28,6	**70**
Musées nationaux du Canada	165	30	80	16	**195**	67,0	**96**	33,0	**245**	84,2	**46**	15,8	**291**
Office national de l'énergie	14	2	7	2	**16**	64,0	**9**	36,0	**21**	84,0	**4**	16,0	**25**
Pêches et Océans	1 627	189	170	32	**1 816**	90,0	**202**	10,0	**1 797**	89,0	**221**	11,0	**2 018**
Revenu national (Douanes et Accise)	2	8	4	3	**10**	58,8	**7**	41,2	**6**	35,3	**11**	64,7	**17**
Revenu national (Impôt)	128	45	24	4	**173**	86,1	**28**	13,9	**152**	75,6	**49**	24,4	**201**
Santé nationale et Bien-être social	320	81	258	53	**410**	56,3	**318**	43,7	**578**	81,2	**134**	18,8	**728**
Secrétariat d'État du Canada	4	9	11	27	**13**	25,5	**38**	74,5	**15**	29,4	**36**	70,6	**51**
Service correctionnel du Canada	36	17	10	4	**54**	78,3	**15**	21,7	**46**	68,7	**21**	31,3	**69**
Solliciteur général	1	0	4	3	**1**	12,5	**7**	87,5	**5**	62,5	**3**	37,5	**8**
Statistique Canada	265	177	239	112	**442**	55,8	**351**	44,2	**504**	63,6	**289**	36,4	**794**
Transports	6 562	1 611	356	109	**8 187**	94,6	**466**	5,4	**6 918**	80,1	**1 720**	19,9	**8 653**
Travail	18	5	10	5	**23**	60,5	**15**	39,5	**28**	73,7	**10**	26,3	**38**
Travaux publics	804	220	59	10	**1 025**	93,7	**69**	6,3	**863**	79,0	**230**	21,0	**1 094**
Total	**18 746**	**4 823**	**2 754**	**789**	**23 620**	**86,9**	**3 564**	**13,1**	**21 500**	**79,3**	**5 612**	**20,7**	**27 184**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

19 Catégorie du soutien administratif, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés de la catégorie du soutien administratif selon le ministère, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Affaires des anciens combattants	167	71	654	208	238	21,6	866	78,4	821	74,6	279	25,4	1 104
Affaires extérieures	388	172	872	462	562	29,6	1 339	70,4	1 260	66,5	634	33,5	1 901
Affaires indiennes et du Nord canadien	102	44	978	240	148	10,8	1 228	89,2	1 080	79,2	284	20,8	‡ 1 376
Agence canadienne de développement international	22	30	103	230	52	13,5	333	86,5	125	32,5	260	67,5	385
Agriculture	153	82	1 245	414	235	12,3	1 670	87,7	1 398	73,8	496	26,2	1 905
Approvisionnements et Services	627	480	2 018	1 442	1 126	24,3	3 509	75,7	2 645	57,9	1 922	42,1	4 635
Archives publiques du Canada	103	45	91	117	148	41,6	208	58,4	194	54,5	162	45,5	356
Bibliothèque nationale du Canada	31	16	81	96	47	21,0	177	79,0	112	50,0	112	50,0	224
Bureau canadien de la sécurité aérienne	1	2	19	10	3	9,4	29	90,6	20	62,5	12	37,5	32
Bureau de la Coordonnatrice, Situation de la femme	0	0	3	9	0	0,0	12	100,0	3	25,0	9	75,0	12
Bureau de l'Administrateur de l'Office du transport du grain	1	0	9	0	1	10,0	9	90,0	10	100,0	0	0,0	10
Bureau de services juridiques des pensions	3	0	45	13	3	4,9	58	95,1	48	78,7	13	21,3	61
Bureau des relations fédérales-provinciales	1	0	3	12	1	6,3	15	93,8	4	25,0	12	75,0	16
Bureau du Chef de cabinet du Gouverneur général	3	1	10	26	5	11,9	37	88,1	13	32,5	27	67,5	42
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	4	2	4	10	6	30,0	14	70,0	8	40,0	12	60,0	20
Bureau du Commissaire aux langues officielles	2	9	5	29	11	24,4	34	75,6	7	15,6	38	84,4	45
Bureau du Conseil privé	19	33	64	77	52	26,9	141	73,1	83	43,0	110	57,0	193
Bureau du Directeur général des élections	3	8	1	14	11	42,3	15	57,7	4	15,4	22	84,6	26
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	0	2	6	6	2	14,3	12	85,7	6	42,9	8	57,1	14
Commission canadienne des droits de la personne	4	3	21	23	7	13,7	44	86,3	25	49,0	26	51,0	51
Commission canadienne des grains	17	2	84	7	19	17,1	92	82,9	101	91,8	9	8,2	111
Commission canadienne des pensions	22	9	152	29	31	14,6	181	85,4	174	82,1	38	17,9	212
Commission canadienne des transports	16	22	111	91	38	15,8	202	84,2	127	52,9	113	47,1	240
Commission d'appel de l'immigration	6	3	21	12	9	21,4	33	78,6	27	64,3	15	35,7	42
Commission de la Fonction publique	36	65	209	435	101	13,6	644	86,4	245	32,9	500	67,1	745
Commission de la réforme du droit du Canada	3	3	6	18	6	20,0	24	80,0	9	30,0	21	70,0	30
Commission des allocations aux anciens combattants	2	1	0	5	3	37,5	5	62,5	2	25,0	6	75,0	8
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	3	6	15	19	9	20,9	34	79,1	18	41,9	25	58,1	43
Commission du tarif	1	1	6	4	2	16,7	10	83,3	7	58,3	5	41,7	12
Commission mixte internationale	2	0	4	1	3	16,7	15	83,3	6	85,7	1	14,3	18
Commission nationale des libérations conditionnelles	14	9	78	63	23	13,9	142	86,1	92	56,1	72	43,9	165
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	3	0	2	2	3	42,9	4	57,1	5	71,4	2	28,6	7
Communications	50	30	300	226	80	13,2	527	86,8	350	57,8	256	42,2	607

suite du relevé 19

Ministère	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Conseil canadien des relations du travail	0	7	11	27	7	15,6	38	84,4	11	24,4	34	75,6	**45**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	4	13	35	67	17	14,3	102	85,7	39	32,8	80	67,2	**119**
Conseil de révision des pensions	2	2	8	7	4	21,1	15	78,9	10	52,6	9	47,4	**19**
Conseil du Trésor (Bureau du Contrôleur général)	3	1	13	14	4	12,9	27	87,1	16	51,6	15	48,4	**31**
Conseil du Trésor (Secrétariat)	19	13	73	99	32	15,7	172	84,3	92	45,1	112	54,9	**204**
Consommation et Corporations	63	71	334	345	135	16,6	679	83,4	397	48,8	416	51,2	**814**
Cour canadienne de l'impôt	4	2	14	19	6	15,4	33	84,6	18	46,2	21	53,8	**39**
Cour fédérale	10	10	30	41	20	22,0	71	78,0	40	44,0	51	56,0	**91**
Cour suprême	4	3	12	13	7	21,9	25	78,1	16	50,0	16	50,0	**32**
Défense nationale (civils)	1 169	363	5 582	1 497	1 532	17,7	7 103	82,3	6 751	78,4	1 860	21,6	**8 635**
Département des Assurances	8	1	34	13	9	16,1	47	83,9	42	75,0	14	25,0	**56**
Emploi et Immigration	1 040	814	6 277	3 440	1 870	16,1	9 781	83,9	7 317	63,2	4 254	36,8	**11 651**
Énergie, Mines et Ressources	137	83	635	316	220	18,8	951	81,2	772	65,9	399	34,1	**1 171**
Environnement	188	96	974	389	285	17,2	1 371	82,8	1 162	70,6	485	29,4	**1 656**
Expansion industrielle régionale	47	61	533	316	108	11,3	850	88,7	580	60,6	377	39,4	**958**
Finances	20	17	105	116	37	14,3	221	85,7	125	48,4	133	51,6	**258**
Gendarmerie royale du Canada	111	69	2 001	458	181	6,8	2 464	93,2	2 112	80,0	527	20,0	**2 645**
Investissement Canada	4	1	27	9	5	11,6	38	88,4	31	75,6	10	24,4	**43**
Justice	22	18	278	181	41	8,2	461	91,8	300	60,1	199	39,9	**502**
Musées nationaux du Canada	19	7	90	89	26	12,7	179	87,3	109	53,2	96	46,8	**205**
Office de l'établissement agricole des anciens combattants	17	2	67	5	19	20,9	72	79,1	84	92,3	7	7,7	**91**
Office national de l'énergie	9	7	62	37	16	13,9	99	86,1	71	61,7	44	38,3	**115**
Pêches et Océans	86	31	702	233	117	11,1	939	88,9	788	74,9	264	25,1	**1 056**
Revenu national (Douanes et Accise)	396	158	1 787	719	555	18,1	2 509	81,9	2 183	71,3	877	28,7	**3 064**
Revenu national (Impôt)	921	416	3 712	1 672	1 342	19,9	5 396	80,1	4 633	68,9	2 088	31,1	**6 738**
Santé nationale et Bien-être social	437	232	2 390	817	682	17,1	3 304	82,9	2 827	72,9	1 049	27,1	**3 986**
Sciences et Technologie	2	2	9	19	4	12,1	29	87,9	11	34,4	21	65,6	**33**
Secrétariat d'État du Canada	41	56	273	638	97	9,6	911	90,4	314	31,2	694	68,8	**1 008**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1	3	0	6	4	40,0	6	60,0	1	10,0	9	90,0	**10**
Service correctionnel du Canada	89	50	922	511	139	8,8	1 433	91,2	1 011	64,3	561	35,7	**1 572**
Solliciteur général	13	3	43	39	16	16,2	83	83,8	56	57,1	42	42,9	**99**
Statistique Canada	286	189	873	626	479	24,0	1 514	76,0	1 159	58,7	815	41,3	**1 993**
Transports	356	170	1 855	805	529	16,5	2 668	83,5	2 211	69,4	975	30,6	**3 197**
Travail	27	11	155	114	38	12,4	269	87,6	182	59,3	125	40,7	**307**
Travaux publics	190	72	792	287	263	19,5	1 083	80,5	982	73,2	359	26,8	**1 346**
Total	**7 554**	**4 205**	**37 928**	**18 334**	**11 831**	**17,3**	**56 606**	**82,7**	**45 482**	**66,9**	**22 539**	**33,1**	**68 437**

Nota: – L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

– Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

20 Catégorie de l'exploitation, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des employés de la catégorie de l'exploitation selon le ministère, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Ministère	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Affaires des anciens combattants	78	470	90	255	554	61,3	350	38,7	168	18,8	725	81,2	904
Affaires extérieures	84	67	2	2	151	97,4	4	2,6	86	55,5	69	44,5	155
Affaires indiennes et du Nord canadien	150	11	52	0	171	75,7	55	24,3	202	94,8	11	5,2	226
Agence canadienne de développement international	1	1	0	0	2	100,0	0	0,0	1	50,0	1	50,0	2
Agriculture	1 092	282	89	14	1 381	92,8	106	7,1	1 181	80,0	296	20,0	1 488
Approvisionnements et Services	395	639	130	284	1 038	71,4	415	28,6	525	36,3	923	63,7	1 453
Archives publiques du Canada	15	14	0	0	29	100,0	0	0,0	15	51,7	14	48,3	29
Bibliothèque nationale du Canada	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	1
Bureau du Chef de cabinet du Gouverneur général	8	19	7	4	27	71,1	11	28,9	15	39,5	23	60,5	38
Bureau du Conseil privé	3	6	1	0	12	66,7	6	33,3	4	40,0	6	60,0	18
Bureau du Directeur général des élections	1	7	0	0	8	100,0	0	0,0	1	12,5	7	87,5	8
Commission canadienne des grains	153	11	10	1	164	93,7	11	6,3	163	93,1	12	6,9	175
Commission de la Fonction publique	9	15	0	0	25	100,0	0	0,0	9	37,5	15	62,5	25
Commission nationale des libérations conditionnelles	0	0	1	0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	1
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1
Communications	48	13	0	0	61	100,0	0	0,0	48	78,7	13	21,3	61
Consommation et Corporations	23	14	0	1	37	97,4	1	2,6	23	60,5	15	39,5	38
Cour canadienne de l'impôt	0	1	0	0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1
Cour fédérale	1	8	0	2	9	81,8	2	18,2	1	9,1	10	90,9	11
Cour suprême	4	8	0	0	12	100,0	0	0,0	4	33,3	8	66,7	12
Défense nationale (civils)	12 694	2 848	2 232	445	15 609	85,2	2 707	14,8	14 926	81,9	3 293	18,1	18 316
Emploi et Immigration	36	24	4	2	61	91,0	6	9,0	40	60,6	26	39,4	67
Énergie, Mines et Ressources	159	78	1	3	237	98,3	4	1,7	160	66,4	81	33,6	241
Environnement	1 161	179	123	9	1 348	91,0	134	9,0	1 284	87,2	188	12,8	1 482
Expansion industrielle régionale	6	2	0	1	8	88,9	1	11,1	6	66,7	3	33,3	9
Finances	4	4	0	0	8	100,0	0	0,0	4	50,0	4	50,0	8
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	215	56	71	15	271	75,7	87	24,3	286	80,1	71	19,9	358
Investissement Canada	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1
Justice	3	2	0	0	5	100,0	0	0,0	3	60,0	2	40,0	5
Musées nationaux du Canada	74	71	8	7	145	90,6	15	9,4	82	51,2	78	48,7	160
Office national de l'Énergie	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1
Pêches et Océans	671	19	21	3	690	96,6	24	3,4	692	96,9	22	3,1	714
Revenu national (Douanes et Accise)	35	37	7	1	72	90,0	8	10,0	42	52,5	38	47,5	80
Revenu national (Impôt)	135	62	7	4	197	94,3	12	5,7	142	68,3	66	31,7	209
Santé nationale et Bien-être social	262	67	343	16	357	48,2	384	51,8	605	87,9	83	12,1	741
Secrétariat d'État du Canada	0	4	0	0	4	100,0	0	0,0	0	0,0	4	100,0	4
Service correctionnel du Canada	3 599	1 894	501	133	5 497	89,6	640	10,4	4 100	66,9	2 027	33,1	6 137
Sciences et Technologie	1	0	0	0	1	00,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1
Statistique Canada	22	20	1	0	44	97,8	1	2,2	23	53,5	20	46,5	45

suite du relevé 20

Ministère	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Transports	4 131	1 152	68	20	5 298	98,3	89	1,7	4 199	78,2	1 172	21,8	**5 387**
Travail	1	1	0	0	2	100,0	0	0,0	1	50,0	1	50,0	**2**
Travaux publics	1 978	894	206	108	2 884	90,2	314	9,8	2 184	68,5	1 002	31,5	**3 198**
Total	**27 255**	**9 000**	**3 976**	**1 330**	**36 423**	**87,1**	**5 389**	**12,9**	**31 231**	**75,1**	**10 330**	**24,9**	**41 813**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Nominations et modalité d'emploi

Nominations *à* et *au sein de* la Fonction publique selon la modalité d'emploi, 1984 et 1985

Modalité d'emploi	1984			1985		
	À la Fonction publique	*Au sein de* la Fonction publique	Total	*À* la Fonction publique	*Au sein de* la Fonction publique	Total
Période indéterminée						
• Temps plein	5 820	30 062	**35 918**	5 554	31 579	**37 142**
• Temps partiel	207	391	**599**	213	466	**679**
• Saisonnier	504	365	**869**	364	363	**727**
Total	**6 531**	**30 819**	**37 387**	**6 131**	**32 408**	**38 549**
Période déterminée						
• Temps plein	4 288	40 634	**44 942**	5 029	40 287	**45 321**
• Temps partiel	198	1 426	**1 626**	243	1 851	**2 094**
• Saisonnier	6	19	**25**	3	11	**14**
Total	**4 492**	**42 079**	**46 595**	**5 275**	**42 150**	**47 430**
Toutes les modalités d'emploi						
• Temps plein	10 110	70 710	**80 876**	10 583	71 869	**82 466**
• Temps partiel	405	1 817	**2 225**	456	2 317	**2 773**
• Saisonnier	513	384	**897**	367	374	**741**
Grand total	**11 028**	**72 913**	**84 002**	**11 406**	**74 561**	**85 983**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la modalité d'emploi ou si la nomination a été faite *à* ou *au sein de* la Fonction publique.

Nominations *à* la Fonction publique, lieu de travail, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *à* la Fonction publique selon le lieu de travail, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Lieu de travail	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Terre-Neuve	113	3	59	0	118	65,2	62	34,3	172	98,3	3	1,7	**181**
Île-du-Prince-Édouard	52	2	51	13	54	45,0	66	55,0	103	87,3	15	12,7	**120**
Nouvelle-Écosse	466	54	225	19	534	67,3	249	31,4	691	90,4	73	9,6	**794**
Nouveau-Brunswick	119	62	66	52	184	60,5	120	39,5	185	61,9	114	38,1	**304**
Québec (sauf RCN)	73	725	43	470	805	60,8	516	39,0	116	8,8	1 195	91,2	**1 324**
Région de la Capitale nationale	935	332	892	551	1 274	46,6	1 450	53,0	1 827	67,4	883	32,6	**2 734**
Ontario (sauf RCN)	917	54	894	65	994	50,3	974	49,3	1 811	93,8	119	6,2	**1 975**
Manitoba	315	13	278	30	341	51,8	315	47,9	594	93,2	43	6,8	**658**
Saskatchewan	207	2	302	9	211	40,0	314	59,6	510	97,9	11	2,1	**527**
Alberta	553	7	525	30	568	50,2	563	49,7	1 078	96,7	37	3,3	**1 132**
Colombie-Britannique	735	3	493	11	745	59,3	508	40,4	1 228	98,9	14	1,1	**1 256**
Yukon	51	0	48	0	56	51,4	53	48,6	99	100,0	0	0,0	**109**
Territoires du Nord-Ouest	128	1	120	1	131	51,6	123	48,4	248	99,2	2	0,8	**254**
Étranger	17	3	10	6	20	52,6	17	44,7	27	75,0	9	25,0	**38**
Total	**4 681**	**1 261**	**4 006**	**1 257**	**6 035**	**52,9**	**5 330**	**46,7**	**8 689**	**77,5**	**2 518**	**22,5**	**11 406**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le sexe ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

L'addition du grand total des nominations *à* la Fonction publique (relevé 22) et du grand total des nominations *au sein de* la Fonction publique (relevé 23) ne correspond pas au grand total des nominations (85 983) parce que, dans certains cas, il n'est pas possible de déterminer s'il s'agit d'une nomination *à* ou *au sein de* la Fonction publique.

Nominations *au sein de* la Fonction publique, lieu de travail, sexe et groupe linguistique

Répartition en nombre et pourcentage, des nominations *au sein de* la Fonction publique selon le lieu de travail et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Lieu de travail	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Terre-Neuve	1 062	7	631	16	1 070	62,1	649	37,7	1 693	98,7	23	1,3	**1 722**
Île-du-Prince-Édouard	299	30	477	65	329	37,4	543	61,8	776	89,1	95	10,9	**879**
Nouvelle-Écosse	2 348	77	1 539	71	2 426	59,8	1 610	39,7	3 904	96,3	148	3,7	**4 058**
Nouveau-Brunswick	756	258	728	570	1 016	43,8	1 299	56,0	1 484	64,2	828	35,8	**2 319**
Québec (sauf RCN)	203	4 723	280	7 105	4 934	39,8	7 427	60,0	483	3,9	11 829	96,1	**12 382**
Région de la Capitale nationale	6 381	3 130	9 097	6 853	9 521	37,3	15 969	62,6	15 479	60,8	9 983	39,2	**25 509**
Ontario (sauf RCN)	3 973	207	6 099	444	4 235	39,0	6 575	60,5	10 072	93,9	651	6,1	**10 861**
Manitoba	1 227	51	2 269	110	1 282	34,9	2 383	64,9	3 496	95,6	161	4,4	**3 671**
Saskatchewan	507	6	921	22	515	35,2	944	64,6	1 428	98,1	28	1,9	**1 461**
Alberta	1 673	32	2 270	81	1 707	42,0	2 355	57,9	3 944	97,2	113	2,8	**4 069**
Colombie-Britannique	2 960	27	3 556	56	2 990	45,3	3 614	54,7	6 517	98,7	83	1,3	**6 606**
Yukon	118	5	180	1	123	40,5	181	59,5	298	98,0	6	2,0	**304**
Territoires du Nord-Ouest	172	18	220	8	190	45,2	230	54,8	392	93,8	26	6,2	**420**
Étranger	147	44	75	31	191	64,1	106	35,6	222	74,7	75	25,3	**298**
Grand total	**21 826**	**8 615**	**28 342**	**15 435**	**30 529**	**40,9**	**43 887**	**58,9**	**50 188**	**67,6**	**24 051**	**32,4**	**74 561**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le lieu de travail, le sexe ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

L'addition du grand total des nominations à la Fonction publique (relevé 22) et du grand total des nominations *au sein de* la Fonction publique (relevé 23) ne correspond pas au grand total des nominations (85 983) parce que, dans certains cas, il n'est pas possible de déterminer s'il s'agit d'une nomination à ou *au sein de* la Fonction publique.

Nominations et catégorie professionnelle

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *à* et *au sein de* la Fonction publique, selon la catégorie professionnelle et la modalité de nomination, 1984 et 1985

1984

Catégorie professionnelle	Nominations à la Fonction publique		Nominations *au sein de* la Fonction publique — Modalité de nomination: Promotions		Mutations latérales ou déploiements		Reconductions		Mutations régressives		Rétrogradations		Total	
	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%
Gestion	58	0,5	668	3,5	500	3,0	0	0,0	8	0,4	0	0,0	**1 234**	**1,5**
Scientifique et professionnelle	1 575	14,3	1 800	9,4	1 083	6,5	1 292	3,7	152	6,8	0	0,0	**5 912**	**7,0**
Administration et service extérieur	1 991	18,1	6 206	32,4	3 230	19,5	3 868	11,1	548	24,4	0	0,0	**15 853**	**18,9**
Technique	1 283	11,6	2 262	11,8	1 219	7,4	1 721	4,9	145	6,5	0	0,0	**6 639**	**7,9**
Soutien administratif	3 377	30,6	5 975	31,2	7 770	47,0	22 743	65,1	971	43,3	2	66,7	**40 854**	**48,6**
Exploitation	2 714	24,6	2 261	11,8	2 735	16,5	5 329	15,2	420	18,7	1	33,3	**13 475**	**16,0**
Total	**11 028**	**100,0**	**19 ,172**	**100,0**	**16 537**	**100,0**	**34 ,953**	**100,0**	**2 244**	**100,0**	**3**	**100,0**	**84 002**	**100,0**
1985														
Gestion	52	0,5	579	3,1	477	2,6	0	0,0	12	0,5	0	0,0	**1 120**	**1,3**
Scientifique et professionnelle	1 643	14,4	1 995	10,5	1 396	7,6	1 251	3,6	211	8,7	0	0,0	**6 501**	**7,6**
Administration et service extérieur	2 106	18,5	5 990	31,6	3 736	20,4	3 721	10,7	503	20,7	0	0,0	**16 058**	**18,7**
Technique	1 291	11,3	2 219	11,7	1 360	7,4	1 898	5,4	196	8,1	0	0,0	**6 966**	**8,1**
Soutien administratif	3 534	31,0	6 046	31,9	8 739	47,7	23 262	66,8	1 041	42,9	1	50,0	**42 625**	**49,6**
Exploitation	2 736	24,0	2 149	11,3	2 611	14,3	4 697	13,5	465	19,2	1	50,0	**12 665**	**14,7**
Total	**11 406**	**100,0**	**18 319**	**100,0**	**18 319**	**100,0**	**34 829**	**100,0**	**2 428**	**100,0**	**2**	**100,0**	**85 983**	**100,0**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la catégorie professionnelle ou la modalité de nomination.

Les relevés 25 à 29 donnent plus de détails sur les nominations à la Fonction publique et sur les divers types de nominations *au sein de* la Fonction publique (à l'exception des rétrogradations qui n'ont été que de 3 en 1984 et de 2 en 1985).

Nominations *à* la Fonction publique, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *à* la Fonction publique selon la catégorie professionnelle, le sexe et le groupe linguistique, 1985

Catégorie professionnelle	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Gestion	34	8	8	2	42	80,8	10	19,2	42	80,8	10	19,2	**52**
Scientifique et professionnelle	669	195	583	156	883	53,7	751	45,7	1 252	78,1	351	21,9	**1 643**
Administration et service extérieur	1 009	281	602	202	1 294	61,4	808	38,4	1 612	76,9	483	23,1	**2 106**
Technique	749	212	239	62	978	75,8	305	23,6	988	78,3	274	21,7	**1 291**
Soutien administratif	488	130	2 151	712	623	17,6	2 898	82,0	2 640	75,8	842	24,2	**3 534**
Exploitation	1 710	435	411	123	2 188	80,0	541	19,8	2 121	79,2	558	20,8	**2 736**
Total	**4 681**	**1 261**	**4 006**	**1 257**	**6 035**	**52,9**	**5 330**	**46,7**	**8 689**	**77,5**	**2 518**	**22,5**	**11 406**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la catégorie professionnelle, le sexe ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Promotions, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des promotions selon la catégorie professionnelle, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Catégorie professionnelle	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Gestion	375	118	70	16	**493**	85,1	86	14,9	**445**	76,9	134	23,1	**579**
Scientifique et professionnelle	1 095	334	428	135	**1 431**	71,7	563	28,2	**1 523**	76,5	469	23,5	**1 995**
Administration et service extérieur	2 204	874	2 049	860	**3 080**	51,4	2 909	48,6	**4 253**	71,0	1 734	29,0	**5 990**
Technique	1 435	385	300	98	**1 821**	82,1	398	17,9	**1 735**	78,2	483	21,8	**2 219**
Soutien administratif	630	279	3 394	1 730	**909**	15,0	5 135	84,9	**4 024**	66,7	2 009	33,3	**6 046**
Exploitation	1 360	533	204	51	**1 893**	88,1	256	11,9	**1 564**	72,8	584	27,2	**2 149**
Total	**7 099**	**2 523**	**6 445**	**2 890**	**9 627**	**50,7**	**9 347**	**49,3**	**13 544**	**71,4**	**5 413**	**28,6**	**18 978**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le sexe ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Mutations latérales ou déploiements, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des mutations latérales ou déploiements selon la catégorie professionnelle, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Catégorie professionnelle	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Gestion	335	92	40	10	**427**	89,5	50	10,5	**375**	78,6	102	21,3	**477**
Scientifique et professionnelle	692	160	427	115	**852**	61,0	543	38,9	**1 119**	80,3	275	19,7	**1 396**
Administration et service extérieur	1 430	711	1 088	503	**2 141**	57,3	1 592	42,6	**2 518**	67,5	1 215	32,5	**3 736**
Technique	755	295	213	95	**1 050**	77,2	309	22,7	**968**	71,3	390	28,7	**1 360**
Soutien administratif	832	471	4 417	2 933	**1 308**	15,0	7 376	84,4	**5 260**	60,7	3 404	39,3	**8 739**
Exploitation	1 445	715	328	107	**2 171**	83,1	437	16,7	**1 773**	68,3	822	31,7	**2 611**
Total	**5 489**	**2 444**	**6 513**	**3 763**	**7 949**	**43,4**	**10 307**	**56,3**	**12 013**	**65,9**	**6 208**	**34,1**	**18 319**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le sexe ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

28 Reconductions, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des reconductions selon la catégorie professionnelle, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Catégorie professionnelle	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Scientifique et professionnelle	483	156	462	145	639	51,1	610	48,8	945	75,8	301	24,2	**1 251**
Administration et service extérieur	1 076	705	1 281	643	1 791	48,1	1 924	51,7	2 358	63,6	1 348	36,4	**3 721**
Technique	936	293	500	151	1 235	65,1	653	34,4	1 436	76,4	444	23,6	**1 898**
Soutien administratif	2 519	1 411	11 878	7 344	3 937	16,9	19 274	82,9	14 404	62,2	8 755	37,8	**23 262**
Exploitation	3 400	712	397	129	4 156	88,5	535	11,4	3 798	81,9	841	18,1	**4 697**
Total	**8 414**	**3 277**	**14 518**	**8 412**	**11 758**	**33,8**	**22 996**	**66,0**	**22 941**	**66,2**	**11 689**	**33,8**	**34 829**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le sexe ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Mutations régressives, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des mutations régressives selon la catégorie professionnelle, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
Catégorie professionnelle	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	**Total**
Gestion	7	5	0	0	12	100,0	0	0,0	7	58,3	5	41,7	**12**
Scientifique et professionnelle	116	35	39	21	151	71,6	60	28,4	155	73,5	56	26,5	**211**
Administration et service extérieur	207	94	146	56	301	59,8	202	40,2	353	70,2	150	29,8	**503**
Technique	124	32	27	12	156	79,6	39	19,9	151	77,4	44	22,6	**196**
Soutien administratif	103	51	611	275	154	14,8	886	85,1	714	68,7	326	31,3	**1 041**
Exploitation	264	153	40	6	417	89,7	47	10,1	304	65,7	159	34,3	**465**
Total	**821**	**370**	**863**	**370**	**1 191**	**49,1**	**1 234**	**50,8**	**1 684**	**69,5**	**740**	**30,5**	**2 428**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le sexe ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Nominations et mobilité professionnelle

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *au sein de* la Fonction publique selon la mobilité professionnelle et la modalité de nomination, 1985

	Modalité de nomination											
	Promotions		Mutations latérales ou déploiements		Reconductions		Mutations régressives		Rétrogradations		Total	
Mobilité professionnelle	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%
Intraministérielle	17 769	93,6	16 381	89,4	34 822	100,0	1 972	81,2	2	100,0	**70 949**	**95,2**
Interministérielle	1 209	6,4	1 938	10,6	7	0,0	456	18,8	0	0,0	**3 612**	**4,8**
Total	**18 978**	**100,0**	**18 319**	**100,0**	**34 829**	**100,0**	**2 428**	**100,0**	**2**	**100,0**	**74 561**	**100,0**
Dans un même groupe ou sous-groupe	12 703	66,9	18 052	98,5	34 807	99,9	1 124	46,3	1	50,0	**66 690**	**89,4**
Dans un autre groupe ou sous-groupe	6 275	33,1	267	1,5	22	0,1	1 304	53,7	1	50,0	**7 871**	**10,6**
Total	**18 978**	**100,0**	**18 319**	**100,0**	**34 829**	**100,0**	**2 428**	**100,0**	**2**	**100,0**	**74 561**	**100,0**
Période indéterminée à période indéterminée	15 511	81,7	8 803	48,1	10	0,0	1 561	64,3	2	100,0	**25 889**	**34,7**
Période déterminée à période déterminée	1 636	8,6	4 791	26,2	34 809	99,9	443	18,2	0	0,0	**41 680**	**55,9**
Période déterminée à période indeterminée	1 731	9,1	4 495	24,5	0	0,0	292	12,0	0	0,0	**6 519**	**8,7**
Période indéterminée à période déterminée	99	0,5	230	1,3	10	0,0	131	5,4	0	0,0	**470**	**0,6**
Total	**18 978**	**100,0**	**18 319**	**100,0**	**34 829**	**100,0**	**2 428**	**100,0**	**2**	**100,0**	**74 561**	**100,0**

Nota:- L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la modalité de nomination ou la mobilité professionnelle quant à la période de nomination.

Nominations et mode de sélection

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *au sein de* la Fonction publique selon le mode de sélection et la modalité de nomination, 1985

	Modalité de nomination											
	Promotions		Mutations latérales ou déploiements		Reconductions		Mutations régressives		Rétrogradations		Total	
Mode de sélection	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%
Avec concours												
• Affiche	10 985	57,9	3 944	21,5	946	2,7	488	20,1	0	0,0	**16 363**	**21,9**
• Répertoire	2 627	13,8	3 531	19,3	11 086	31,8	458	18,9	0	0,0	**17 703**	**23,7**
Sans concours												
• Reclassification	3 902	20,6	55	0,3	4	0,0	53	2,2	0	0,0	**4 014**	**5,4**
• Autres modalités	1 464	7,7	10 788	58,9	22 792	65,4	1 429	58,9	2	100,0	**36 478**	**48,9**
Total	**18 978**	**100,0**	**18 319**	**100,0**	**34 829**	**100,0**	**2 428**	**100,0**	**2**	**100,0**	**74 561**	**100,0**

Nota:- L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas le mode de sélection ou la modalité de nomination.

Nominations, catégorie professionnelle, exigences linguistiques du poste et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *à* et *au sein de* de la Fonction publique selon la catégorie professionnelle, les exigences linguistiques du poste et le groupe linguistique du titulaire, 1985

	À la Fonction publique					*Au sein de* la Fonction publique						
	Anglophones		Francophones			Anglophones		Francophones			Grand total	
Catégorie professionnelle et exigences linguistiques du poste	N.	%	N.	%	Total	N.	%	N.	%	Total	N.	%
Gestion												
Bilingue impératif	9	56,3	7	43,8	16	113	54,1	96	45,9	209	225	20,1
Bilingue non-impératif	20	87,0	3	13,0	23	434	78,2	121	21,8	555	578	51,6
Anglais	13	100,0	0	0,0	13	190	99,0	2	1,0	192	205	18,3
Français	0	0,0	0	0,0	0	0	0,0	0	0,0	0	0	0,0
Anglais ou français	0	0,0	0	0,0	0	3	100,0	0	0,0	3	3	0,3
Total	**42**	**80,8**	**10**	**19,2**	**52**	**827**	**77,4**	**241**	**22,6**	**1 068**	**1 120**	**100,0**
Scientifique et professionnelle												
Bilingue impératif	46	26,9	125	73,1	171	195	33,3	391	66,7	586	760	11,7
Bilingue non-impératif	33	60,0	22	40,0	55	419	59,0	291	41,0	710	768	11,8
Anglais	1 049	95,9	45	4,1	1 094	2 894	96,2	115	3,8	3 009	4 149	63,8
Français	11	9,6	104	90,4	115	9	3,5	248	96,5	257	373	5,7
Anglais ou français	113	67,3	55	32,7	168	225	80,1	56	19,9	281	451	6,9
Total	**1 252**	**78,1**	**351**	**21,9**	**1 603**	**3 742**	**77,3**	**1 101**	**22,7**	**4 843**	**6 501**	**100,0**
Administration et service extérieur												
Bilingue impératif	93	28,5	233	71,5	326	868	31,7	1 866	68,3	2 734	3 066	19,1
Bilingue non-impératif	59	40,1	88	59,9	147	1 104	49,6	1 121	50,4	2 225	2 374	14,8
Anglais	1 346	95,7	61	4,3	1 407	7 214	96,0	303	4,0	7 517	8 940	55,7
Français	4	6,7	56	93,3	60	12	1,1	1 048	98,9	1 060	1 128	7,0
Anglais ou français	100	70,4	42	29,6	142	232	72,5	88	27,5	320	463	2,9
Total	**1 612**	**76,9**	**483**	**23,1**	**2 095**	**9 482**	**68,1**	**4 447**	**31,9**	**13 929**	**16 058**	**100,0**
Technique												
Bilingue impératif	22	23,4	72	76,6	94	83	23,6	269	76,4	352	447	6,4
Bilingue non-impératif	6	10,5	51	89,5	57	175	33,5	347	66,5	522	579	8,3
Anglais	811	97,6	20	2,4	831	3 756	95,6	173	4,4	3 929	4 801	68,9
Français	6	7,5	74	92,5	80	11	2,2	480	97,8	491	575	8,3
Anglais ou français	139	70,9	57	29,1	196	259	73,8	92	26,2	351	554	8,0
Total	**988**	**78,3**	**274**	**21,7**	**1 262**	**4 290**	**75,9**	**1 361**	**24,1**	**5 651**	**6 966**	**100,0**
Soutien administratif												
Bilingue impératif	165	24,3	515	75,7	680	1 279	19,7	5 224	80,3	6 503	7 218	16,9
Bilingue non-impératif	23	36,5	40	63,5	63	522	29,9	1 224	70,1	1 746	1 811	4,2
Anglais	2 347	96,1	95	3,9	2 442	20 803	94,2	1 286	5,8	22 089	24 672	57,9
Français	2	1,4	144	98,6	146	90	1,6	5 547	98,4	5 637	5 837	13,7
Anglais ou français	89	67,4	43	32,6	132	1 640	58,1	1 181	41,9	2 821	2 964	7,0
Total	**2 640**	**75,8**	**842**	**24,2**	**3 482**	**24 403**	**62,7**	**14 494**	**37,3**	**38 897**	**42 625**	**100,0**
Exploitation												
Bilingue impératif	15	28,8	37	71,2	52	42	19,8	170	80,2	212	265	2,1
Bilingue non-impératif	6	40,0	9	60,0	15	35	21,9	125	78,1	160	175	1,4
Anglais	1 944	97,3	54	2,7	1 998	6 886	97,3	188	2,7	7 074	9 180	72,5
Français	16	4,2	369	95,8	385	30	1,8	1 603	98,2	1 633	2 027	16,0
Anglais ou français	140	61,1	89	38,9	229	448	58,1	321	41,9	766	1 017	8,0
Total	**2 121**	**79,2**	**558**	**20,8**	**2 679**	**7 439**	**75,6**	**2 407**	**24,4**	**9 846**	**12 665**	**100,0**

suite du relevé 32

Catégorie professionnelle et exigences linguistiques du poste	*À* la Fonction publique					*Au sein de* la Fonction publique					Grand total	
	Anglophones		Francophones			Anglophones		Francophones				
	N.	%	N.	%	Total	N.	%	N.	%	Total	N.	%
Toutes les catégories												
Bilingue impératif	350	26,1	989	73,9	1 339	2 580	24,3	8 016	75,7	10 596	**11 981**	13,9
Bilingue non-impératif	147	40,8	213	59,2	360	2 689	45,4	3 229	54,6	5 918	**6 285**	7,3
Anglais	7 544	96,5	275	3,5	7 819	41 747	95,3	2 067	4,7	43 814	**51 995**	60,5
Français	39	5,0	747	95,0	786	152	1,7	8 926	98,3	9 078	**9 940**	11,6
Anglais ou français	581	67,0	286	33,0	867	2 804	61,7	1 738	38,3	4 542	**5 452**	6,3
Grand total	**8 689**	**77,5**	**2 518**	**22,5**	**11 207**	**50 187**	**67,6**	**24 051**	**32,4**	**74 238**	**85 983**	**100,0**

Nota : L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la catégorie professionnelle, les exigences linguistiques du poste, le type de nomination (*à* ou *au sein de* la Fonction publique) ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

33 Nominations et postes bilingues à dotation «impérative»

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *à* et *au sein de* la Fonction publique à des postes bilingues à dotation «impérative» selon la catégorie professionnelle, la modalité d'emploi et le groupe linguistique, 1985

		Anglophones		Francophones		Total	
Catégorie professionnelle	Modalité d'emploi	N.	%	N.	%	N.	%
Gestion	Période indéterminée	119	96,7	102	99,0	**221**	97,8
	Période déterminée	4	3,3	1	1,0	**5**	2,2
	Total	**123**	**100,0**	**103**	**100,0**	**226**	**100,0**
Scientifique et professionnelle	Période indéterminée	115	47,7	295	57,2	**410**	53,9
	Période déterminée	126	52,3	221	42,8	**350**	46,1
	Total	**241**	**100,0**	**516**	**100,0**	**760**	**100,0**
Administration et service extérieur	Période indéterminée	581	60,5	1 284	61,1	**1 865**	60,8
	Période déterminée	380	39,5	815	38,8	**1 200**	39,1
	Total	**961**	**100,0**	**2 100**	**100,0**	**3 066**	**100,0**
Technique	Période indéterminée	50	47,6	161	47,2	**211**	47,2
	Période déterminée	55	52,4	180	52,8	**236**	52,8
	Total	**105**	**100,0**	**341**	**100,0**	**447**	**100,0**
Soutien administratif	Période indéterminée	452	31,3	1 624	28,3	**2 077**	28,8
	Période déterminée	992	68,7	4 115	71,7	**5 141**	71,2
	Total	**1 444**	**100,0**	**5 739**	**100,0**	**7 218**	**100,0**
Exploitation	Période indéterminée	39	68,4	110	53,1	**149**	56,2
	Période déterminée	18	31,6	97	46,9	**116**	43,8
	Total	**57**	**100,0**	**207**	**100,0**	**265**	**100,0**
Toutes les catégories	Période indéterminée	1 356	46,3	3 576	39,7	**4 933**	41,2
	Période déterminée	1 575	53,7	5 429	60,3	**7 048**	58,8
	Grand total	**2 931**	**100,0**	**9 006**	**100,0**	**11 982**	**100,0**

Nota: - L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la modalité d'emploi ou le groupe linguistique.

- Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Nominations et postes bilingues à dotation «non impérative»

Répartition, en nombre et pourcentage, des nominations *à* et *au sein de* la Fonction publique à des postes bilingues à dotation «non impérative» selon la catégorie professionnelle, la situation linguistique des titulaires et le groupe linguistique, 1985

Catégorie professionnelle	Situation linguistique des titulaires en rapport avec les exigences du poste	Anglophones		Francophones		Total	
		N.	%	N.	%	N.	%
Gestion	Ont satisfait	306	67,4	123	99,2	**429**	74,2
	Doivent satisfaire	63	13,9	0	0,0	**63**	10,9
	N'ont pas à satisfaire	85	18,7	1	0,8	**86**	14,9
	Total	**454**	**100,0**	**124**	**100,0**	**578**	**100,0**
Scientifique et professionnelle	Ont satisfait	261	57,6	276	88,2	**538**	70,1
	Doivent satisfaire	157	34,7	30	9,6	**188**	24,5
	N'ont pas à satisfaire	35	7,7	7	2,2	**42**	5,5
	Total	**453**	**100,0**	**313**	**100,0**	**768**	**100,0**
Administration et service extérieur	Ont satisfait	691	59,4	1 114	92,1	**1 807**	76,1
	Doivent satisfaire	367	31,6	74	6,1	**441**	18,6
	N'ont pas à satisfaire	104	8,9	19	1,6	**123**	5,2
	Total	**1 163**	**100,0**	**1 209**	**100,0**	**2 374**	**100,0**
Technique	Ont satisfait	82	45,3	339	85,2	**421**	72,7
	Doivent satisfaire	67	37,0	49	12,3	**116**	20,0
	N'ont pas à satisfaire	32	17,7	10	2,5	**42**	7,3
	Total	**181**	**100,0**	**398**	**100,0**	**579**	**100,0**
Soutien administratif	Ont satisfait	294	53,9	1 112	88,0	**1 408**	77,7
	Doivent satisfaire	189	34,7	124	9,8	**313**	17,3
	N'ont pas à satisfaire	61	11,2	27	2,1	**88**	4,9
	Total	**545**	**100,0**	**1 264**	**100,0**	**1 811**	**100,0**
Exploitation	Ont satisfait	24	58,5	94	70,1	**118**	67,4
	Doivent satisfaire	10	24,4	35	26,1	**45**	25,7
	N'ont pas à satisfaire	7	17,1	5	3,7	**12**	6,9
	Total	**41**	**100,0**	**134**	**100,0**	**175**	**100,0**
Toutes les catégories	Ont satisfait	1 658	58,4	3 058	88,8	**4 721**	75,1
	Doivent satisfaire	853	30,1	312	9,1	**1 166**	18,6
	N'ont pas à satisfaire	324	11,4	69	2,0	**393**	6,3
	Grand total	**2 837**	**100,0**	**3 442**	**100,0**	**6 285**	**100,0**

Nota: L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la situation linguistique du titulaire ou le groupe linguistique.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Candidats inscrits au Répertoire national de candidats, région et groupe sous-représenté

Répartition, en nombre et pourcentage, des femmes, des autochtones, des handicapés et des Noirs inscrits au Répertoire national de candidats selon la région, 1985

	Femmes		Autochtones		Handicapés		Noirs		
Région	N.	% des candidats	N.	% des candidats	N.	% des candidats	N.	% des candidats	**Nombre total des candidats répertoriés**
Terre-Neuve	151	32,8	20	4,3	44	9,6	1	0,2	**460**
Île-du-Prince-Édouard	44	35,2	8	6,4	22	17,6	0	0,0	**125**
Nouvelle-Écosse	475	29,6	77	4,8	45	2,8	98	6,1	**1 605**
Nouveau-Brunswick	345	31,0	54	4,8	35	3,1	1	0,0	**1 114**
Québec (sauf RCN)	2 071	37,9	192	3,5	260	4,8	46	0,8	**5 459**
Région de la Capitale nationale	5 604	55,5	397	3,9	718	7,1	59	0,6	**10 102**
Ontario (sauf RCN)	1 260	37,0	149	4,4	48	1,4	0	0,0	**3 408**
Manitoba	341	35,8	110	11,5	53	5,6	2	0,2	**952**
Saskatchewan	469	41,8	221	19,7	59	5,3	1	0,1	**1 122**
Alberta	1 112	46,1	161	6,7	73	3,0	3	0,1	**2 413**
Colombie-Britannique	1 220	35,2	445	12,8	159	4,6	3	0,1	**3 462**
Yukon	244	39,9	71	11,6	0	0,0	0	0,0	**611**
Territoires du Nord-Ouest	85	36,8	54	23,4	4	1,7	0	0,0	**231**
Total	**13 421**	**43,2**	**1 959**	**6,3**	**1 520**	**4,9**	**214**	**0,7**	**31 064**

Nominations de diplômés d'université et région

Répartition, en nombre et pourcentage, des diplômés d'université et des nominations faites dans le cadre du programme de recrutement dans les universités, selon la région où le dernier diplôme a été décerné, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Diplômés[a]				**Nominations**											
			Total		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		**Total**	
Région	Hommes	Femmes	N.	%	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%
Terre-Neuve	865	925	**1 790**	**1,6**	5	0	8	1	5	35,7	9	64,3	13	92,9	1	7,1	**14**	**1,4**
Île-du-Prince-Édouard	140	150	**290**	**0,3**	1	0	3	0	1	25,0	3	75,0	4	100,0	0	0,0	**4**	**0,4**
Nouvelle-Écosse	2 560	2 490	**5 050**	**4,5**	36	1	30	1	37	54,4	31	45,6	66	97,1	2	2,9	**68**	**6,8**
Nouveau-Brunswick	1 435	1 435	**2 870**	**2,6**	14	14	3	5	28	77,8	8	22,2	17	47,2	19	52,8	**36**	**3,6**
Québec	13 750	12 860	**26 610**	**23,8**	19	117	15	98	136	54,6	113	45,4	34	13,7	215	86,3	**249**	**25,1**
Ontario	24 030	25 290	**49 320**	**44,1**	167	43	179	30	210	50,1	209	49,9	346	82,6	73	17,4	**419**	**42,2**
Manitoba	2 680	2 635	**5 315**	**4,7**	30	0	14	0	30	68,2	14	31,8	44	100,0	0	0,0	**44**	**4,4**
Saskatchewan	1 870	2 060	**3 930**	**3,5**	11	1	15	0	12	44,4	15	55,6	26	96,3	1	3,7	**27**	**2,7**
Alberta	4 030	4 310	**8 340**	**7,4**	23	1	13	1	24	63,2	14	36,8	36	94,7	2	5,3	**38**	**3,8**
Colombie-Britannique	4 320	4 075	**8 395**	**7,5**	49	0	34	1	49	58,3	35	41,7	83	98,8	1	1,2	**84**	**8,5**
Étranger[b]	0	0	**0**	**0,0**	7	2	2	0	9	81,8	2	18,2	9	81,8	2	18,2	**11**	**1,1**
Total	**55 680**	**56 230**	**111 910**	**100,0**	**362**	**179**	**316**	**137**	**541**	**54,4**	**453**	**45,6**	**678**	**68,2**	**316**	**31,8**	**994**	**100,0**

[a] Les données pour les diplômés de 1984-1985 proviennent de Statistique Canada

[b] Canadiens ayant obtenu un diplôme supérieur à l'étranger.

Nominations de diplômés d'université et secteur professionnel

Nominations liées au programme de recrutement dans les universités selon le secteur professionnel, le sexe et le groupe linguistique, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		Total	
Secteur professionnel	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%
Administration	118	46	164	42	164	44,3	206	55,7	282	76,2	88	23,8	370	37,2
Service extérieur	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Vérification et comptabilité[a]	57	33	41	34	90	54,5	75	45,5	98	59,4	67	40,6	165	16,6
Sciences pures et appliquées	100	57	40	30	157	69,2	70	30,8	140	61,7	87	38,3	227	22,8
Informatique	35	21	12	9	56	72,7	21	27,3	47	61,0	30	39,0	77	7,8
Socio-économique[b]	52	22	59	22	74	47,7	81	52,3	111	71,6	44	28,4	155	15,6
Total	**362**	**179**	**316**	**137**	**541**	**54,4**	**453**	**45,6**	**678**	**68,2**	**316**	**31,8**	**994**	**100,0**

[a] Comprend 16 nominations au Bureau du Vérificateur général du Canada.
[b] Aux fins de ce tableau, socio-économique comprend les postes en droit et en bibliothéconomie, ainsi que les programmes en économique, statistique et bien-être social.

Nominations de diplômés de cégep et de collège communautaire, et secteur professionnel

Nominations liées au programme de recrutement dans les cégeps et les collèges communautaires selon le secteur professionnel, le groupe linguistique et le sexe, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		Total	
Secteur professionnel	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%
Sciences de la gestion	40	8	29	14	48	52,7	43	47,3	69	75,8	22	24,2	91	32,3
Sciences pures et appliquées	61	28	9	7	89	84,8	16	15,2	70	66,7	35	33,3	105	37,2
Informatique	21	23	15	27	44	51,2	42	48,8	36	41,8	50	58,1	86	30,5
Total	**122**	**59**	**53**	**48**	**181**	**64,2**	**101**	**35,8**	**175**	**62,1**	**107**	**37,9**	**282**	**100,0**

Nominations, Programme d'emplois d'été axés sur la carrière et secteur professionnel

Étudiants embauchés dans le cadre du Programme d'emplois d'été axés sur la carrière selon le secteur professionnel, le genre de maison d'enseignement, le groupe linguistique et le sexe, 1985

	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		Total	
Secteur professionnel	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%
Sciences sociales et administration	1 231	620	1 601	774	1 851	43,8	2 375	56,2	2 832	67,0	1 394	33,0	4 226	65,7
Sciences pures et appliquées	978	388	569	273	1 366	61,9	842	38,1	1 547	70,1	661	30,0	2 208	34,3
Total	**2 209**	**1 008**	**2 170**	**1 047**	**3 217**	**50,0**	**3 217**	**50,0**	**4 379**	**68,1**	**2 055**	**31,9**	**6 434**	**100,0**
Maison d'enseignement														
Université	1 787	800	1 832	778	2 587	49,8	2 610	50,2	3 619	69,6	1 578	30,4	5 197	80,8
Collège communautaire et cégep	422	208	338	269	630	50,9	607	49,1	760	61,4	477	38,6	1 237	19,2
Total	**1 209**	**1 008**	**2 170**	**1 047**	**3 217**	**50,0**	**3 217**	**50,0**	**4 379**	**68,1**	**2 055**	**31,9**	**6 434**	**100,0**

40 Mises en disponibilité, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Cessations d'emploi suite à des mises en disponibilité selon le motif de mise en disponibilité, la catégorie professionnelle, le sexe et le groupe linguistique, 1985

Motif et catégorie professionnelle	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	N.	%	N.	%	N.	%	N.	%	Total
Réorganisation													
Gestion	5	4	1	0	9	90,0	1	10,0	6	60,0	4	40,0	**10**
Scientifique et professionnelle	25	12	20	9	37	56,1	29	43,9	45	68,2	21	31,8	**66**
Administration et service extérieur	35	16	24	3	51	65,4	27	34,6	59	75,6	19	24,4	**78**
Technique	19	10	10	4	29	67,4	14	32,6	29	67,4	14	32,6	**43**
Soutien administratif	10	5	85	26	15	11,9	111	88,1	95	75,4	31	24,6	**126**
Exploitation	41	7	22	0	48	68,6	22	31,4	63	90,0	7	10,1	**70**
Total	**135**	**54**	**162**	**42**	**189**	**48,1**	**204**	**51,9**	**297**	**75,6**	**96**	**24,4**	**393**
Privatisation													
Gestion	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**
Scientifique et professionnelle	16	1	20	1	17	44,7	21	55,3	36	94,7	2	5,3	**38**
Administration et service extérieur	3	0	14	0	3	17,6	14	82,4	17	100,0	0	0,0	**17**
Technique	1	0	2	0	1	33,3	2	66,7	3	100,0	0	0,0	**3**
Soutien administratif	0	0	3	0	0	0,0	3	100,0	3	100,0	0	0,0	**3**
Exploitation	94	0	29	0	94	76,4	29	23,6	123	100,0	0	0,0	**123**
Total	**114**	**1**	**68**	**1**	**115**	**62,5**	**69**	**37,5**	**182**	**98,9**	**2**	**1,1**	**184**
Décentralisation													
Gestion	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**
Scientifique et professionnelle	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**
Administration et service extérieur	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**
Technique	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**
Soutien administratif	2	1	10	2	3	20,0	12	80,0	12	80,0	3	20,0	**15**
Exploitation	1	0	0	0	1	100,0	0	100,0	1	100,0	0	0,0	**1**
Total	**3**	**1**	**10**	**2**	**4**	**25,0**	**12**	**75,0**	**13**	**81,3**	**3**	**18,8**	**16**
Tous les motifs													
Gestion	5	4	1	0	9	90,0	1	10,0	6	60,0	4	40,0	**10**
Scientifique et professionnelle	41	13	40	10	54	51,9	50	48,1	81	77,9	23	22,1	**104**
Administration et service extérieur	38	16	38	3	54	56,8	41	43,2	76	80,0	19	20,0	**95**
Technique	20	10	12	4	30	65,2	16	34,8	32	69,6	14	30,4	**46**
Soutien administratif	12	6	98	28	18	12,5	126	87,5	110	76,4	34	23,6	**144**
Exploitation	136	7	51	0	143	73,7	51	26,3	187	96,4	7	3,6	**194**
Grand total	**252**	**56**	**240**	**45**	**308**	**51,9**	**285**	**48,1**	**492**	**83,0**	**101**	**17,0**	**593**

Cessations d'emploi et motif

Répartition des cessations d'emploi selon le motif, 1985

Motif de cessations d'emploi (sauf mise en disponibilité)	
Renvoi	
• inconduite	50
• incompétence ou incapacité	95
• abandon de poste	81
Renvoi en cours de stage	266
Révocation de la nomination	10
Retraite	
• âge légal (65 ans et plus)	1 716
• volontaire (55 à 64 ans)	3 428
• raison de santé	764
Fin de période déterminée	5 174
Décès	451
Démission	8 043
Total[a]	**20 090**
Motif des démissions	
Emploi dans le secteur privé	2 035
Retour aux études	379
Raisons personnelles non précisées	3 688
Autres	1 941

[a]Ces données incluent 12 cessations d'emploi dont le motif n'a pas été précisé.

42 Cessations d'emploi, catégorie professionnelle, sexe et groupe linguistique

Répartition, en nombre et pourcentage, des cessations d'emploi selon la catégorie professionnelle, le motif, le sexe et le groupe linguistique, 1985

Catégorie professionnelle et motif de cessation d'emploi (sauf mise en disponibilité)	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	Total
Gestion													
Renvoi	4	0	0	0	4	100,0	0	0,0	4	100,0	0	0,0	4
Renvoi en cours de stage	1	0	0	0	1	100,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	1
Révocation de la nomination	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0
Retraite	256	51	5	1	307	98,1	6	1,9	261	83,4	52	15,6	313
Fin de période déterminée	2	0	0	0	2	100,0	0	0,0	2	100,0	0	0,0	2
Décès	9	3	0	1	12	92,3	1	7,7	9	69,2	4	25,0	13
Démission	45	16	4	2	64	91,4	6	8,6	49	73,1	18	16,2	70
Total	**317**	**70**	**9**	**4**	**391**	**96,8**	**13**	**3,2**	**326**	**81,5**	**74**	**18,5**	**404**
Scientifique et professionnelle													
Renvoi	11	2	7	2	13	56,5	10	43,5	18	81,8	4	18,2	23
Renvoi en cours de stage	8	1	3	4	9	56,3	7	43,8	11	68,8	5	31,3	16
Révocation de la nomination	0	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0
Retraite	287	47	48	6	335	85,9	55	14,1	335	86,3	53	13,7	390
Fin de période déterminée	135	28	121	30	167	51,4	158	48,6	256	81,5	58	18,5	325
Décès	24	4	5	1	28	82,4	6	17,6	29	85,3	5	14,7	34
Démission	328	77	359	71	414	48,3	444	51,7	687	82,3	148	17,7	858
Total	**794**	**158**	**542**	**114**	**966**	**58,7**	**679**	**41,3**	**1 336**	**83,1**	**272**	**16,9**	**1 645**
Administration et service extérieur													
Renvoi	14	13	4	1	27	84,4	5	15,6	18	56,3	14	43,7	32
Renvoi en cours de stage	17	8	3	2	25	83,3	5	16,7	20	66,7	10	33,3	30
Révocation de la nomination	0	1	0	0	2	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	2
Retraite	725	229	219	61	961	77,4	281	22,6	944	76,5	290	23,5	1 242
Fin de période déterminée	157	87	172	75	254	49,9	253	49,7	329	67,0	162	33,0	509
Décès	60	14	10	7	77	81,9	17	18,1	70	76,9	21	23,1	94
Démission	487	196	435	145	691	54,0	588	45,9	923	73,0	341	27,0	1 280
Total	**1 460**	**548**	**843**	**290**	**2 037**	**63,9**	**1 148**	**36,0**	**2 304**	**73,3**	**838**	**26,7**	**3 188**
Technique													
Renvoi	12	3	1	0	15	93,8	1	6,2	13	81,3	3	18,7	16
Renvoi en cours de stage	41	12	4	3	53	80,0	7	11,7	45	75,0	15	25,0	60
Révocation de la nomination	1	0	1	0	1	50,0	1	50,0	2	100,0	0	0,0	2
Retraite	506	104	25	9	612	94,7	34	5,3	531	82,5	113	17,5	646
Fin de période déterminée	178	50	91	27	235	64,6	125	34,3	269	77,7	77	22,3	364
Décès	46	9	3	0	55	94,8	3	5,2	49	84,5	9	15,5	58
Démission	320	76	124	27	402	72,3	152	27,3	444	81,2	103	18,8	556
Total	**1 105**	**254**	**248**	**66**	**1 374**	**80,7**	**322**	**18,9**	**1 353**	**80,9**	**320**	**19,1**	**1 702**
Soutien administratif													
Renvoi	10	5	24	8	15	31,9	32	68,1	34	72,3	13	27,7	47
Renvoi en cours de stage	18	10	36	20	28	32,6	58	67,4	54	64,3	30	35,7	86
Révocation de la nomination	0	1	1	1	1	33,3	2	66,7	1	33,3	2	66,7	3
Retraite	185	70	843	242	256	19,0	1 091	81,0	1 028	76,7	312	23,3	1 347
Fin de période déterminée	337	140	1 636	830	488	16,1	2 523	83,2	1 977	67,1	970	32,9	3 034
Décès	22	5	48	13	28	31,1	62	68,9	70	79,5	18	20,5	90
Démission	356	154	2 325	841	522	13,9	3 221	85,8	2 683	72,9	995	27,1	3 755
Total	**927**	**385**	**4 913**	**1 958**	**1 337**	**16,0**	**6 993**	**83,6**	**5 846**	**71,4**	**2 343**	**28,6**	**8 365**

suite du relevé 42

Catégorie professionnelle et motif de cessation d'emploi (sauf mise en disponibilité)	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Anglophones		Francophones		
	Anglophones	Francophones	Anglophones	Francophones	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	Total
Exploitation													
Renvoi	70	27	6	2	98	90,7	10	9,3	76	72,4	29	27,6	**105**
Renvoi en cours de stage	37	12	14	8	49	69,0	22	31,0	51	71,8	20	28,2	**71**
Révocation de la nomination	0	1	1	0	1	50,0	1	50,0	1	50,0	1	50,0	**2**
Retraite	1 335	464	106	54	1 805	91,7	163	8,3	1 444	73,6	518	26,4	**1 968**
Fin de période déterminée	587	147	80	15	784	87,3	112	12,5	667	80,5	162	19,5	**898**
Décès	114	38	7	1	153	95,0	8	5,0	121	75,6	39	24,4	**161**
Démission	820	204	354	62	1 042	70,7	428	29,1	1 174	81,4	269	18,6	**1 473**
Total	**2 964**	**899**	**567**	**143**	**3 936**	**84,0**	**744**	**15,9**	**3 531**	**77,2**	**1 042**	**22,8**	**4 685**
Toutes les catégories													
Renvoi	121	50	42	13	172	74,8	58	25,2	163	72,1	63	27,9	**230**
Renvoi en cours de stage	123	43	61	37	166	62,4	100	37,6	184	69,7	80	30,3	**266**
Révocation de la nomination	1	3	3	1	5	55,6	4	44,4	4	50,0	4	50,0	**9**
Retraite	3 294	965	1 247	373	4 276	72,4	1 632	27,6	4 541	77,2	1 338	22,8	**5 908**
Fin de période déterminée	1 397	452	2 105	979	1 945	37,6	3 198	61,8	3 506	71,0	1 431	29,0	**5 174**
Décès	276	73	73	23	354	78,5	97	21,5	349	78,4	96	21,6	**451**
Démission	2 369	727	3 608	1 155	3 156	39,3	4 869	60,5	5 980	76,1	1 882	23,9	**8 043**
Grand total	**7 586**	**2 315**	**7 136**	**2 584**	**10 082**	**50,2**	**9 959**	**49,6**	**14 729**	**75,0**	**4 899**	**25,0**	**20 090**

Nota L'addition des données ne correspond pas nécessairement aux totaux parce que certains documents ne précisent pas la catégorie professionnelle, le sexe, le groupe linguistique ou le motif de cessation d'emploi.

Les pourcentages relatifs aux groupes linguistiques ont été établis sur le total des employés dont la première langue officielle est connue.

Appels et catégorie professionnelle

Nombre d'appelants dont les appels ont été accueillis ou rejetés ou dont le droit d'appel n'a pas été reconnu, selon la catégorie professionnelle, 1985

Catégorie professionnelle	Appels accueillis			Appels rejetés				
	Avec audience	Avec audience *(ministère a concédé)*	Sans audience *(ministère a concédé)*	Avec audience	Avec audience *(retiré par l'appelant)*	Sans audience *(retiré par l'appelant)*	Droit d'appel non reconnu[a]	Total
Gestion	2	0	0	12	1	10	3	**28**
Scientifique et professionnelle	14	4	1	61	13	30	49	**172**
Administration et service extérieur	108	26	1	332	95	154	459	**1 175**
Technique	16	2	0	70	28	43	48	**207**
Soutien administratif	162	13	0	136	86	67	172	**636**
Exploitation	58	24	0	179	44	67	86	**458**
Total	**360**	**69**	**2**	**790**	**267**	**371**	**817**	**2 676**

[a] Le comité d'appel n'avait pas compétence pour entendre l'appel.

Appels et ministère

Nombre d'appelants dont les appels ont été accueillis ou rejetés ou dont le droit d'appel n'a pas été reconnu, selon le ministère, 1985

	Appels accueillis			Appels rejetés				
Ministère	Avec audience	Avec audience *(ministère a concédé)*	Sans audience *(ministère a concédé)*	Avec audience	Avec audience *(retiré par l'appelant)*	Sans audience *(retiré par l'appelant)*	Droit d'appel non reconnu*	**Total**
Affaires des anciens combattants	2	0	0	11	16	4	15	**48**
Affaires extérieures	7	0	0	24	2	8	8	**49**
Affaires indiennes et du Nord canadien	6	2	0	9	7	6	12	**42**
Agence canadienne de développement international	6	0	0	3	4	2	1	**16**
Agriculture	21	1	0	27	16	19	15	**99**
Approvisionnements et Services	6	1	0	16	3	9	15	**50**
Archives publiques du Canada	2	0	0	3	0	2	2	**9**
Bibliothèque nationale du Canada	0	0	0	1	0	0	0	**1**
Bureau canadien de la sécurité aérienne	0	0	0	0	0	1	0	**1**
Bureau de la Coordonnatrice, Situation de la femme	0	0	0	0	0	1	0	**1**
Bureau du Commissaire aux langues officielles	0	0	0	0	0	0	1	**1**
Bureau du Directeur général des élections	0	0	0	0	0	0	5	**5**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	0	0	0	6	0	0	0	**6**
Commission canadienne des droits de la personne	0	0	0	3	0	1	0	**4**
Commission canadienne des pensions	2	0	0	0	1	0	0	**3**
Commission canadienne des transports	0	0	0	7	1	0	3	**11**
Commission d'appel de l'immigration	0	0	0	0	0	0	5	**5**
Commission de la Fonction publique	3	0	0	5	1	6	8	**23**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	0	0	0	0	0	0	15	**15**
Communications	0	0	0	6	1	1	1	**9**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	0	0	0	1	0	0	0	**1**
Consommation et Corporations	2	0	0	10	2	2	8	**24**
Cour fédérale	0	0	0	0	0	0	1	**1**
Cour suprême	0	0	0	0	0	1	1	**2**
Défense nationale (civils)	24	8	0	97	32	57	61	**279**
Département des Assurances	0	0	0	0	0	2	0	**2**
Emploi et Immigration	40	4	1	152	30	64	173	**464**
Énergie, Mines et Ressources	4	0	0	6	1	7	5	**23**
Environnement	51	9	1	18	11	13	87	**190**
Expansion industrielle régionale	2	0	0	4	0	9	8	**23**
Finances	1	0	0	2	0	1	1	**5**
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	1	0	0	3	2	3	0	**9**
Investissement Canada	0	0	0	0	0	1	0	**1**
Justice	0	0	0	1	1	1	2	**5**
Musées nationaux du Canada	0	0	0	1	0	1	0	**2**
Office national de l'énergie	0	1	0	3	0	0	0	**4**
Pêches et Océans	3	0	0	14	5	12	5	**39**
Revenu national (Douanes et Accise)	8	0	0	55	10	18	52	**143**
Revenu national (Impôt)	126	24	0	71	73	25	144	**463**
Santé nationale et Bien-être social	4	1	0	32	2	15	33	**87**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	0	0	0	1	0	0	6	**7**
Secrétariat d'État du Canada	0	6	0	6	7	3	15	**37**
Service correctionnel du Canada	13	9	0	131	27	34	47	**261**
Solliciteur général	0	0	0	0	0	0	1	**1**

suite du relevé 44

Ministère	Appels accueillis			Appels rejetés				
	Avec audience	Avec audience *(ministère a concédé)*	Sans audience *(ministère a concédé)*	Avec audience	Avec audience *(retiré par l'appelant)*	Sans audience *(retiré par l'appelant)*	Droit d'appel non reconnu[a]	Total
Statistique Canada	2	0	0	3	1	4	5	**15**
Transports	18	1	0	51	8	30	40	**148**
Travail	3	0	0	1	1	1	6	**12**
Travaux publics	3	2	0	6	2	7	10	**30**
Total	**360**	**69**	**2**	**790**	**267**	**371**	**817**	**2 676**

[a]Le comité d'appel n'avait pas compétence pour entendre l'appel

Méthodes de sélection, appels et catégorie professionnelle

Méthodes de sélection ouvrant droit à un appel, ayant fait l'objet d'appel, pour lesquelles l'appel ou les appels ont été réglés, et pour lesquelles au moins un appel a été accueilli, selon la catégorie professionnelle, 1985

Catégorie professionnelle	Méthodes de sélection			
	Ouvrant droit à un appel	Ayant fait l'objet d'un appel[a]	Appels réglés[a]	Appels accueillis
Gestion	258	19	20	2
Scientifique et professionnelle	1 093	136	133	17
Administration et service extérieur	4 394	610	621	67
Technique	1 179	146	152	14
Soutien administratif	4 909	334	326	59
Exploitation	1 267	243	250	46
Total	**13 100**	**1 488**	**1 502**	**205**

[a]Le nombre de méthodes de sélection pour lesquelles l'appel ou les appels ont été réglés n'est pas le même que celui des méthodes de sélection ayant fait l'objet d'un appel parce qu'un appel interjeté pendant une année peut n'être réglé que l'année suivante.

Méthodes de sélection, appels et ministère

Méthodes de sélection ouvrant droit à un appel, ayant fait l'objet d'appel, pour lesquelles l'appel ou les appels sont réglés, et pour lesquelles au moins un appel a été accueilli, selon le ministère, 1985

	Méthodes de sélection			
Ministère	Ouvrant droit à un appel	Ayant fait l'objet d'un appel[a]	Appels réglés[a]	Appels accueillis
Affaires des anciens combattants	260	26	27	2
Affaires extérieures	155	23	25	4
Affaires indiennes et du Nord canadien	354	37	38	6
Agence canadienne de développement international	105	9	9	1
Agriculture	588	64	60	10
Approvisionnements et Services	394	33	32	5
Archives publiques du Canada	46	4	4	1
Bibliothèque nationale du Canada	61	2	1	0
Bureau canadien de la sécurité aérienne	13	1	1	0
Bureau de la Coordonnatrice, Situation de la femme	5	1	1	0
Bureau de l'Administration de l'Office du transport du grain	1	0	0	0
Bureau de services juridiques des pensions	2	0	0	0
Bureau des relations fédérales-provinciales	3	0	0	0
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	1	0	0	0
Bureau du Commissaire aux langues officielles	3	1	1	0
Bureau du Conseil privé	25	0	0	0
Bureau du Directeur général des élections	4	2	2	0
Bureau du Vérificateur général du Canada	10	0	0	0
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée	8	0	2	0
Commission canadienne des droits de la personne	16	3	3	0
Commission canadienne des pensions	9	2	3	2
Commission canadienne des transports	54	7	10	0
Commission d'appel de l'immigration	7	4	4	0
Commission de la Fonction publique	133	17	17	3
Commission de la réforme du droit du Canada	1	0	0	0
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	15	1	1	0
Commission mixte internationale	2	0	0	0
Commission nationale des libérations conditionnelles	23	1	0	0
Communications	118	7	8	0
Conseil canadien des relations de travail	10	0	0	0
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	26	2	1	0
Conseil du Trésor (Bureau du Contrôleur général)	7	0	0	0
Conseil du Trésor (Secrétariat)	20	0	0	0
Consommation et Corporations	129	21	18	2
Cour canadienne de l'impôt	14	0	0	0
Cour fédérale	21	1	1	0

suite du relevé 46

Ministère	Méthodes de sélection			
	Ouvrant droit à un appel	Ayant fait l'objet d'un appel[a]	Appels réglés[a]	Appels accueillis
Cour suprême	3	1	2	0
Défense nationale (civils)	1 419	169	174	23
Département des Assurances	18	2	2	0
Emploi et Immigration	2 301	264	272	31
Énergie, Mines et Ressources	254	20	19	3
Environnement	559	65	71	23
Expansion industrielle régionale	135	11	15	2
Finances	54	3	5	1
Gendarmerie royale du Canada (employés de la Fonction publique)	145	13	9	1
Investissement Canada	6	1	1	0
Justice	63	5	5	0
Musées nationaux du Canada	39	2	2	0
Office national de l'énergie	61	4	4	1
Pêches et Océans	409	35	33	3
Revenu national (Douanes et Accise)	599	84	84	6
Revenu national (Impôt)	1 371	195	175	36
Santé nationale et Bien-être social	655	50	50	4
Science et Technologie	4	1	0	0
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes	5	4	4	0
Secrétariat d'État du Canada	129	15	13	2
Service correctionnel du Canada	597	134	145	14
Solliciteur général	36	0	1	0
Statistique Canada	181	12	13	2
Transports	1 083	105	105	14
Travail	33	5	7	1
Travaux publiques	284	19	22	2
Total	**13 100**	**1 488**	**1 502**	**205**

[a] Le nombre de méthodes de sélection pour lesquelles l'appel ou les appels ont été réglés n'est pas le même que celui des méthodes de sélection ayant fait l'objet d'un appel parce qu'un appel interjeté pendant une année peut n'être réglé que l'année suivante.

Appels, provenance des nominations et méthodes de sélection

Méthodes de sélection ouvrant droit à un appel, ayant fait l'objet d'appel, dont l'appel a été réglé et pour lesquelles un ou plusieurs appels ont été accueillis; nombre d'appelants dont les appels ont été accueillis ou rejetés ou dont le droit d'appel n'a pas été reconnu, selon la provenance des nominations et la méthode de sélection, 1985

	Méthodes de sélection				Résultats des appels			
Provenance des nominations et méthode de sélection	Ouvrant droit à un appel	Ayant fait l'objet d'un appel[a]	Appels réglés[a]	Appels accueillis	Appel accueilli	Appel rejeté	Droit d'appel non reconnu[b]	**Total**
Commission de la Fonction publique								
(dotation non-déléguée)								
Concours restreints	206	15	18	1	1	26	1	**28**
Sans concours	303	29	34	5	33	6	91	**130**
Total	**509**	**44**	**52**	**6**	**34**	**32**	**92**	**158**
Ministères								
(dotation déléguée)								
Concours restreints	8 509	1 020	1 005	161	330	1 206	84	**1 620**
Sans concours	4 082	424	445	38	67	190	641	**898**
Total	**12 591**	**1 444**	**1 450**	**199**	**397**	**1 396**	**725**	**2 518**
CFP et ministères								
Concours restreints	8 715	1 035	1 023	162	331	1 232	85	**1 648**
Sans restreints	4 385	453	479	43	100	196	732	**1 028**
Grand total[c]	**13 100**	**1 488**	**1 502**	**205**	**431**	**1 428**	**817**	**2 676**

[a] Le nombre de méthodes de sélection pour lesquelles l'appel ou les appels ont été réglés n'est pas le même que celui des méthodes de sélection ayant fait l'objet d'un appel parce qu'un appel interjeté pendant une année peut n'être réglé que l'année suivante.
[b] Le comité d'appel n'avait pas compétence pour entendre l'appel.
[c] Le total des méthodes de sélection pour lesquelles des appels ont été réglés est inférieur au grand total des appels parce que plusieurs personnes peuvent en appeler d'une même méthode de sélection.

Formation

Formation professionnelle et région des cours

Répartition des participants aux cours de formation professionnelle de la Commission selon le domaine et la région des cours, 1985

	Région							
Domaine de cours	RCN[a]	Atlantique	Québec	Ontario	Man./ Sask.	Alberta T.N.-O.	C.-B. Yukon	**Total**
Orientation de gestion[b]	1 179	12	49	37	0	44	49	**1 370**
Théorie et pratiques de gestion	2 008	226	229	168	197	236	68	**3 132**
Informatique	1 802	164	165	103	78	97	72	**2 481**
Gestion des finances	1 134	225	125	168	144	161	148	**2 100**
Gestion du matériel	276	45	33	14	13	29	44	**454**
Séminaires	1 503	0	0	0	0	0	0	**1 503**
Gestion du personnel	1 339	97	199	126	96	120	134	**2 111**
Approche systémique en formation	109	0	0	0	0	7	0	**116**
Perfectionnement individuel	292	149	21	55	79	37	32	**665**
Vérification	56	0	0	0	0	0	0	**56**
Total	**9 698**	**918**	**821**	**666**	**607**	**731**	**547**	**13 988**

[a] Comprend les cours offerts par le Centre de perfectionnement des cadres—Touraine (Québec).
[b] Comprend les cours de gestion du programme Cours et affectations de perfectionnement.

Formation professionnelle et langue d'enseignement

Répartition des cours de formation professionnelle donnés par la Commission, selon le domaine de cours et la langue d'enseignement, 1985

	Langue d'enseignement			
Domaine de cours	Français	Anglais	Bilingue	**Total**
Orientation en gestion[a]	16	48	3	**67**
Théorie et pratiques de gestion	38	146	0	**184**
Informatique	21	112	0	**133**
Gestion des finances	16	87	0	**103**
Gestion du matériel	2	20	0	**22**
Séminaires	7	49	0	**56**
Gestion du personnel	33	100	0	**133**
Approche systémique en formation	2	6	0	**8**
Perfectionnement individuel	4	29	0	**33**
Vérification	0	3	0	**3**
Total	**139**	**600**	**3**	**742**

[a] Comprend les cours de gestion du programme Cours et affectations de perfectionnement.

Formation professionnelle et catégorie professionnelle

Répartition des participants aux cours de formation professionnelle de la Commission selon le domaine de cours et la catégorie professionnelle, 1985

	Catégorie professionnelle							
Domaine de cours	Gestion	Scientifique et professionnelle	Administration et service extérieur	Technique	Soutien administratif	Exploitation	Autres[a]	**Total**
Orientation en gestion[b]	213	80	508	43	73	0	453	**1 370**
Théorie et pratiques de gestion	6	222	1 376	216	572	11	729	**3 132**
Informatique	7	102	914	162	647	0	649	**2 481**
Gestion des finances	3	75	817	78	768	0	359	**2 100**
Gestion du matériel	1	5	125	13	178	2	130	**454**
Séminaires	398	82	474	7	1	0	541	**1 503**
Gestion du personnel	0	68	711	132	733	8	459	**2 111**
Approche systémique en formation	0	2	80	7	1	0	26	**116**
Perfectionnement individuel	39	39	185	49	166	3	184	**665**
Vérification	0	5	36	0	2	0	13	**56**
Total	**667**	**680**	**5 226**	**707**	**3 141**	**24**	**3 543**	**13 988**

[a] La demande de formation ne précise pas la catégorie professionnelle.
[b] Comprend les cours de gestion du programme Cours et affectations de perfectionnement.

Formation linguistique et région

Répartition des étudiants aux cours de formation linguistique, selon la langue étudiée, la modalité du cours et la région, 1985

Langue étudiée Modalité des cours	Région RCN	Atlantique	Québec	Ontario	L'Ouest	Total
Français						
• Continus	1 447	225	45	75	47	**1 839**
• Non-continus	3 540	369	84	107	90	**4 190**
• Spéciaux	182	35	325	1	1	**544**
• Hors des heures de travail	2 770	1 244	115	1 103	1 918	**7 150**
Total	**7 939**	**1 873**	**569**	**1 286**	**2 056**	**13 723**
Anglais						
• Continus	98	0	271	0	0	**369**
• Non-continus	731	36	308	10	1	**1 086**
• Spéciaux	24	42	27	3	0	**96**
• Hors des heures de travail	310	1	1 459	9	1	**1 780**
Total	**1 163**	**79**	**2 065**	**22**	**2**	**3 331**
Grand total	**9 102**	**1 952**	**2 634**	**1 308**	**2 058**	**17 054**

Formation linguistique (cours de base continus)

Répartition des étudiants aux cours de base continus, à temps plein, le jour, selon la catégorie professionnelle, la langue étudiée et l'année d'inscription, 1985

	Langue étudiée								
	Français			Anglais			Total		
Catégorie professionnelle	Inscrits en 1984[a]	Inscrits en 1985	Total	Inscrits en 1984[a]	Inscrits en 1985	Total	Inscrits en 1984[a]	Inscrits en 1985	**Grand total**
Gestion	35	35	**70**	0	0	**0**	35	35	**70**
Scientifique et professionelle	95	164	**259**	18	37	**55**	113	201	**314**
Administration et service extérieur	267	399	**666**	23	45	**68**	290	444	**734**
Technique	48	91	**139**	20	40	**60**	68	131	**199**
Soutien administratif	178	241	**419**	37	86	**123**	215	327	**542**
Exploitation	7	8	**15**	8	17	**25**	15	25	**40**
Autres[b]	114	157	**271**	14	24	**38**	128	181	**309**
Total[c]	**744**	**1 095**	**1 839**	**120**	**249**	**369**	**864**	**1 344**	**2 208**

[a] Ne tient compte que des étudiants inscrits en 1984 qui ont poursuivi leur cours en 1985.

[b] Comprend les étudiants des ministères et organismes ne faisant pas partie du Système informatisé sur les langues officielles (SILO).

[c] Les chiffres relatifs à la clientèle étudiante ayant bénéficié de formation linguistique représentent, en 1985 comme par le passé, non des individus différents mais le nombre d'inscriptions aux divers cours de langues. Ainsi, une même personne ayant suivi, par exemple, deux cours différents pendant l'année compte pour deux inscriptions dans les données de ce rapport.

Formation linguistique (autres cours)

Répartition des étudiants à tous les autres cours, selon la catégorie professionnelle, la langue étudiée et l'année d'inscription, 1985

	Langue étudiée								
	Français			Anglais			Total		
Catégorie professionnelle	Inscrits en 1984[a]	Inscrits en 1985	Total	Inscrits en 1984[a]	Inscrits en 1985	Total	Inscrits en 1984[a]	Inscrits en 1985	**Grand total**
Gestion	147	497	**644**	1	5	**6**	148	502	**650**
Scientifique et professionnelle	386	1 367	**1 753**	25	273	**298**	411	1 640	**2 051**
Administration et service extérieur	557	2 260	**2 817**	89	548	**637**	646	2 808	**3 454**
Technique	184	667	**851**	12	169	**181**	196	836	**1 032**
Soutien administratif	727	2 317	**3 044**	148	919	**1 067**	875	3 236	**4 111**
Exploitation	53	225	**278**	40	197	**237**	93	422	**515**
Autres[b]	680	1 819	**2 499**	96	438	**534**	776	2 257	**3 033**
Total	**2 734**	**9 152**	**11 886**	**411**	**2 549**	**2 960**	**3 145**	**11 701**	**14 846**

[a] Ne tient compte que des étudiants qui ont poursuivi leur cours en 1985.
[b] Comprend les étudiants des ministères et organismes ne faisant pas partie du Système informatisé sur les langues officielles (SILO).

Action positive

Ensemble de moyens précis par lesquels on tâche de déceler et d'éliminer les caractéristiques inhérentes aux systèmes d'organisation et qui sont cause de discrimination envers certains groupes sous-représentés dans les rangs de la Fonction publique.

Affectation

Assignation, à titre temporaire, de certaines tâches à une personne, habituellement au sein du même ministère, sans modification de sa nomination.

Amoindrissement des chances d'avancement

Il appartient à la Commission de la Fonction publique de déterminer si les chances immédiates d'avancement d'un employé sont amoindries dans le cas où un autre employé est nommé ou est sur le point d'être nommé à un poste sans concours. L'avis rendu par la Commission permet de déterminer si la nomination en question peut être portée en appel devant un comité d'appel.

Appel

Demande relative à l'établissement, aux termes de l'alinéa 5 d) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, d'un comité chargé d'enquêter sur les circonstances de la nomination ou nomination proposée d'une personne déjà membre de la Fonction publique ou d'une recommandation de renvoi ou de rétrogradation pour incompétence ou incapacité.

Catégorie de la gestion

Catégorie professionnelle, divisée en deux groupes (direction et gestion supérieure), qui englobe les cadres chargés de l'élaboration des politiques, de la conception et de la direction des programmes, de la conception et du fonctionnement des systèmes de gestion, et de la gestion du personnel, des finances et des relations publiques.

Catégorie professionnelle

Série d'emplois de la même famille caractérisés par la nature des fonctions qu'ils comportent et par l'importance de la formation scolaire qu'ils exigent.

Cessation d'emploi

Départ d'un employé de la partie de la Fonction publique pour laquelle la Commission possède tous les pouvoirs de nomination.

Concours public

Concours auquel les employés de la Fonction publique et les personnes de l'extérieur peuvent participer.

Concours restreint

Concours auquel seuls les employés de la Fonction publique peuvent participer: les candidats sont invités à répondre à un avis de concours annonçant les postes à pourvoir ou sont identifiés au moyen d'un répertoire d'employés admissibles.

Courtage

Le déploiement interministériel planifié de cadres de direction et de gestionnaires supérieurs ayant d'excellentes possibilités, mais ayant besoin d'acquérir de l'expérience, ou qui éprouvent certaines difficultés professionnelles temporaires n'étant pas nécessairement liées à leur rendement.

Délégation de pouvoirs en matière de dotation en personnel

Autorisation que la Commission de la Fonction publique accorde à un sous-chef d'exercer, en son nom, certains de ses pouvoirs, fonctions et devoirs en y précisant les restrictions et conditions qui s'appliquent. Par cette même autorisation, la Commission approuve la délégation par le sous-chef de ces pouvoirs, fonctions et devoirs à certaines personnes qui relèvent de lui.

Déploiement

La nomination, sous réserve des dispositions du décret d'exclusion des membres de la catégorie de la gestion, d'un employé de la catégorie de la gestion à un autre poste de niveau égal, supérieur ou inférieur à celui de l'employé en question, pourvu qu'il n'y ait aucune modification de la classification même de l'employé.

Direction, voir Groupe de la direction.

Dotation impérative, voir Poste bilingue à dotation impérative.

Dotation non impérative, voir Poste bilingue à dotation non impérative.

Droit d'appel

Droit d'obtenir qu'un comité d'appel enquête sur les circonstances de la nomination ou nomination proposée d'une personne déjà membre de la Fonction publique ou d'une recommandation de renvoi ou de rétrogradation pour incompétence ou incapacité.

Emploi à temps partiel non régi par la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*

Emploi où le titulaire n'est habituellement pas tenu de faire plus du tiers des heures de travail quotidiennes ou hebdomadaires normales fixées pour les employés qui effectuent un travail semblable (en vigueur depuis le 1er janvier 1981).

Emploi à temps partiel régi par la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*

Emploi où le titulaire est habituellement tenu de faire plus du tiers des heures de travail quotidiennes ou hebdomadaires normales fixées pour les employés qui effectuent un travail semblable (en vigueur depuis le 1er janvier 1981).

Emploi à temps plein

Emploi où le titulaire est habituellement tenu de faire la semaine de travail normale prescrite par la convention collective pertinente ou, s'il est exclu de la négociation collective, par l'employeur.

Emploi pour une période déterminée

Emploi à temps plein ou à temps partiel dont la durée est déterminée à l'avance. (Dans ce rapport annuel, la Commission de la Fonction publique ne rend compte que des employés nommés pour une période déterminée de six mois ou plus.)

Emploi pour une période indéterminée

Emploi à temps plein ou à temps partiel dont la durée n'est pas déterminée.

Emploi saisonnier

Emploi à temps plein ou à temps partiel où le titulaire ne travaille que pendant certaines périodes de l'année.

Excédentaire, voir Priorité d'employé excédentaire.

Exemption

- Privilège consenti par décret à un unilingue fonctionnel de postuler un poste bilingue à dotation non impérative et d'y être nommé, sous certaines conditions, quitte à se qualifier dans sa seconde langue officielle au niveau des exigences linguistiques de son poste dans un délai réglementaire après nomination. (Le temps ou période d'exemption se dit aussi «sursis».)
- Mécanisme de certification du degré de bilinguisme d'un fonctionnaire dont la maîtrise en sa seconde langue officielle présente des caractéristiques de permanence, et en vertu duquel un fonctionnaire se voit dispensé de toute réévaluation subséquente en sa seconde langue officielle pour une période indéterminée.

Exigences linguistiques du poste

La ou les langues que le titulaire d'un poste bilingue doit utiliser dans l'exercice des fonctions du poste: bilingue, français essentiel, anglais essentiel, anglais ou français essentiel.

Exigences linguistiques suspendues, voir Poste bilingue.

Fonds renouvelable

Un fonds renouvelable constitue une autorisation permanente ou continue donnée par le Parlement en vue d'effectuer des paiements au moyen du Fonds du revenu consolidé aux titres de fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisation et du financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. Il s'agit d'une autorisation de tirer sur le Fonds du revenu consolidé, et non pas d'une provision de caisse. Un fonds représente un moyen permettant au Parlement d'autoriser de façon continue une opération financée entièrement par les utilisateurs ou, en partie, par les utilisateurs et, en partie, par voie d'octroi de subventions. L'autorisation a pour but de permettre d'imputer au compte des utilisateurs la valeur des services du fonds, mais cela ne se fait pas dans tous les cas.

Formation

- **Initiation**

  Formation visant à renseigner les employés sur leur nouveau milieu de travail.
- **Formation professionnelle et technique**

  Formation visant à assurer que les employés sont aptes à s'acquitter de leurs fonctions actuelles au niveau de rendement requis par l'employeur.
- **Perfectionnement**

  Formation visant à assurer qu'il y aura du personnel compétent pour répondre aux exigences futures de la Fonction publique en ressources humaines.

Gestion, voir Catégorie de la gestion.

Groupe de la direction

Groupe professionnel supérieur de la catégorie de la gestion, qui comprend cinq niveaux et qui inclut la plupart des sous-ministres adjoints.

Groupe de la gestion supérieure

Groupe professionnel inférieur de la catégorie de la gestion, qui ne comprend qu'un seul niveau.

Groupe professionnel

Subdivision d'une catégorie professionnelle qui comprend des genres semblables de travail exigeant des aptitudes analogues. Ce terme a souvent un rapport avec un secteur identifiable du marché du travail à l'extérieur de la Fonction publique.

Instrument de délégation de pouvoirs en matière de dotation en personnel

Document par lequel la Commission de la Fonction publique autorise un sous-chef à exercer, en son nom, certains de ses pouvoirs, fonctions et devoirs en y précisant les restrictions et conditions qui s'appliquent, et approuve la délégation par le sous-chef de ces pouvoirs, fonctions et devoirs à certaines personnes qui relèvent de lui.

Intérimaire, voir Nomination intérimaire.

Méthodes de sélection, voir: Sélection par concours, Sélection sans concours, Concours public et Concours restreint.

Méthode de sélection

- **ayant fait l'objet d'un appel**

  Méthode de sélection ouvrant droit à un appel, à propos de laquelle au moins un appel a été interjeté.

- **ouvrant droit à un appel**

  Méthode de sélection pouvant donner lieu à un appel, conformément à l'article 21 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Mise en disponibilité

Fin de la période d'emploi en vertu du paragraphe 29(1) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, «lorsque les services d'un employé ne sont plus requis, soit faute de travail, soit par suite de la suppression d'une fonction»; en pareil cas, le sous-chef peut, en conformité avec les règlements de la Commission de la Fonction publique, mettre l'employé en disponibilité (cette décision n'est pas sujette à appel).

Mobilité des employés

Déplacement d'un employé d'un ministère à un autre ou au sein du même ministère, d'un groupe ou sous-groupe professionnel à un autre ou d'une modalité d'emploi à une autre.

Modalités d'emploi

Particularités relatives à la durée d'un emploi: emploi pour une période indéterminée, emploi pour une période déterminée, emploi saisonnier, emploi à plein temps et emploi à temps partiel.

Modalités de nomination

Façons diverses d'accéder à un poste: promotion, mutation latérale, mutation régressive, rétrogradation, reconduction et reclassification.

Mutation

- **latérale**

  Nomination d'un employé à un poste de même niveau au sein des mêmes groupe et sous-groupe professionnels ou de tout autre groupe ou sous-groupe professionnel dont le maximum de l'échelle de traitement est identique à celui du poste que l'employé occupait auparavant.

- **régressive**

  Nomination d'un employé à un poste de niveau inférieur au sein des mêmes groupe et sous-groupe professionnels ou de tout autre groupe ou sous-groupe professionnel dont le maximum de l'échelle de traitement est inférieur à celui du poste que l'employé occupait auparavant.

Nomination à la Fonction publique

Nomination d'une personne de l'extérieur de la Fonction publique ou d'un membre d'un organisme fédéral qui n'est pas régi par la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Nomination au sein de la Fonction publique

Nomination intraministérielle ou interministérielle prononcée dans un ministère ou un organisme régi par la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Nomination intérimaire

Désignation d'une personne pour accomplir, pendant une période donnée, les fonctions et les responsabilités d'un poste dont le taux maximum de traitement est supérieur à celui du poste qu'elle occupe.

Poste bilingue

- **à dotation impérative**

  Poste bilingue pour lequel les candidats doivent satisfaire aux exigences linguistiques au moment de leur nomination.

- **à dotation non impérative**

  Poste bilingue auquel les candidats qui ne satisfont pas aux exigences linguistiques peuvent être nommés:

  — **s'ils sont admissibles à la formation linguistique offerte aux frais de l'État;**

  — **s'ils démontrent, à la satisfaction de la Commission de la Fonction publique, leur aptitude à réussir leur formation linguistique;**

— s'ils s'engagent par écrit à satisfaire aux exigences linguistiques avant la fin de la période spécifiée ou, en cas d'échec, à accepter une mutation à un poste pour lequel ils sont qualifiés.

- **aux exigences linguistiques suspendues**

  Poste bilingue pour lequel les candidats n'ont pas à satisfaire aux exigences linguistiques, s'ils ont au moins 55 ans ou pour des raisons humanitaires.

Norme linguistique

Description normalisée des habiletés et degrés de maîtrise en français et en anglais, langues secondes, exigibles d'un titulaire de poste bilingue dans sa seconde langue officielle.

Postvérification

Suivi donné à une vérification en vue de constater la nature, l'étendue et la qualité des mesures correctives prises par le ministère qui a fait l'objet de la vérification.

Présentation

Fait de proposer des candidats recensés dans un répertoire et susceptibles de se qualifier pour un poste.

Priorité

- **administrative**

  Droit d'être pris en considération pour une nomination sans concours avant d'autres personnes, conformément à une politique de la Commission de la Fonction publique.

- **d'employé excédentaire**

  Droit d'être pris en considération pour une nomination sans concours avant d'autres personnes, accordé à un employé appelé à être mis en disponibilité et considéré comme apte à l'emploi.

- **statutaire**

  Droit d'être nommé ou pris en considération pour une nomination sans concours avant d'autres personnes, conformément à la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Profil linguistique

Niveau de compétence linguistique requis, pour chacune des langues officielles, dans trois habiletés: compréhension de l'écrit, expression écrite et interaction orale (compréhension auditive et expression orale considérées comme un seul acte de communication)

Promotion

Nomination d'un employé à un poste de niveau supérieur au sein des mêmes groupe et sous-groupe professionnels ou de tout autre groupe ou sous-groupe professionnel dont le maximum de l'échelle de traitement est supérieur à celui du poste que l'employé occupait auparavant.

Réaménagement des effectifs

«Cette situation se produit lorsqu'un sous-chef ou son *agent délégué* décide que les services d'un ou de plusieurs employés nommés pour une période indéterminée ne seront plus requis au delà d'une certaine date en raison d'un manque de travail ou de la suppression d'une fonction. Un *réaménagement des effectifs* est considéré comme important lorsqu'au moins dix employés nommés pour une période indéterminée dans un ministère, dans un ou plusieurs lieux de travail, sont touchés au même moment.» *Manuel de gestion du personnel*, vol. 4, chap. 20.

Reclassification

Nomination d'un employé à un poste qui a fait l'objet d'une réévaluation lorsque celle-ci entraîne une modification du niveau ou des sous-groupe, groupe ou catégorie professionnelles du poste.

Reconduction d'une nomination pour une période déterminée

Nomination pour une période déterminée d'un employé qui avait déjà été nommé pour une période déterminée à un poste dont le niveau ainsi que les groupes et sous-groupes professionnels sont identiques à ceux du poste qu'il occupait auparavant; à des fins statistiques, on ne tient compte que des employés dont les périodes d'emploi sont continues et totalisent au moins six mois.

Renvoi pour incompétence ou incapacité

Fin de la période d'emploi en vertu du paragraphe 31(1) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, «lorsque, de l'avis du sous-chef, un employé est incompétent dans l'exercice des fonctions de son poste, ou qu'il est incapable de remplir ces fonctions»; cette mesure est recommandée à la Commission de la Fonction publique par le sous-chef, et l'employé peut en appeler de cette recommandation devant un comité établi à cette fin par la Commission.

Rétrogradation

Nomination d'un employé à un poste dont le maximum de l'échelle de traitement est inférieur à celui du poste qu'il occupait auparavant et ce, pour des raisons d'incompétence ou d'incapacité et par suite d'une recommandation en ce sens par le ministère, conformément à l'article 31 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Ressourcement

Activités exécutées par la Commission pour la catégorie de la gestion: le déploiement interministériel des cadres, la dotation des postes de la catégorie et l'orientation de ses membres.

Sélection par concours

Sélection de candidats par suite de l'affichage d'un avis de concours ou de la consultation d'un répertoire.

Sélection sans concours

Sélection par voie de reclassification, de mutation latérale ou régressive, de promotion ou de nomination en priorité.

Situation linguistique du titulaire

Indication permettant de savoir si le titulaire a satisfait, doit satisfaire ou n'a pas à satisfaire aux exigences linguistiques d'un poste bilingue.

Sous-représentation

Représentation moindre que celle à laquelle on pourrait s'attendre d'un groupe donné parmi les employés de la Fonction publique, en considération de la représentation de ce groupe sur le marché du travail.

Stagiaire

Employé dont la capacité d'exercer les fonctions de son poste est évaluée en fonction de son rendement au cours d'une période donnée qui suit immédiatement la nomination.

Statutaire, voir Priorité statutaire.

Système de gestion intégré

Processus par lequel les activités de gestion, des sous-éléments de planification en montant, et les décisions liées aux systèmes d'affectation des ressources et d'information sur les ressources sont étroitement coordonnées et intégrées.

Systémique

Qui tient aux qualités ou aux déficiences inhérentes à un système ou à un organisme.

Vérification

Examen et évaluation systématique des ministères et organismes afin de déterminer dans quelle mesure ils respectent les politiques, directives et systèmes relatifs au personnel et de quelle manière ils administrent les pouvoirs que la Commission de la Fonction publique ou le Conseil du Trésor leur délèguent.

Administration centrale

L'Esplanade Laurier, Tour ouest
300, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0M7
(613) 996-5010
ATME (appareil de télécommunications pour malentendants): 993-4126

Bureaux régionaux

Atlantique

Immeuble Brunswick
7e étage
1888, rue Brunswick
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 1M8
(902) 426-2990
ATME: 426-6246

Québec

Complexe Guy-Favreau, Tour ouest
8e étage
200, boulevard Dorchester ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1X4
(514) 283-5776
ATME: 283-2467

Capitale nationale

Immeuble Vanguard
2e étage
171, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 0M7
(613) 996-9676
ATME: 996-1205

Ontario

Immeuble Professional
Bureau 1100
180, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2A8
(416) 973-3122
ATME: 973-2269

Bureaux de district

Immeuble Brunswick
1888, rue Brunswick
7e étage
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 1M8
(902) 426-2990
ATME: 426-6246

Édifice du gouvernement du Canada, ouest
2e étage
354, rue Water
St. John's (Terre-Neuve)
A1C 1C4
(709) 772-4812
ATME: 772-4317

Immeuble Central and Eastern Trust
Bureau 603
860, rue Main
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 1G2
(506) 857-6616
ATME: 857-6624

Mail Confederation Court
Bureau 302
134, rue Kent
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 8R8
(902) 566-7030
ATME: 566-7039

Complexe Guy-Favreau, Tour ouest
8e étage
200, boulevard Dorchester ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1X4
(514) 283-5776
ATME: 283-2467

Place Sillery
Bureau 205
1126, chemin St-Louis
Sillery (Québec)
G1S 1E5
(418) 648-3230

Bureaux régionaux	*Bureaux de district*	
Manitoba et Saskatchewan		
Immeuble Revenue Bureau 400 391, avenue York Winnipeg (Manitoba) R3C 4G8 (204) 949-2486 ATME: 949-3766	Immeuble Revenue Bureau 400 391, avenue York Winnipeg (Manitoba) R3C 4G8 (204) 949-2486 ATME: 949-3766	Immeuble de la Banque Canadienne Impériale de Commerce Bureau 1010 1867, rue Hamilton Regina (Saskatchewan) S4P 2C2 (306) 780-5720 ATME: 780-6719
Alberta et Territoires du Nord-Ouest		
Place Capital 2e étage 9707, 110e rue Edmonton (Alberta) T5K 2L9 (403) 420-3144 ATME: 420-3130	Place Capital 2e étage 9707, 110e rue Edmonton (Alberta) T5K 2L9 (403) 420-3144 ATME: 420-3130	Immeuble Precambrian 4922, 52e rue C.P. 2730 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2R1 (403) 873-3525
Pacifique et Yukon		
Centre Sinclair* 5e étage 757, rue Hastings ouest Vancouver (Colombie-Britanique) V6C 3G4 (604) 666-0350 ATME: 666-6868	Centre Sinclair* 5e étage 757, rue Hastings ouest Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3G4 (604) 666-0350 ATME: 666-6868	Centre Yukon 2e étage 4114, 4e avenue Whitehorse (Yukon) Y1A 4N7 (403) 668-4487

* Jusqu'à la mi-juin 1986, les bureaux régional et de district de Vancouver garderont leur ancienne adresse au 8e étage, 700, rue Georgia ouest, C.P. 10282; numéro de téléphone (604) 666-0696 (ATME 666-6868) pour le bureau régional et 666-0698 pour le bureau de district.